





*La Fédération jurassienne*



MARIANNE ENCKELL

# LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

LES ORIGINES DE L'ANARCHISME EN SUISSE

*Entremonde*  
Genève-Paris

Première édition: Age d'Homme, Lausanne, 1971.  
Réédition: Canevas, Saint-Imier, 1991.

Entremonde, 2012.

## PRÉFACE

Quand j'ai écrit ce livre il y a quarante ans, c'était pour marquer le centenaire de la Fédération jurassienne, et aussi pour contribuer à donner de la mémoire à un courant anarchiste jeune et effervescent. Portés par la vague de mai 1968, nos efforts balbutiants pour organiser les mouvements de travailleurs et d'étudiants avaient besoin de racines, de références, même si nous étions convaincus de réinventer la révolution en permanence. Dans les rues, dans les aulas, dans les théâtres et les cafés éclatait le désir d'en finir avec le vieux monde; et on jouait beaucoup à Marx-Bakounine, je t'aime moi non plus...

Voilà qui nous mène loin du Jura. C'est pourtant là que tout a commencé. La résolution du congrès international de Saint-Imier de 1872, qui considérait « que toute organisation politique ne peut rien être que l'organisation de la domination au profit d'une classe et au détriment des masses, et que le prolétariat, s'il voulait s'emparer du pouvoir, deviendrait lui-même une classe dominante et exploitante », marque le mouvement anarchiste comme un acte fondateur. J'ai eu envie d'en savoir plus: Comment se fait-il que le mouvement anarchiste soit né précisément là et à ce moment? Comment se fait-il que la question du pouvoir et de la domination ait été si clairement posée?

Les pistes principales se trouvent dans les souvenirs de James Guillaume, un des seuls « intellectuels » des sections des Montagnes, qui en a fait la chronique. Qui d'autre forme le mouvement et sa théorie? Certains – les réfugiés de la Commune de Paris comme Elisée Reclus et Gustave Lefrançais, les russes Michel Bakounine, Nicolas Joukovski et Pierre Kropotkine, d'autres étrangers comme Paul Brousse – sont des déclassés, engagés souvent à l'opposé de leur formation intellectuelle ou de leur origine sociale. Mais la majeure partie des acteurs sont des travailleurs de l'horlogerie: Adhémar et Léon Schwitzguébel, Auguste Spichiger, Alcide Dubois, Gagnebin de

Bienne, Garnier de Cortébert, le communard Louis Pindy, et tous les anonymes, graveurs et guillocheurs, monteurs de boîtes, faiseurs de secrets. Et ils ne sont pas restés silencieux. Leurs journaux relatent les activités au jour le jour; les rapports des fédérations ouvrières détaillent les luttes et les revendications; la correspondance donne vie aux protagonistes. C'est la rencontre entre toutes ces personnes, leur entente et leur solidarité contre la domination et l'oppression qui fait pour moi l'intérêt de cette histoire; c'est à partir de tout cela que j'ai essayé de la raconter: ce n'est pas un ouvrage d'érudition. J'ai néanmoins complété la bibliographie en fin de volume, vérifié quelques sources et corrigé par ailleurs quelques mots mal choisis.

La grande différence aujourd'hui, c'est l'accessibilité sur la Toile d'abord des catalogues de bibliothèques et des fonds d'archives, ensuite d'un grand nombre de sources et de travaux. Il y a quarante ans, je n'avais pas trouvé toutes les pistes. En relatant ce qui s'était passé dans le Jura et ses alentours pendant une dizaine d'années, un siècle auparavant, j'essayais de mettre en évidence la force d'un mouvement social et sa critique en actes de la politique, celle de la démocratie helvétique comme celle des « marxistes » dans l'Internationale, celle qui allait donner naissance aux partis socialistes et communistes. Je devais bien cela aux ancêtres des jeunes gens qui commençaient à tracer des A cerclés sur les murs des villes, et qui n'ont pas cessé depuis lors.

Marianne Enckell  
été 2011



## CHAPITRE PREMIER

### I. L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Ne jugeons ni du succès ni de la portée de l'entreprise par ce qui se passera chez nous. Il n'y a certainement pas de pays en Europe où elle ait moins de chance de réussite. Proprement il n'y aurait pas de question sociale en Suisse s'il n'y en avait tout autour de la Suisse.

JAMES GUILLAUME

L'Association internationale des Travailleurs est la première organisation qui dise clairement que *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*, répondant au vœu de Marx vingt ans auparavant: Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! Ces deux traits, le caractère de classe et le désir d'universalité, aucune organisation ne les avait eus auparavant. Fondée en 1864, l'AIT développe pendant plus de dix ans un réseau de sections dans les pays d'Europe occidentale; des dizaines de milliers d'ouvriers se réclament d'elle. Sous sa forme originelle, elle permettait toutes les inventions, toutes les effervescences; à travers les méandres de l'action ouvrière, par ses faux pas et ses découvertes, elle allait mener la classe ouvrière à la conscience de son existence, à la connaissance de sa force.

Ce qui s'est passé en Suisse est tout petit. Dans le Jura, plus précisément au val de Saint-Imier et dans des bourgades neuchâteloises, il y eut quelques années durant des groupes anarchistes, actifs propagandistes, dont la voix était écoutée bien au-delà du Chasseral et du Chaumont. Ce sont eux qui prirent le nom de *Fédération jurassienne*; ils contribuèrent à la formation du mouvement anarchiste, étant parmi les premiers groupes qui aient jamais existé, ceux peut-être qui avaient la base ouvrière la plus authentique. Comment ils se sont constitués, dans quel milieu ils se sont implantés, quelle part ils ont eue dans la vie de l'AIT, comment ils se différenciaient des autres branches du socialisme, voilà ce que ce petit livre essaie de dire.

Avec la grande ambition de raconter une histoire vraie. L'histoire de l'anarchisme se dégage avec peine des malveillances et des incompréhensions de ses adversaires, des mythologies et des affabulations de ses zéloteurs. On sert peut-être mieux un mouvement en montrant ses balbutiements, ses erreurs, ses désirs confrontés à la réalité, la longue recherche de son identité.

Ce n'est pas le lieu ici de faire une histoire de l'AIT; il s'agit simplement d'en présenter les principes et l'organisation, pour s'attacher ensuite aux sections suisses qui désiraient suivre une voie autonome, au courant collectiviste qui se dégage au fur et à mesure de l'expérience de la lutte ouvrière et des confrontations idéologiques.

C'est en septembre 1864, à Londres, que se tient la réunion de fondation de l'Association internationale des Travailleurs; quelques semaines plus tard le Conseil général, son organe exécutif, est constitué et adopte *l'Adresse inaugurale*, les Statuts et le règlement que Marx a rédigés. Le Conseil général est composé d'ouvriers de différentes nationalités, il est à la fois un bureau de correspondance et le comité central de l'Association. En Angleterre, en France, en Suisse, en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas, en Amérique, en Espagne, plus tard en Italie se créent des sections de l'AIT – sections «centrales» ou locales et sections de métiers – qui se fédèrent régionalement et nationalement. Le Conseil général reçoit l'information, la redistribue, organise les congrès annuels, organes suprêmes de l'Association; il peut aussi conseiller les sections en cas de revendications, d'actions, de grèves.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes: pour réaliser ce principe il faut une solidarité active entre les ouvriers des diverses professions et des diverses contrées. Le mouvement spontané qui naît dans les pays industrialisés montre bien que le moment historique est venu où l'on peut jeter les bases d'une organisation ouvrière spécifique: organisation de classe, et internationale. Mais aussi *reconnaissant comme devant être la base de (sa) conduite envers tous les hommes: la Vérité, la Justice, la Morale, sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité* (Statuts).

Pour ceux qui adhèrent à l'AIT dès les premières années, le type d'organisation est secondaire: elle peut être très différente selon les situations, les professions, les régions. Les diversités du développement économique et politique exigent, semble-t-il, un fédéralisme très souple, des relations libres entre les sections et les pays. Le Conseil général n'est jamais perçu, sauf par lui-même, comme un bureau politique devant dicter une ligne aux groupes de base.

Ce n'est certes pas ce que Marx voulait faire de l'AIT. Il avait développé depuis vingt ans une analyse, une pensée et une pratique politiques, et il était normal qu'il veuille y faire adhérer les organisations ouvrières; les ouvriers eux-mêmes, d'ailleurs, étaient venus à lui pour lui demander de participer à leur association et d'en rédiger les textes fondamentaux. Mais le Conseil général n'a pas de rôle direct quant à l'organisation des sections ni même quant à leur activité; il le reconnaît ainsi dans un de ses rapports annuels: *Ce n'est pas l'Internationale qui a jeté les ouvriers dans la grève, mais la grève qui les a jetés dans l'Internationale* (Rapport au Congrès de Bâle, 1869).

Le simple fait de se grouper représente un risque pour les ouvriers: la classe possédante a pris peur déjà aux premières tentatives, aux premières revendications, et dans presque tous les pays les *internationaux* auront à subir des restrictions à la liberté d'association, des censures, des condamnations; les événements historiques, guerres, crises, y mettront plus d'entraves encore; souvent moribondes, les sections ne renoncent pas à leur existence précaire ni ne craignent la clandestinité. En Angleterre la liberté est grande, mais les principes de l'AIT ont rencontré peu d'écho; il n'y a que la Suisse qui affiche sa démocratie et tolère largement la formation de sections et la tenue de congrès internationaux, ainsi que la Belgique et les Pays-Bas dans une moindre mesure.

La tentative de faire de l'Association le parti de la classe ouvrière devait échouer: l'AIT n'a pas atteint son grand but, qui était l'unification du prolétariat organisé dans la lutte contre le capitalisme et la bourgeoisie. Et pourtant cette tâche historique, les moyens de l'accomplir, c'est dans l'AIT que les ouvriers les découvrirent. Il y avait eu auparavant des associations de secours mutuels, des

embryons de syndicats; mais ils restaient dans le cadre capitaliste, sous la tutelle du patron ou de l'État. Il faudra l'expérience de l'organisation propre, des grèves et de leur soutien international, de la Commune de Paris où pour la première fois le peuple sut détenir le pouvoir, pour que la victoire du prolétariat ne paraisse plus irréalisable.

Mais on n'allait pas y parvenir sans détours, ni du premier coup. Du jour où l'AIT est devenue communément la *Première Internationale*, la voie était ouverte pour une numérotation à l'infini. Seuls aujourd'hui quelques anarchistes – par nostalgie, par cette sorte de stagnation historique qui les caractérise parfois – conservent le beau nom d'Association internationale des travailleurs.

Pour parler de la Fédération jurassienne, j'ai réuni les éléments historiques qui m'étaient connus, sans faire de découvertes essentielles. L'histoire ultérieure du socialisme et les mouvements de pensée et de révolte récents m'ont aussi aidée à la comprendre et à lui donner ses vraies dimensions. Cela ne veut pas dire que je veuille tracer des parallèles, découvrir de ces analogies dont les historiens anecdotiques sont friands; mais cent ans d'histoire du mouvement ouvrier et l'expérience des discussions et des groupes d'extrême gauche actuels, qui consciemment veulent se réapproprier cette histoire, me la font percevoir différemment de ce que pourraient percevoir d'autres narrateurs, d'une autre époque ou d'une autre tendance politique.

## 2. LA SITUATION ÉCONOMIQUE

On connaît dans ses grandes lignes la situation économique de la Suisse dans les années 1860 à 1880; mais on manque d'études approfondies, tant monographiques que comparatives.

Dans la région où se constituera un courant anarchiste, soit les montagnes neuchâteloises et le val de Saint-Imier, toute la population des bourgades travaille dans l'horlogerie. Vers 1860, La Chaux-de-Fonds compte 5 500 ouvriers horlogers pour 18 000

habitants; Le Locle, 3 000 ouvriers pour 8 500 habitants; le seul district de Courtelary (val de Saint-Imier), plus de 6 000 ouvriers.

Mais cette industrie unique ne signifie pas pour autant qu'il y ait concentration. Les usines sont rares, presque tout le travail se fait à domicile. Que l'on ne s'imagine pas non plus des artisans créateurs, faisant naître amoureusement une montre de quelques morceaux de métal précieux: les tâches sont extrêmement parcellisées, la montre est faite d'une centaine de parties brisées et chaque ouvrier est étroitement spécialisé.

L'horlogerie s'était implantée dans le Jura dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, remplaçant peu à peu la manufacture traditionnelle d'indiennes et de dentelles qui se voyait concurrencée par les usines de textiles et la mécanisation de cette industrie. Pays pauvre, au climat aride, le Jura a été longtemps – et reste encore, dans les Franches Montagnes – une région d'élevage, peu peuplée, aux fermes isolées, lourdes maisons de pierre aux fenêtres étroites. L'augmentation de la densité de la population, la pauvreté de la terre et le climat peu clément, le manque de sources d'énergie exigent le développement d'activités industrielles à côté de l'agriculture et de l'élevage. Or l'horlogerie est une activité qui demande peu de matières premières, dont le produit à haute valeur ajoutée se transporte facilement, qui peut être exercée en famille grâce à la diversité des opérations.

Vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la physionomie du Jura horloger s'est précisée: au creux des vallées, le long de la grand'route s'alignent des maisons hautes, aux murs épais, la fenêtre de l'atelier plus largement percée que les autres. À cette époque, les trois quarts des ouvriers travaillent à domicile ou dans de petits ateliers quasi familiaux. L'horlogerie connaît alors une grande expansion, et en même temps ses premières crises: comme les industries de luxe et comme certaines industries nouvelles, elle est extrêmement sensible à la conjoncture, et il suffit que les goûts du public changent ou qu'un débouché soit fermé pour que le chômage s'établisse. Ainsi, des causes historiques extérieures (guerres, révolutions, développement des communications, mouvements de populations, régimes politiques et économiques) ont une influence sur cette industrie

étroitement localisée. Ces crises sont généralement passagères, soit que d'autres débouchés se trouvent, soit que le retour aux activités rurales et la limitation des apprentissages servent de soupapes de sûreté. Mais l'horlogerie sera d'autant plus sensible aux crises profondes, structurelles: c'est en particulier celle due à la concurrence américaine, où l'installation de machines a été précoce et où la montre est produite industriellement. L'horlogerie suisse doit moderniser, innover, pour survivre.

En 1867, un horloger de La Chaux-de-Fonds produit une montre simple et robuste, au boîtier non ouvré: c'est un marché nouveau, populaire qui s'ouvre pour la montre *Roskopf*. La même année s'établit dans le Jura la première fabrique qui produit la montre entière avec des procédés mécaniques modernes, la maison *Longines*, à Saint-Imier. Après 1870, le nombre des fabriques et le nombre des ouvriers de fabrique croîtront rapidement.

À la spécialisation technique s'est ajoutée la spécialisation commerciale: les ouvriers travaillent pour des fabricants qui à leur tour livrent leurs produits aux établisateurs; ceux-ci font parfois le montage ou le finissage de la montre, mais ils se bornent plus généralement à la vendre, à l'exporter. Ce sont eux qui commandent les travaux et fournissent les matières premières. L'ouvrier fournit non seulement sa force de travail et son atelier, mais encore les outils et les frais d'éclairage, d'assurance, etc. Comme le marché du travail est abondant et que le capital fixe à rémunérer est minime (le coût des matières premières entre pour 10 à 20 % dans la valeur du produit fini), la situation du patronat est aussi enviable apparemment que celle des ouvriers est précaire. On voit ainsi se multiplier le nombre des petits patrons, facteur qui ne sera pas indifférent aux crises successives de l'horlogerie dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle.

À cette époque d'essor de l'horlogerie, les salaires sont élevés et attirent la main-d'œuvre des champs aux ateliers. Le développement de la fabrication des montres est alors fulgurant, sans que l'on prenne soin d'avoir une production diversifiée; c'est la montre ordinaire qui est produite le plus souvent, et par centaines de mille: en 1873, les 5700 ouvriers du district de Courtelary fabriquent 580000

montres, et le Jura bernois dans son entier 1290 000; la moyenne annuelle du canton de Neuchâtel est dans ces années-là de 800 000 montres, vendues de 3,50 à 40 francs.

Or, au début de cette période, un bon ouvrier pouvait gagner 12 à 15 francs par jour, et le travail le plus simple était payé 5 à 6 francs, selon les estimations de l'époque; dix ans plus tard, vers 1867, le salaire a diminué de moitié, tandis que celui des ouvriers agricoles double. Il faut se servir avec prudence de telles évaluations: dès que des difficultés surgissent, on a tendance à embellir le passé. Mais elles montrent un processus, qui est hélas irréversible: une fois qu'une industrie s'implante dans une région, les travailleurs agricoles sont attirés par des salaires en espèces et des horaires réguliers; il est très rare qu'ils retournent à la terre, même si le chômage s'installe. Ce mouvement de prolétarianisation est général dans toute l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle, à des moments différents selon les pays.

L'horlogerie est présente dans tout le Jura suisse, de Genève à Schaffhouse. À Genève, la fabrication est plus spécialisée que dans les « Montagnes »: on fait la montre de luxe, la bijouterie, et les ouvriers de la *fabrique* (c'est ainsi que l'on appelle l'industrie horlogère) sont relativement bien payés. Ils forment une sorte d'aristocratie ouvrière par rapport surtout aux travailleurs du bâtiment du canton, moins qualifiés, moins payés, avec moins de droits parce qu'ils sont souvent étrangers.

Déjà à cette époque il y a un grand nombre d'étrangers en Suisse, mais ce ne sont pas les mêmes qu'aujourd'hui: en 1860, sur 114 000 ouvriers étrangers, 48 000 sont allemands; en 1880, sur 211 000, 95 000 sont allemands. Les Italiens ne commenceront à venir en nombre que tout à la fin du siècle.

### 3. LA SITUATION POLITIQUE ET SOCIALE

La description de la situation économique du Jura horloger ne suffit pas à expliquer l'implantation des sections de l'Association internationale des travailleurs dans les villes et villages entre Le

Locle, sur la crête du Jura neuchâtelois, et Sonceboz, au bas du val de Saint-Imier. Il fallait encore que le milieu fût propice.

Ce milieu est effectivement préparé à accueillir les idées nouvelles, à créer de nouvelles organisations. À La Chaux-de-Fonds, c'est l'action infatigable du docteur Coullery, « médecin des pauvres » et publiciste, qui favorise la pénétration d'idées nouvelles et de la vie politique en milieu ouvrier; ses journaux, *La Voix de l'Avenir* et *La Montagne*, sont des instruments d'éducation autant que des organes politiques; et l'alliance en 1868 de Coullery avec les conservateurs reflète les contradictions de la conscience ouvrière, qui veut l'émancipation et à la fois l'égalité avec la bourgeoisie.

Dans le Vallon, il existe aussi une vie sociale de quelque importance. On parle souvent de l'isolement, de la léthargie, du manque de distractions des bourgades enfermées entre les sombres collines du Jura; mais ce pays francophone, protestant dans le Vallon et catholique en Ajoie et dans les Franches Montagnes, a une histoire, une tradition, des conflits avec Berne, son chef-lieu cantonal ressenti comme un suzerain. Si l'implantation de l'industrie dans le Jura est précoce, les équipements collectifs se font attendre: le télégraphe est installé en 1856, les travaux pour le chemin de fer commencent en 1859 dans le vieux canton mais tardent indéfiniment dans le Vallon; si bien que le journal des intérêts de Saint-Imier, en 1866, s'intitule *La Locomotive*, par antiphrase. Les particularismes locaux sont clairement ressentis, et la nécessité pour les habitants de la région de prendre leurs affaires en mains. C'est dans ces années-là aussi que l'on construit un grand nombre d'écoles, solides bâtiments surmontés du clocher traditionnel. Enfin, la commercialisation des montres dans le monde entier (en 1859, le Jura envoie quotidiennement 700 montres aux États-Unis) peut être un facteur d'ouverture des esprits. L'activité horlogère elle-même, où l'initiative personnelle est récompensée, où les relations avec des fabricants d'autres régions favorisent l'innovation, en est un aussi. Les sociétés, comme souvent en Suisse, foisonnent: non seulement sociétés de tir, patriotiques, de gymnastique ou de chant, comme il en existe dans le plus petit de nos villages, mais aussi mutuelles, sociétés d'émulation ou d'édu-



cation ouvrière. Au Locle et à La Chaux-de-Fonds, les ouvriers sont nombreux à assister aux conférences sur le protestantisme libéral, organisées en partie par la section locale de l'AIT en 1869, alors qu'à Neuchâtel, « dans le Bas », règne encore l'esprit d'orthodoxie. Dans le val de Saint-Imier, les rédacteurs de *La Locomotive* ne s'occupent pas que de chemins de fer mais font aussi venir des conférenciers, organisent des débats auxquels assiste un public intéressé; bien sûr, les autres occasions de se distraire ne sont pas fréquentes. Les feuillets des journaux montrent aussi un désir d'apprendre, ainsi que la diffusion des bibliothèques circulantes. Dans les ateliers, il n'est pas rare que l'on demande à un apprenti, fraîchement sorti de l'école, de prendre un journal ou un de ces ouvrages de colportage vendus par livraisons de quelques feuillets, et de lire pendant les heures de travail, pour favoriser la concentration, chasser l'ennui, éviter les bavardages.

On a toujours attribué aux habitants du Jura une intelligence et une indépendance d'esprit particulières, malaisément explicables: leurs professions, les conditions géographiques seraient favorables au développement de ces facultés. À l'époque de l'Internationale, il n'était pas rare que des voyageurs, qu'ils soient partisans ou adversaires des « anarchistes », ou neutres, louent le bon sens, l'indépendance d'idées et d'expression, la clarté de jugement des Jurassiens. Il ne s'agit pas d'attribuer à ces qualités une importance décisive, ni d'en faire la cause de l'anarchisme jurassien; les explications géopolitiques surtout sont dangereuses. Mais une opinion si largement répandue repose à n'en pas douter sur un fondement réel. Le mode de production d'une part (l'industrie unique, le travail à domicile parcellisé, la multiplication des petits patrons, fabricants et établissemens), l'importance de la vie civique et des facteurs proprement historiques (la révolution neuchâteloise de 1848, le rattachement du Jura au canton de Berne, la libéralisation du protestantisme) peuvent être des éléments utiles à la compréhension de la période de l'Internationale et des raisons de son implantation. Le travail à domicile, à l'origine, permet l'indépendance économique et technique de chaque horloger dans la terminaison de ses produits.

La profession est hautement estimée: ce serait déchoir pour un fils d'horloger que de devenir artisan dans une autre branche. Lorsqu'à la spécialisation technique, qui apparaît dans la première moitié du siècle déjà, vient s'ajouter la spécialisation commerciale, le souvenir de cette indépendance perdue et la diminution des prestiges du métier font naître la révolte. Des ouvriers dépossédés de leurs moyens de production et de leurs produits peuvent désirer se les réapproprier, devenir à leur tour patrons. Pour les militants de l'AIT, les *internationaux*, il faut remplacer le patron, la propriété individuelle, par une propriété collective, une utilisation collective des outils et des ateliers, enfin une distribution coopérative permettant des rapports sociaux nouveaux et égaux; mais seule une minorité d'ouvriers pensent ainsi. Leur tâche sera de diffuser leurs idées, de faire prendre conscience à leur compagnons, de leur ouvrir les yeux sur le caractère détestable du système d'exploitation et sur l'inévitable lutte entre la classe des ouvriers et celle des bourgeois.

## CHAPITRE DEUXIÈME

### I. LES PREMIÈRES ANNÉES

Les premières sections de l'Association internationale des travailleurs se fondent très tôt en Suisse romande: dès l'automne 1864 à Genève, dès l'année suivante dans le Jura. Mais leur programme est loin d'être révolutionnaire; les participants ont-ils même lu les textes fondamentaux de l'AIT?

Les Statuts, probablement; mais ceux-ci ont l'air bien innocents:

Art. 1<sup>er</sup>. Une association est établie pour procurer un point central de communication et de coopération entre les ouvriers des différents pays aspirant au même but, savoir, le concours mutuel, le progrès et le complet affranchissement de la classe ouvrière. [...] Art. 6. Puisque le succès du mouvement ouvrier ne peut être assuré dans chaque pays que par la force résultant de l'union et de l'association; que, d'autre part, l'utilité du Conseil général dépend de ses rapports avec les sociétés ouvrières, soit nationales, soit locales, les membres de l'Association internationale devront faire tous leurs efforts, chacun dans son pays, pour réunir en une association nationale les diverses sociétés ouvrières existantes.

De l'Adresse inaugurale, on n'a guère retenu que la dernière phrase: *Prolétaires de tous les pays unissez-vous!* Quant au Préambule aux Statuts, a-t-il seulement été compris, lorsqu'il affirme:

Que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes; que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux, et pour l'abolition de tout régime de classe; [...] que par conséquent l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen [...].?

Les premières sections du Jura se défendent bien d'être communistes. Les 104 ouvriers réunis à Saint-Imier en avril 1866 *ne veulent faire la guerre ni aux patrons ni aux riches*, mais cherchent à améliorer la condition ouvrière par des moyens moraux et légaux, avec pour but de *réunir les ouvriers de toutes les classes en un faisceau d'amis*. Tout à côté, la section de Sonvilier reprend les termes des Statuts et réclame que l'on reconnaisse à chacun les droits d'homme et de citoyen *conformément aux lois du pays*; sa première tâche est d'organiser une école du soir, car *pour moraliser les masses, il faut les instruire*. À La Chaux-de-Fonds, le programme du bon docteur Coullery est *démocrate et humanitaire*; au Locle, le vieux Constant Meuron, proscrit de la révolution neuchâteloise de 1831, et le jeune James Guillaume, qui sera le personnage le plus marquant de la Fédération jurassienne, fondent une section proche du parti radical.

Trois ans plus tard, en février 1869, les conférences de Bakounine au Locle sont accueillies avec enthousiasme; le *Progrès*, journal rédigé par Guillaume dans la même ville, publie ses correspondances, adopte ou réinvente ses thèses; les meetings locaux donnent lieu à des résolutions aux sonorités révolutionnaires, on se détache de Coullery et de la politique électorale. *Que s'est-il passé?*

Il ne faut pas attribuer l'évolution des sections jurassiennes à la seule influence de Bakounine: celui-ci a joué un rôle de révélateur. Les Jurassiens ont participé aux congrès de l'AIT, à Genève en 1866, à Lausanne en 1867, à Bruxelles en 1868; à ce dernier congrès, la résolution en faveur de la propriété collective a été un pas décisif, et a provoqué la rupture avec Coullery qui s'oppose violemment au *communisme*. Des alliances malheureuses avec les partis bourgeois ont fait comprendre l'inutilité du parlementarisme ouvrier; la répression des grèves a montré la force de l'unité ouvrière dans l'action.

En 1866, sans expérience d'association, sans avoir jamais tenté d'action collective, sans s'être identifiés à une classe, les ouvriers du Jura ne pouvaient bâtir un programme révolutionnaire dans l'abstrait. La constitution des sections de l'AIT, la lecture des journaux ouvriers, l'apprentissage de la lutte quotidienne forgent leur

expérience, les rendent réceptifs aux discours de Bakounine, leur permettent d'entrevoir un avenir socialiste et collectiviste.

Les causeries de Bakounine sont un événement dans la vie des sections ouvrières du Jura. L'homme amène avec lui sa légende, son exotisme, sa réputation de révolutionnaire; mais c'est aussi le compagnon chaleureux, le propagandiste bouillant, l'internationaliste ardent. Ce qu'il apporte aux horlogers des Montagnes, c'est surtout la révélation de leur propre histoire, la conscience de leur identité de classe et de l'existence de la bourgeoisie comme classe séparée. Ils étaient déçus du socialisme à la Coullery, se sentant confusément floués comme ils l'étaient par les bonnes paroles des pasteurs. Bakounine, dans un langage clair et direct, qui témoigne d'une bonne connaissance de la situation des montagnes neuchâtelaises, dénonce le socialisme bourgeois sous toutes ses formes, explique le rôle de l'État et la nécessité pour lui de s'appuyer sur une classe: *Il faut absolument pour le salut de l'État qu'il y ait une classe privilégiée qui s'intéresse à son existence. Et c'est précisément l'intérêt solidaire de cette classe privilégiée qui s'appelle le patriotisme.*

La Révolution française de 1793 ne pouvait être que bourgeoise, et en cela elle était déjà un progrès; mais elle a marqué aussi la naissance de l'État moderne, et ceux qui conquièrent le pouvoir *commencèrent à comprendre qu'entre leurs intérêts bourgeois et les intérêts des masses populaires, il n'y avait plus rien de commun, qu'il y avait au contraire opposition radicale, et que la puissance et la prospérité exclusives de la classe des possédants ne pouvaient s'appuyer que sur la misère et sur la dépendance politique et sociale du prolétariat. Dès lors, les rapports de la bourgeoisie et du peuple se transformèrent d'une manière radicale, et avant même que les travailleurs eussent compris que les bourgeois étaient leurs ennemis naturels, encore plus par nécessité que par mauvaise volonté, les bourgeois étaient déjà arrivés à la conscience de cet antagonisme final.*

Parmi les bourgeois, certains ont mauvaise conscience, et c'est pourquoi ils essaient d'améliorer les relations de leur classe avec le peuple; mais ils ne peuvent dépasser la charité, le pacifisme. La Ligue de la Paix, le *socialisme* des patrons, la prétendue réconciliation des classes par des efforts de compréhension réciproque,

le paternalisme sont des exemples évidents de cette mauvaise conscience. Il en va de même pour l'instruction: celle que l'État dispense ne peut servir qu'à reproduire les rapports de classes, faire des bourgeois avec les enfants de bourgeois et des ouvriers avec les enfants d'ouvriers; il ne peut donner à ces derniers les moyens de leur propre émancipation, car ce serait se détruire lui-même; il ne peut que leur enseigner *ses préjugés religieux, historiques, politiques, juridiques et économiques qui garantissent [son] existence contre [le peuple] [...]* Les socialistes bourgeois disent: « Instruisons d'abord le peuple, et puis émancipons-le. » Nous disons, au contraire: « *Qu'il s'émancipe d'abord, et il s'instruira de lui-même.* »

C'est seulement en agissant seuls, et unis, que les travailleurs peuvent venir à bout de l'État et de l'exploitation de la bourgeoisie. Au contraire des organisations pseudo-socialistes des bourgeois, l'Association internationale des travailleurs leur offre cette possibilité d'autonomie, d'identité. *Le socialisme, en mettant à la place de la justice politique, juridique et divine la justice humaine, en remplaçant le patriotisme par la solidarité universelle des hommes, et la concurrence économique par l'organisation internationale d'une société fondée sur le travail, pourra seul mettre fin à ces manifestations brutales de l'animalité humaine, à la guerre: guerre de classes ou guerres entre États.*

Voilà en quelques lignes ce que Bakounine avait dit lors de ses conférences de février 1869, ou publié dans les semaines qui suivirent dans le *Progrès* du Locle ou *L'Égalité* de Genève, dont il était alors le rédacteur. Il ne s'était cependant pas borné à apporter des idées aux Jurassiens, mais il avait cherché à implanter une de ces sociétés secrètes qu'il se plaisait à fonder.

Il avait été formé à la philosophie en Allemagne, à la révolution sur les barricades de 1848, et de longues années de prison ne lui avaient pas appris la mesure. La clandestinité, nécessaire en période révolutionnaire, signifiait pour lui organisations secrètes, baptisées *fraternités* ou *alliances*, dotées de rituels et d'initiations, de langages codés et de hiérarchies obscures. Jusqu'à quel point ces formes furent-elles utilisées et respectées? Nous dirons plus loin pourquoi il n'y a pas lieu de les tenir pour trop importantes; il faut néanmoins

parler de l'Alliance, puisqu'elle fut apparemment à la source des conflits dans l'Internationale.

En 1868, nouveau membre de l'AIT, Bakounine fonde avec des amis de Genève et d'ailleurs l'Alliance internationale de la démocratie socialiste, qui demande son adhésion à l'association; mais celle-ci ne peut admettre en son sein d'organisation internationale, au programme concurrent; aussi l'Alliance se transforme-t-elle en section genevoise. Elle ne s'identifie pas, toutefois, aux autres sections de la place: elle a résolument pour but de les radicaliser, d'y faire pénétrer ses idées et son programme – athée, révolutionnaire, anti-étatiste –, d'agir en propagandiste, finalement de mener l'AIT genevoise. Séduits tout au début, plusieurs membres quitteront l'Alliance non sans fracas, puisqu'ils deviendront ses contempteurs depuis 1870 déjà. Bakounine, à plusieurs reprises, fera preuve d'une grande légèreté dans le choix de ses *intimes*.

L'activité de l'Alliance ne se borne pas à Genève: l'organisation internationale est dissoute formellement, mais une Alliance jumelle s'est fondée en Espagne, et correspond régulièrement tant avec Bakounine qu'avec le comité genevois. Quelques Italiens compteront aussi au nombre des intimes. Enthousiasmé par les Jurassiens dès sa première visite, Bakounine avait voulu les amener à ses vues sur l'organisation; en effet, quelques-uns d'entre eux adhèrent à l'Alliance. Guillaume s'y refuse, voyant là une manœuvre dangereuse et pressentant la critique des autres membres de l'AIT; mais il admet l'utilité des *intimités* et regroupe autour de lui, au Locle d'abord, quelques révolutionnaires sûrs qui formeront le moteur de l'Internationale dans le Jura. Il accepte aussi, sur les objurgations de Bakounine, d'aller reconnaître le terrain à Bâle, peu avant le congrès de septembre 1869. Sa fidélité à la parole donnée ne nous permet pas de connaître dans les détails les activités des groupes secrets.

James Guillaume (1844-1916) est sans contredit le principal acteur de l'histoire de la Fédération jurassienne. Fils d'un conseiller d'État et jeune professeur au Locle, il a été démis de ses fonctions, en ce même été 1869, à cause de ses activités locales dans l'AIT et de

ses opinions religieuses peu orthodoxes; il s'est établi à Neuchâtel où il restera jusqu'en 1878, travaillant d'abord dans l'imprimerie familiale puis vivant de traductions et de leçons. Pendant neuf ans il rédigea les journaux de l'Internationale dans le Jura, *Le Progrès* au Locle, *La Solidarité* en 1870 et, depuis 1872, le célèbre *Bulletin de la Fédération jurassienne*, hebdomadaire au tirage modeste, mais l'une des sources d'information principales d'abord pour l'action, ensuite pour l'histoire de l'Association internationale des travailleurs dans ses dernières années.

Bien qu'il soit un des seuls intellectuels de la Fédération jurassienne, il s'identifie à ses compagnons de lutte et ceux-ci lui accorderont sans discontinuer leur confiance; sa foi en la révolution implique un ascétisme dans la vie quotidienne, une morale très puritaine; ancré dans la réalité de son pays et de son temps, il sait que ce qu'il propose n'a pas de valeur universelle, que la révolution n'a pas beaucoup de chances en Suisse, et que c'est là pourtant qu'il faut porter la plus grande attention. Avec les hommes de son camp, il jouera toujours les médiateurs et les modérateurs, refusant jusqu'au bout le qualificatif d'anarchiste, qu'il trouve extrémiste et offensant, auquel il préfère celui plus explicite de collectiviste; il est avant tout socialiste et membre de l'Internationale, il ne s'agit pas de créer une nouvelle secte.

En revanche, il est sans pitié pour les plus dangereux de ses adversaires, Marx et ses partisans au Conseil général et dans le Parti social-démocrate allemand. Autant il est modéré et conciliant avec les siens, autant il est acerbe et polémiste avec les autres. Autant il sait ménager les sensibilités en taisant des événements qui touchent personnellement certains de ses amis (ou qui, il faut le dire, risquent de donner de lui-même une image non conforme), autant il ne craint pas d'aller jusqu'à la perfidie dans ses attaques contre les légalistes et les politiciens du socialisme; il sera plus prudent dans sa lutte contre les bourgeois.

Malgré sa froideur et son exigence, il est apprécié et aimé; non seulement il rédige le journal et le fabrique presque entièrement, soumettant démocratiquement les articles au Comité fédéral, mais



encore il est délégué à presque tous les congrès internationaux, et porte-parole privilégié de la Fédération jurassienne.

Le congrès général de l'AIT à Bâle, en septembre 1869, est le premier auquel assiste Bakounine avec six autres délégués venus de Genève et six du Jura, dont Guillaume et Adhémar Schwitzguébel, graveur à Sonvilier. Congrès important, puisqu'y participent près de 80 délégués de sociétés ouvrières d'Europe, c'est aussi l'avant-dernier de la jeune Association internationale unie. Arrêtons-nous quelque peu à son déroulement.

La section de Bâle n'est pas une des plus radicales de l'Internationale: son secrétaire, Bruhin, est procureur de la République, et les premiers mots de son discours d'ouverture sont pour regretter que l'on ne puisse se réunir dans une église... Après la vérification des mandats, qui est un moment important et fastidieux de tous les congrès, lecture est faite du rapport du Conseil général sur la situation du mouvement ouvrier; *il s'occupe principalement des guérillas entre le capital et le travail, c'est-à-dire des grèves, qui durant l'année dernière ont troublé l'Europe.* L'année 1868-1869 n'a pas été tranquille, en effet: l'organisation de la classe ouvrière se développe partout dans les pays industriels, et la résistance aux pressions patronales se renforce. Grève des passementiers et teinturiers à Bâle, en hiver 1868; grève des typographes et des métiers du bâtiment à Genève, en mars 1869; grève des puddleurs et mineurs du Borinage; grève des tisseurs à Rouen, des ouvrières ovalistes à Lyon. Dans la plupart des cas, patrons et gouvernements s'entendent pour accuser l'Internationale de financer les grèves, et des meneurs étrangers de soulever les ouvriers; en France particulièrement, malgré le rétablissement du droit de réunion en 1868, les sections souffrent mille chicaneries policières, sont dissoutes arbitrairement.

En juin 1869, il se passe des événements plus graves: lors de grèves à Saint-Etienne et à la Ricamarie, non loin de là, la troupe est mobilisée, elle tire sur les ouvriers, en tue quinze et en blesse plusieurs. En Angleterre aussi, le gouvernement s'offre des massacres d'ouvriers, condamne les émeutiers et félicite ses soldats... Cette situation

n'empêche pas l'Internationale de se développer, de s'implanter dans de nouvelles régions: en Autriche, en Italie, en Espagne, en Hollande, des sections sont créées; le congrès d'Eisenach vient de voir se fonder le parti social-démocrate allemand.

Après le rapport du Conseil général, on passe à la discussion des questions de l'ordre du jour, préparées en commissions. Sur la propriété foncière, le congrès de 1868 avait été divisé: si une majorité était favorable à la propriété collective des moyens de production, on ne s'était entendu ni sur la propriété des produits, ni surtout sur la propriété agricole. Le débat, à Bâle, se déplace: une majorité des trois quarts admet *qu'il y a nécessité de faire entrer le sol à la propriété collective*, mais se divise sur la question: à qui reviendront la rente foncière et les produits? Le Belge César de Paepe, soutenu par les délégués du Conseil général, répond: *à l'État*; Bakounine et les internationaux du Jura suisse: *aux communes, aux libres associations de producteurs libres*. On ne vote pas sur ce point, mais la division se dessine entre les communistes, partisans d'un État centralisé, et les collectivistes, qui seront plus tard appelés anarchistes; ces derniers regroupent les Jurassiens, les Espagnols, la plupart des Belges et quelques Français qui se détachent du proudhonisme, avec naturellement Bakounine. Ils ont en face d'eux les délégués du Conseil général (Marx n'a pas pu venir lui-même au congrès), les Genevois légalistes, les Allemands et Suisses allemands avec Greulich.

Cette division se retrouve plus nettement lors du vote sur la question du droit d'héritage. C'est Bakounine qui a proposé que l'on décide du principe de son abolition, *une des conditions indispensables de l'affranchissement du travail*. Le Conseil général est loin d'être d'accord; une analyse de Marx, lue par un délégué, démontre que le droit d'héritage est une conséquence de l'organisation économique actuelle de la société; or il s'agit de discuter la cause, non l'effet.

Bakounine, improvisant une réponse brillante, reconnaît que, dans l'histoire, le fait a toujours précédé le droit; mais le droit devient cause d'effets à son tour, et c'est cela qu'il faut combattre. Au vote, ni la résolution de la commission, tout entière aux côtés de Bakounine, ni celle présentée par le Conseil général n'obtiennent la

majorité absolue. On pourrait voir là une des sources de la scission irréparable de l'Internationale: à vrai dire, la question du droit d'héritage n'apparaît plus guère ni chez Marx, ni chez Bakounine, et la discussion semble enterrée.

Plus encourageante est l'unanimité qui se fait sur la question suivante, celle des caisses de résistance (secours en cas de grève): elle recommande la constitution de telles caisses dans les différents corps de métiers ou d'industries qui sont une des bases des syndicats actuels; mais il est évident que les caisses de résistance ne sont qu'une mesure provisoire, *en attendant que le salariat soit remplacé par la fédération des producteurs libres*. Cette petite phrase, adoptée à l'unanimité, ne manque pas d'importance: c'est la terminologie même qu'emploie Bakounine, pour qui la société future doit prendre la forme *d'une association libre de producteurs libres*.

Le congrès se clôt sur un discours du délégué américain, venu apporter le salut de centaines de milliers de compagnons (c'est le terme consacré) d'outre-mer. Les années suivantes, la guerre franco-allemande et la répression contre la Commune de Paris empêcheront les réunions internationales de se tenir, et le congrès de La Haye en 1872 marquera la scission définitive entre « marxistes » et « anarchistes », comme on les appellera plus tard. C'est pourquoi le congrès de Bâle est si important. De retour à Londres, les membres du Conseil général affirmèrent dans leur rapport que *le nombre des délégués était élevé, et ils étaient très représentatifs. La représentation était meilleure que d'habitude*, ils ne firent même pas mention des divergences. À lire les comptes rendus des différents congrès, on voit que dans celui-ci le ton de la discussion est élevé, que les questions sont abordées de front et avec compétence, enfin que l'hétérogénéité politique – des saint-simoniens aux collectivistes anti-autoritaires, passant par les « proudhoniens » et les « marxistes » – peut être surmontée dans les questions fondamentales. Cependant, la préparation et les séquences du congrès ne furent pas sans conflits ni machinations; nous y reviendrons.

La fin de l'année 1869 est marquée par un progrès théorique et un développement des sections en Suisse romande: en novembre

elles sont 47 dont 26 à Genève, onze dans le canton de Vaud, dix dans le Jura. Mais les conflits locaux se développent aussi, à Genève où Bakounine et ses amis sont évincés de la rédaction de *L'Égalité*, dans les Montagnes neuchâteloises où le *Progrès* critique le parlementarisme à l'occasion des élections au Conseil national, celui qui aura la tâche importante de réviser la Constitution fédérale de la Suisse.

## 2. LES CONFLITS DANS LA FÉDÉRATION ROMANDE

L'histoire de l'Internationale n'est pas celle de ses congrès. Cependant, malgré tout le formalisme qu'ils comportent, malgré les heurts de langage et de personnalités, ils jouent un rôle important, marquent des dates clefs.

Les sections de Suisse romande de l'AIT s'étaient réunies en une fédération, au début de 1869; on avait voulu conserver l'autonomie des sections, reliées entre elles par un pacte de solidarité et la confiance mutuelle; elles avaient créé un journal, *L'Égalité*, dont la rédaction était tenue par des membres de l'Alliance. Bientôt des oppositions se font jour, entre ceux qui veulent tout et tout de suite, et ceux qui veulent composer avec la politique traditionnelle et leurs soi-disant alliés de la bourgeoisie; à Genève par exemple, les premiers reçoivent plutôt l'adhésion d'ouvriers du bâtiment, peu qualifiés, souvent étrangers, qui connaissent un chômage saisonnier; les seconds recrutent dans la *fabrique*, parmi les horlogers plus qualifiés, plus stables, plus intégrés à la société genevoise. Les discussions à Bâle permettent à chacun de préciser ses positions, de reconnaître ses partisans et ses adversaires. À la fin de l'année, Bakounine parti pour le Tessin, ses amis sont évincés de la rédaction de *L'Égalité*, la crise s'installe au sein même de l'Alliance.

C'est lors du second congrès de la Fédération romande à La Chaux-de-Fonds, le 4 avril 1870, que la scission est consommée entre les deux fractions. Fractions difficiles à qualifier: si les uns ne sont pas encore anarchistes, la plupart des autres sont loin d'être

marxistes. Et pourtant ils seront rattachés, symboliquement et matériellement, les uns à Bakounine, les autres à Marx.

Ces derniers, plus encore qu'à Bâle, avaient tâché de préparer le terrain et d'instruire leurs troupes. Le Conseil général et Marx en particulier s'inquiétaient depuis quelque temps de la situation à Genève; ils sentaient bien que, des décisions de La Chaux-de-Fonds, l'unité de l'Internationale tout entière allait dépendre. Marx, au début de 1870, rédige deux circulaires à diffusion limitée, pour répondre aux critiques des journaux suisses romands et dénoncer les manœuvres fractionnistes des *alliancistes*; la *Circulaire privée* est adressée, au nom du Conseil général, au comité fédéral romand de Genève; la *Communication confidentielle*, à ses amis allemands. La critique de Marx à Bakounine porte autant sur sa théorie (*l'un des êtres les plus ignorants dans le domaine de la théorie sociale*) que sur sa pratique: si Bakounine est dangereux, c'est parce qu'il veut transformer l'Internationale en un instrument lui appartenant en propre, avec un programme absurde et sectaire, dans un esprit dictatorial et destructeur.

Que Marx soit sévère pour Bakounine, qu'il dénonce ses intrigues et ses activités occultes, qu'il critique son idéologie, passe encore. Mais son texte est parsemé de lapsus calami (dans les titres des journaux, les lieux des congrès), d'inexactitudes volontaires (dans le résumé du programme de l'Alliance), d'appréciations stratégiques malveillantes. Cette erreur tactique de Marx et la réaction passionnée de certains Jurassiens allait coûter la vie à l'AIT unitaire, tandis qu'elle confirmait Marx dans son rôle dominant auprès de la social-démocratie allemande.

Bakounine, de son côté, a quitté Genève et réside à Locarno, où il s'occupe principalement des affaires russes. C'est l'époque où Netchaïev, ce jeune et mystérieux révolutionnaire russe, est en Suisse; entre lui et Bakounine, la séduction a été réciproque. Mais Netchaïev, qui exerce une sorte d'envoûtement sur son entourage, a des exigences, il veut un dévouement total à sa cause, un secret absolu, la plus grande méfiance entre les membres mêmes d'une société secrète. Et puis, sa sincérité est plus que douteuse: il se disait

en Russie le représentant de l'AIT, il se prétend à Genève mandaté par de nombreux groupes russes. Bakounine à ce moment-là est occupé à la traduction russe du *Capital* de Marx, pour laquelle il a touché une avance de l'éditeur. C'est Netchaïev qui le dissuade de continuer, pour vouer tout son temps à la propagande; c'est Netchaïev qui annonce ce changement d'intention à l'éditeur pétersbourgeois, le menaçant des pires représailles s'il cherche à rentrer dans ses fonds. Bakounine l'adore, puis le traite de fanatique, de naïf, de forcené prêt à toutes les infamies; pourtant, lorsque le gouvernement tsariste demande à la Suisse son extradition, en mars 1870, l'accusant de l'assassinat d'un de ses camarades, Bakounine écrit une longue brochure pour prendre la défense de son ami et, surtout, pour critiquer l'attitude de la Suisse vis-à-vis des étrangers résidant sur son sol: c'est *Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Pétersbourg, plainte d'un Suisse humilié et désespéré*. En juillet cependant, Bakounine rompra avec Netchaïev, après de nouvelles irrégularités commises par ce dernier qui compromettent gravement son aîné.

Mais au début de l'année 1870 Bakounine est encore tout à la cause russe, et c'est pour voir ses amis qu'il vient passer quelques semaines à Genève; il participe de loin en loin aux réunions de l'Alliance, et s'intéresse à la préparation du congrès de La Chaux-de-Fonds. Témoin la lettre qu'il adresse le 1<sup>er</sup> avril à son ami Albert Richard, à Lyon:

Outre son importance locale, la bataille qui va se livrer à La Chaux-de-Fonds aura un immense intérêt universel. Elle sera avant-coureur et le précurseur de celle que nous devons livrer au prochain congrès général de l'Internationale.

Voulons-nous la grande politique du socialisme universel ou la petite politique des bourgeois radicaux, revue et corrigée au point de vue des ouvriers bourgeois?

Voulons-nous l'émancipation complète des travailleurs ou seulement l'amélioration de leur sort? Voulons-nous créer un monde nouveau ou replâtrer le vieux?

Telles sont les questions que nous devons étudier et préparer pour le prochain congrès. Vous, section lyonnaise, proposez-les à Londres.

De notre côté seront les Espagnols, les Belges, les Italiens, les sections des montagnes de la Suisse et, j'espère, la grande majorité des Français. Et nous aurons contre nous, non les instincts ouvriers, mais les coalitions et les sociétés des chefs du parti de la démocratie sociale et, sous l'influence de ces mêmes chefs allemands, en grande partie juifs, c'est-à-dire exploités et bourgeois, l'école de Marx, nous aurons aussi contre nous les délégués anglais et américains. Serrons donc nos rangs et préparons-nous au combat. Car il y va du triomphe de l'Internationale et de la Révolution.<sup>1</sup>

L'atmosphère du congrès romand de La Chaux-de-Fonds n'était donc pas à la conciliation. Le conflit éclate dès le début de la réunion, au sujet de l'administration de nouvelles sections.

À Genève, l'opposition s'est cristallisée entre les ouvriers horlogers suisses de la *fabrique* et l'Alliance internationale de la démocratie socialiste, où se regroupent les partisans de Bakounine. Le nouveau comité fédéral romand ainsi que la rédaction de *L'Égalité* sont formés d'hommes de la fabrique; les dix-neuf sections ont envoyé treize délégués à La Chaux-de-Fonds. La section de l'Alliance, qui a finalement été agréée par le Conseil général de Londres, n'est pas encore admise à la Fédération romande. Dans le Jura, trois sections de La Chaux-de-Fonds sont *coullerystes*, faisant leur le programme libéral, humanitaire et anti-collectiviste du vieux pionnier, tandis que la nouvelle Section de propagande, au programme d'agitation révolutionnaire, demande son admission. Douze sections d'autres localités (Jura bernois et neuchâtelois, Vevey) sont représentées par Guillaume, Schwitzguébel, Spichiger – les trois hommes qui seront les chevilles ouvrières de la Fédération jurassienne – et leurs amis.

Personne ne fait de difficultés pour admettre la première des nouvelles sections, celle des graveurs et guillocheurs du district de Courtelary. En revanche, les Genevois s'opposent violemment à l'Alliance, s'attaquant à travers elle à la personnalité de Bakounine; les plus intransigeants sont ses transfuges mêmes. Comme une majorité de délégués (ceux du Jura et de Vevey) vote l'admission de l'Alliance, la minorité (Genève et La Chaux-de-Fonds) sort bruyamment de la salle. L'animosité est à son comble: si certains

1. cité par M. NETTLAU, *Michael Bakounine*, vol. II, p. 349

avaient voulu temporiser en discutant d'abord les questions de fond avant celles des admissions, tous prévoyaient la rupture, tôt ou tard.

Ni les uns ni les autres ne se tiennent pour vaincus: les plus nombreux comptent bien continuer à siéger officiellement, mais la minorité a de son côté le président du Cercle ouvrier où se tient la réunion, qui chasse bientôt les gêneurs, les *collectivistes*. Les deux groupes reprennent alors leurs réunions dans deux salles séparées, tous deux s'intitulant congrès romand, tous deux affirmant être la majorité – les uns parce qu'ils réunissent effectivement un plus grand nombre de délégués, les autres parce qu'ils représentent plus de sections, tous deux appelant à la rescousse quelques amis.

Nous n'entrerons pas dans le détail de la comptabilité des sections, qui occupa des heures de discussion et des colonnes de journaux. Il semble bien que les délégués genevois et chaux-de-fonniers, en minorité au congrès, représentaient environ 1400 membres de l'Internationale, les autres jurassiens guère plus de 600, auxquels on peut ajouter ceux des sections nouvellement admises. Savoir lesquels étaient les plus représentatifs, quelles sections étaient les plus actives, si les délégués avaient été manipulés, là n'est pas la question; attachons-nous plutôt aux discussions qui suivirent, les unes au café Von Kaenel, rue du Stand, les autres au Cercle ouvrier.

Comme les deux congrès conservent le même ordre du jour, on peut mettre en parallèle les résolutions votées. Les plus caractéristiques des positions des deux groupes sont celles sur la coopération et l'action politique. La forme de ces résolutions est fastidieuse; c'est celle que l'on retrouve tout au long des congrès de l'Internationale, qui ne savent pas se défaire d'une rédaction lourde et officielle. Mais ce sont aussi les textes qui resteront dans les esprits, qui seront cités dans les publications ultérieures, auxquels les fractions se référeront pendant longtemps, avec un certain formalisme.

La coopération est l'objet des critiques de part et d'autre, car elle ne saurait suffire à l'émancipation du prolétariat. La coopération de production risque de faire des ouvriers de nouveaux bourgeois, faibles concurrents des grands patrons; seule l'expropriation donnera les instruments de travail à l'ensemble de la classe ouvrière. Quant à



la coopération de consommation, elle peut servir à soulager temporairement la misère, mais ne peut se généraliser sous peine de voir se réduire les salaires; elle aussi risque de créer des groupes privilégiés. *La conséquence logique de cette situation*, écrivent les internationaux genevois, *exige qu'aucune des institutions que nous voulons fonder ne présente rien qui puisse créer et favoriser de nouvelles petites fortunes, rien qui puisse servir la vieille et injuste idée de la productivité du capital à lui seul et aux dépens du travail*<sup>2</sup>. Quant au congrès collectiviste, celui des sections jurassiennes et des partisans de Bakounine, il déclare *que la coopération est la forme sociale qu'adoptera le travail après l'émancipation des travailleurs; mais qu'il ne pense pas que la coopération soit le moyen d'opérer l'affranchissement complet du prolétariat, qui ne peut avoir lieu que par la révolution sociale internationale*<sup>3</sup>.

Momentanément, il peut être utile de grouper des ouvriers en une coopérative, c'est un moyen de les organiser, de leur transmettre des idées, de leur montrer un modèle de société différente. Ainsi, dans le val de Saint-Imier on achètera parfois un wagon de pommes de terre ou une roue de fromage à redistribuer; au Locle va se créer un atelier coopératif de graveurs et de guillocheurs; à Genève, l'Internationale donne son soutien ou participe activement à plusieurs sociétés de consommation. Ce n'est que pour les socialistes bourgeois que la coopération est une fin en soi; pour les Jurassiens, l'émancipation économique par la constitution de sociétés de métiers et de sociétés de résistance prime; pour ceux qui adhèrent aux principes posés par Marx dans l'Adresse inaugurale de l'AIT, la coopération n'est rien sans la conquête du pouvoir politique. La question politique fait effectivement l'objet de deux résolutions radicalement différentes; nous les citons à la suite l'une de l'autre, la voix des sections du Jura en premier, celle des Genevois et Chaux-de-fonniers ensuite.

2. *L'Égalité*, n° 22, 28 mai 1870

3. *La Solidarité*, 11 avril 1870

## ATTITUDE DE L'INTERNATIONALE VIS-À-VIS DES GOUVERNEMENTS

Considérant que l'émancipation définitive du travail ne peut avoir lieu que par la transformation de la société politique, fondée sur le privilège et l'autorité, en société économique fondée sur l'égalité et la liberté;

Que tout gouvernement ou État politique n'est rien autre chose que l'organisation de l'exploitation bourgeoise, exploitation dont la formule s'appelle le droit juridique;

Que toute participation de la classe ouvrière à la politique bourgeoise gouvernementale ne peut avoir d'autres résultats que la consolidation de l'ordre de choses existant, ce qui paralyserait l'action révolutionnaire socialiste du prolétariat;

Le Congrès romand recommande à toutes les sections de l'Association internationale des travailleurs de renoncer à toute action ayant pour but d'opérer la transformation sociale au moyen des réformes politiques nationales et de porter toute leur activité sur la constitution fédérative des corps de métiers, seul moyen d'assurer le succès de la révolution sociale. Cette fédération est la véritable Représentation du travail, qui doit avoir lieu absolument en dehors des gouvernements politiques.

*(La Solidarité, 11 avril 1870)*

Nous combattons l'abstention politique comme étant funeste par ses conséquences pour notre œuvre commune.

Quand nous professons l'intervention politique et les candidatures ouvrières, il est bien entendu que nous ne croyons point que nous puissions arriver à notre émancipation par la voie de la représentation ouvrière dans les conseils législatifs et exécutifs. Nous savons fort bien que les régimes actuels doivent nécessairement être supprimés; nous voulons seulement nous servir de cette représentation comme d'un moyen d'agitation qui ne doit pas être négligé par la tactique que nous avons à suivre dans notre lutte... Il est évident que notre grand but tend à la transformation intégrale des rapports sociaux et que, pour nous, toute agitation politique sans rapports directs aux questions sociales, serait nulle et stérile... Ceci admis, il est bien entendu que l'Internationale doit poursuivre énergiquement son organisation à elle, qui n'est que la forme préparatoire de l'avenir...

C'est en ce sens que nous adhérons pleinement à l'idée de la Représentation du travail...

Nous ne croyons pas, vu la situation de l'Internationale, qu'elle doive intervenir comme corporation dans la politique actuelle... mais nous croyons qu'individuellement chaque membre doit intervenir, autant que faire se peut, dans la politique en se conformant aux principes que nous venons d'exposer.

*(L'Égalité, 16 avril 1870)*

La question politique est au centre des débats entre les fractions de l'Internationale. Le troisième considérant de ses statuts avait été rédigé de la manière suivante en 1864: *The economical emancipation of the working class is therefore the great end to which every political movement ought to be subordinate as a means* (Pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen).

Les mots *comme moyen* avaient été omis dans la première traduction française; cela certes n'altérait guère le sens, mais les Jurassiens et Guillaume en particulier en profitèrent pour alléguer qu'ils avaient adhéré à l'AIT selon des statuts qui ne mentionnaient pas ce moyen; ils subordonnaient si bien l'action politique à l'action économique qu'ils ne faisaient plus de politique du tout, disaient-ils. Le texte de l'*Adresse inaugurale* était-il connu des délégués qui, au congrès de Genève en 1866, adoptèrent les statuts définitifs? S'ils le connaissaient, ils ne l'avaient pas nécessairement considéré comme partie intégrante des statuts.

C'est pourquoi les internationaux des Montagnes purent affirmer renoncer à tout moyen politique traditionnel tout en se trouvant d'accord avec les statuts de leur organisation. Le manque de clarté de l'article contesté devait d'ailleurs être reconnu, puisque les délégués à la conférence de Londres de 1871, qui étaient pratiquement tous des adversaires de Bakounine, jugèrent nécessaire de rappeler que *la constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême: l'abolition des classes, et que dans l'état militant de la classe ouvrière, son mouvement économique et son action politique sont indissolublement unis.*

C'est sur les mots *action politique* qu'il aurait fallu s'entendre alors; mais il était déjà trop tard. Ce point est fondamental pour toute l'histoire du mouvement ouvrier, à travers les débats de la Deuxième Internationale, les conflits entre syndicalistes révolutionnaires et partis sociaux démocrates, à travers la constitution du léninisme et les débats avec les ultra-gauches hollandais et allemands, jusqu'aujourd'hui dans les rangs mêmes des anarchistes.

Ce que les Jurassiens, avec leurs porte-parole Guillaume et Bakounine, rejettent, c'est la politique électorale, le parlementarisme, qui selon eux fera toujours le jeu de la bourgeoisie au pouvoir. Participer aux parlements, c'est leur redonner vie, c'est accepter les formes que prend le pouvoir, c'est cautionner l'État-classe; si l'on veut la révolution, ne faut-il pas renverser l'État, détruire l'appareil politique? Un ouvrier n'a que faire des lois, qui sont toujours destinées au double profit du patron et de l'État; s'il ne peut y avoir de bonnes lois, à quoi sert de participer aux gouvernements?

Aux anarchistes qui prétendent ne pas faire de politique en ne votant pas, certains marxistes ont répondu en citant le parlementarisme comme seul moyen politique. Mais la politique n'est pas confinée dans les arènes des parlements. Il est évident que la critique des lois et des gouvernements est déjà prise de position politique; que la grève l'est si elle n'est pas purement revendicative; que la constitution de sociétés de résistance considérées comme les noyaux de la société future (la fédération des libres associations de producteurs) est un acte éminemment politique. Les adversaires des anarchistes le reconnaissent bien: Marx n'affirmera-t-il pas que la Commune de Paris, qui avait mis à bas toutes les institutions gouvernementales pour créer des organes absolument nouveaux, c'était *la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail*, c'était le début du dépérissement de l'État?

Après le houleux congrès de La Chaux-de-Fonds, il y aura pendant un an et demi deux Fédérations romandes, faisant mine de s'ignorer l'une l'autre; les relations entre les sections et avec le Conseil général n'en seront pas facilitées: ce dernier, incapable de trancher,

laissera évidemment subsister le *statu quo ante*, ne correspondant officiellement qu'avec le comité siégeant à Genève.

Cette page de l'histoire de l'Internationale est peu glorieuse; il faut cependant en parler. Plus de souplesse dans les relations, moins de formalisme et de faux principes auraient-ils amenuisé les divergences? Cela aurait du moins permis aux discussions de toucher les problèmes cruciaux, au véritable débat de s'engager, à la théorie du mouvement ouvrier de progresser moins cahotiquement que ce ne fut le cas.

Dès après le congrès, les deux comités fédéraux essaient de se rallier le plus grand nombre de sections, sans pour autant leur donner l'information suffisante pour se déterminer en connaissance de cause. Le 14 avril, le secrétaire du comité du Jura, Fritz Robert, envoie une première circulaire annonçant la constitution du nouveau comité fédéral romand et l'augmentation des cotisations. Il poursuit ainsi:

Compagnons, il nous reste encore quelques lignes pénibles à écrire. La désunion est entrée dans le sein des travailleurs de la Suisse romande. Les tentatives de conciliation n'ont abouti à rien. La grande masse des sections de Genève, la section centrale de La Chaux-de-Fonds et d'autres encore peut-être ne veulent plus marcher avec nous. Ils se constitueront à part s'ils ne l'ont pas déjà fait.

Cette manière d'agir est-elle conforme à nos principes et à l'abnégation qu'on doit faire de son individualité en entrant dans l'Internationale? Que chaque section amie ou ennemie nous réponde à ce sujet. C'est au nom de l'avenir de l'association que nous vous demandons cette réponse.

Alors seulement nous pourrons nous compter et continuer notre œuvre.<sup>4</sup>

Le nombre des abonnés au nouveau journal, *La Solidarité*, permet d'évaluer la force de la Fédération romande des Montagnes: en mai 1870, il compte 586 abonnés dont 477 en Suisse. Parmi ceux-ci, il y en a 134 dans le Jura bernois, 264 dans le canton de Neuchâtel, 39 dans le canton de Vaud, 30 à Genève et 9 dans le reste de la Suisse. En juin il se fonde de nouvelles sections à Bienne, dans

4. Circulaire manuscrite, Archives de la Fédération jurassienne, IISG Amsterdam.

le Val-de-Ruz, à Cortébert, à Saint-Blaise (ce petit village a une section forte de 30 membres), à Tramelan, aux Ponts, à Colombier. Plusieurs de ces sections n'auront qu'une existence éphémère. Le tirage de la *Solidarité* n'augmente guère pendant ses quelques mois d'existence; en aucun cas l'optimisme du Comité fédéral n'était justifié, qui lui faisait dire dans une circulaire datée de juillet-août: *Nous sommes tout au plus deux mille, mais par le travail et la propagande nous pouvons affirmer que dans quelques mois d'ici nous serons quatre mille.* Les conditions créées par la guerre franco-allemande allaient rapidement le démentir.

L'autre Fédération romande, fidèle au Conseil général, voit quant à elle ses effectifs augmenter légèrement. Au congrès, les délégués de 19 sections s'étaient regroupés, représentant 220 membres à La Chaux-de-Fonds et 1334 à Genève; ils seront près de 2000 en été. Les Jurassiens naturellement les accusent de donner les chiffres nominaux, comptant de nombreux cotisants et peu de militants.

Il est évident que le nombre des adhérents peut changer de signification selon que la section est une fédération de métier, de type syndical, avec pour principale activité une caisse de résistance, ou qu'il s'agit d'une section à activité plus « révolutionnaire ». On verra dans le Jura le nombre des adhérents décroître à mesure que le programme de la Fédération se radicalisera, que les exigences – propagande, anti-électorisme, acceptation des résolutions des congrès – augmenteront: cela ne veut pas dire qu'au temps où ils étaient 600 tous étaient également persuadés de la nécessité de la révolution. Que l'on se souvienne qu'à leur fondation la section de La Chaux-de-Fonds comptait 150 membres, celle de Saint-Imier une centaine, pour la bonne raison qu'elles étaient de simples associations d'émulation et d'entraide ouvrières, se défendant d'être communistes.

Les sections des Montagnes ont à cette époque encore une vie toute familiale, et se préparent à la lutte finale dans la bonne humeur et les promenades; témoin ce compte-rendu anonyme du meeting de Corgémont, paru dans le numéro du 11 juin 1870 de la *Solidarité*:

Dimanche, à 10 heures du matin, quelques membres de la section du district de Courtelary, habitant Sonvilier, se mettaient en route, accompagnés de deux délégués de La Chaux-de-Fonds et de Neuchâtel. Il s'agissait d'aller à trois lieues de là, tout au fond du vallon de St-Imier, pour assister au meeting de Corgémont; et la petite troupe devait faire boule de neige en route, en recrutant sur son passage les internationaux de tous les villages du Vallon. En effet, à St-Imier, à Villeret, des groupes d'amis se joignirent à elle. On traversa Courtelary, le chef-lieu officiel du district, petit village peuplé de paysans et d'avocats où l'Internationale n'a pas encore pu prendre pied. À Cortébert, la section nouvellement formée de ce village attendait les internationaux dans son local; et la petite colonne socialiste, renforcée des amis de Cortébert, arriva à 2 heures à Corgémont, où se trouvaient déjà quelques délégués des sections de Bienne, de Granges et de Moutier.

Le meeting eut lieu dans la grande salle de l'Hôtel de la Croix fédérale, où se serrait une foule compacte, dont une partie, n'ayant pu trouver place sur les bancs préparés pour le public, dut se tenir debout près de la porte et dans le vestibule; on peut évaluer à 2 ou 300 le nombre des personnes assistant au meeting; on remarquait dans la foule plusieurs femmes, qui semblaient prendre un vif intérêt aux délibérations.

L'assemblée forma ainsi son bureau: Léon Schwitzguébel, de Sonvilier, président; Gagnebin, de Bienne, vice-président; Garnier, de Cortébert, et Haemmerli, de St-Imier, secrétaires. Les orateurs commencèrent ensuite à exposer les principes de l'Internationale: Heng, de La Chaux-de-Fonds, Adhémar Schwitzguébel, de Sonvilier, Guillaume, de Neuchâtel, se succédèrent à la tribune. Nous ne pouvons pas reproduire les discours de ces orateurs: s'il fallait, après chaque meeting, résumer les paroles de ceux qui ont développé les principes généraux du socialisme, nous tomberions dans des redites qui fatigueraient nos lecteurs; car dans les localités où l'Internationale est encore inconnue, on se trouve naturellement forcé d'expliquer une foule de choses élémentaires qui sont de l'histoire ancienne pour les membres de nos sections. Nous dirons seulement que les trois discours en question furent écoutés dans un profond silence et avec la plus grande attention, et qu'ils furent chaleureusement applaudis. Kaiser, de Bienne, un socialiste allemand qui a dû quitter dernièrement Erfurt et se réfugier en Suisse pour échapper aux persécutions de la police bismarckienne, parla à plusieurs reprises en allemand,

sur la demande d'une partie de l'auditoire, où se trouvait un certain nombre d'ouvriers de langue allemande. Dans un de ses discours, il signala l'attitude de deux ou trois bourgeois qui, après avoir écouté quelques orateurs, étaient partis en ricanant et faisaient derrière la porte des gorges chaudes du meeting. Nos contradicteurs agiraient plus dignement, dit Kaiser, en se présentant à la tribune pour nous combattre en face. Nous les invitons à le faire, et nous écouterons attentivement les arguments qu'ils auraient à nous proposer.

Il va sans dire qu'aucun bourgeois ne répondit à cet appel. Ces Messieurs font toujours semblant de dédaigner de discuter avec nous, comme si nos opinions ne valaient seulement pas la peine d'être contredites; mais en réalité, s'ils se taisent, c'est qu'ils savent bien que dans une discussion publique ils seraient battus à plate couture.

Eugène Robert, de St-Imier, dans un discours énergique, exposa les griefs des ouvriers du Vallon, et peignit en détail la situation qui leur est faite, les misères de leur existence, la terreur exercée dans certaines fabriques. Mais malgré tous les moyens de pression dont disposent nos adversaires, les ouvriers ne s'en rallieront pas moins à l'Internationale, qui seule peut leur donner l'appui nécessaire pour faire valoir leurs droits. Gagnebin, de Bienne, traite la question des grèves et démontre que l'ouvrier a le droit de refuser de travailler à des conditions qui ne lui conviennent pas. Mais quand les ouvriers veulent exercer ce droit si légitime, les gouvernements, même les gouvernements républicains de la Suisse, ont recours à la force armée pour intimider les grévistes. Nous avons vu en France et en Belgique les boucheries faites par ces soi-disant défenseurs de l'ordre; et en Suisse il s'en est fallu de peu que nous n'ayons eu à déplorer des scènes semblables à Bâle, à Lausanne et à Genève. Il faudrait une fois pour toutes faire comprendre à nos gouvernements que nous ne voulons pas qu'ils emploient l'armée suisse contre les travailleurs; l'armée, c'est nous, travailleurs, qui la formons; eh bien, si jamais on nous appelait à marcher contre nos frères, refusons énergiquement. J'engage les sections de l'Internationale à s'occuper sérieusement d'organiser le refus du service militaire en cas de grève: nous avons assez parlé, le moment est venu d'agir. (Applaudissements enthousiastes.)

Personne ne demandant plus la parole, le président adresse à l'assemblée la question suivante: « Le meeting adopte-t-il les principes de l'Internationale? Je prie ceux qui sont d'accord avec ces principes de témoigner en levant la main. »



Toutes les mains se lèvent. À la contre-épreuve, il n'y a point d'opposants.

Le président propose que, pour témoigner la sympathie du meeting envers la fédération genevoise, une collecte soit faite en faveur des ouvriers actuellement en grève à Genève. Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Le président annonce en outre que les ouvriers de Corgémont présents au meeting viennent de constituer un comité provisoire, qui sera chargé d'organiser la section internationale de Corgémont. La séance est ensuite levée. L'ordre le plus parfait n'avait cessé de régner, et l'accueil fait aux orateurs de l'Internationale avait dépassé les espérances des promoteurs du meeting. Nous avons entendu une femme qui disait en sortant: « Ah, si seulement j'étais un homme, je me ferais bien vite recevoir de l'Internationale! » – Mais, lui répondrons-nous, il n'est pas nécessaire d'être un homme pour faire partie de l'Internationale; les ouvrières souffrent autant de l'oppression du capital que les ouvriers, et par conséquent elles ont tout autant de droit que les hommes à se joindre à la grande Association des travailleurs.

Une soirée familière termina la journée: et nous devons remercier particulièrement la Société de chant allemande de Corgémont pour sa participation à cette petite fête. Espérons que les excellents éléments qui se sont trouvés réunis dans cette belle assemblée sauront s'entendre tous pour constituer une bonne et vigoureuse section de l'Internationale.

De tels meetings ont lieu à la même époque dans plusieurs vallées du Jura, animés généralement par la section de propagande; ils se terminent rarement sans la formation d'une nouvelle section.

### 3. LA RECHERCHE D'UNE IDENTITÉ

En été 1870, c'est de nouveau à Genève qu'éclatent des grèves importantes, chez les tuiliers d'abord, puis chez les plâtriers-peintres. Les patrons répondent par un lock-out, des menaces d'expulsion contre les étrangers accusés d'être les meneurs: leur éloignement devrait permettre de tergiverser, désamorcer le mouvement; c'est une vieille tactique qu'utilisent toutes les polices du monde. La solidarité n'est pas un vain mot: une manifestation de protestation

rassemblant 5000 ouvriers suisses donne à réfléchir au gouvernement, et les menaces ne seront pas mises à exécution.

Aux yeux des Jurassiens, cette victoire partielle – car le lock-out se poursuit – aurait dû faire comprendre aux internationaux la supériorité de ce qu'on nommera plus tard *l'action directe* sur la comédie électorale. La bourgeoisie n'a pas d'armes suffisantes contre les ouvriers organisés et solidaires, tandis qu'elle est toujours la plus forte au Parlement. Les ouvriers de Genève ont voulu présenter l'un des leurs, Grosselin, aux élections au Conseil d'État:

s'il eût été élu membre du gouvernement, aurait-il pu, dans cette position officielle, rendre à la cause des travailleurs des services plus importants que ceux qu'il lui a rendus dans l'assemblée populaire?<sup>5</sup>

La grève finira mal: les deux tiers des plâtriers quittent Genève, les autres sont réintégrés sans amélioration de leurs conditions. Le départ de militants, le manque d'argent, le découragement dû à l'échec, la guerre enfin ont affaibli les sections internationales de Genève et obligent *l'Égalité* à réduire son format et sa fréquence de parution.

De leur côté, les Jurassiens combattent surtout en paroles, et élargissent le cercle de leurs amis par leurs contacts en France, en Espagne. Avec la France surtout, la solidarité prend des formes concrètes, puisque la répression empêche l'Internationale d'agir au grand jour et de se faire connaître par des publications. Guillaume se charge d'imprimer en juin deux numéros d'un nouveau journal, *Le Socialiste, organe de la Fédération parisienne de l'AIT paraissant le samedi*, dont la presque totalité est saisie à la frontière.

Le 12 juillet 1870, la guerre éclate entre la France et l'Allemagne. La Suisse, comme à son habitude, mobilise dès qu'elle entend l'écho du premier coup de canon, et les ouvriers jurassiens se retrouvent postés aux frontières, dans l'éventualité que leur patrie, à laquelle jusqu'à présent ils n'ont pas ménagé leurs critiques, serait attaquée par de mauvais voisins, qu'ils n'ont cessé d'appeler leurs frères...

*La bourgeoisie se frotte les mains, en pensant que tout ce bruit de guerre va faire diversion, et fera passer la question sociale à l'arrière-plan, prophétise La Solidarité dès son numéro du 16 juillet. En effet, les sections jurassiennes, comme l'ensemble de l'Internationale, vont végéter et s'effriter pendant de longs mois allant de la déclaration de guerre à la Commune de Paris et au-delà. Trois raisons à cela: la mobilisation de nombreux ouvriers; les difficultés économiques avec la baisse de la production et des exportations, et le chômage qui en résulte; enfin, la rupture des relations avec l'étranger, avec le mouvement en France en particulier, dont on restera sans nouvelles directes jusqu'en février 1871, jusqu'à ce que Guillaume reçoive une lettre de Varlin.*

La tension est grande dans les premiers mois de la guerre; partout des bruits de révolution, des insurrections chaque fois avortées, à Marseille en juillet, à Paris en août. Quand on apprend, le 4 septembre, la chute de l'Empire et la proclamation de la République, comment ne pas croire que le bouleversement tant attendu s'est produit, que la révolution éclate, que les rêves vont se réaliser? En France, dans les sections de l'Internationale; en Allemagne, parmi la social-démocratie; dans le Jura; à Londres même, au Conseil général de l'AIT, tous voient dans la chute de l'Empire le renversement d'un ordre abhorré et l'aube d'un monde nouveau. *Après les vingt années honteuses que dura le Second Empire, le peuple français a pris en mains son histoire* écrit le comité du parti social-démocrate allemand le 5 septembre<sup>6</sup>.

Certains toutefois craignent la hâte révolutionnaire. Quand James Guillaume et un compagnon lyonnais publient à Neuchâtel un manifeste incendiaire, leurs adversaires de la Fédération romande à Genève et à La Chaux-de-Fonds se désolidarisent d'eux, s'effraient de leurs désirs. Il est vrai que ce manifeste brûle les étapes. Il appelle les internationaux d'Allemagne à déposer leurs armes, ceux de Suisse à former des corps francs pour aller lutter aux côtés des «révolutionnaires» français: *La cause de la République universelle,*

6. cité in *Minutes of the General Council*, t. IV, p.64

*c'est celle de la Révolution européenne, et le moment est venu de donner notre sang pour l'affranchissement des travailleurs et de l'humanité tout entière. [...]*

*Internationaux du monde entier !*

*Ceci est l'aurore du jour nouveau, du jour de la justice qui se lève sur l'humanité !*

*Vive la République sociale universelle !*

Le soir même du 5 septembre, des réunions se tiennent dans quelques bourgades du Jura, des collectes sont organisées, des armes peut-être sont récoltées; mais personne, hormis quelques républicains zurichoïses, ne partira. Une vingtaine de membres de la Fédération des Montagnes se rendent à La Chaux-de-Fonds pour tenter de faire la paix avec leurs adversaires *coullerystes* et proposer une action commune, sans succès. Car il faut vite déchanter. D'abord quand la police neuchâteloise se présente à l'imprimerie Guillaume pour saisir les exemplaires restants du manifeste et interdire la publication de la *Solidarité*. Ensuite, surtout, lorsqu'on apprend quelle sorte de République a été établie en France, quel gouvernement la dirige, et quelle politique ce gouvernement entend conduire à l'égard de l'Internationale.

L'appel de Guillaume à soutenir la République ne trouve guère d'écho que parmi les membres les plus fervents de l'AIT jurassienne, et pour peu de temps. La fermeture de l'imprimerie et la suppression de la *Solidarité* font renaître la méfiance. Un des seuls à soutenir vraiment Guillaume dans cette affaire, et qui pourrait avoir de l'influence, c'est Bakounine. Lui-même brûle d'agir, maintenant que l'Empire est tombé, que la victoire ouvrière est proche, que les travailleurs enfin vont pouvoir prendre leur histoire entre leurs mains. C'est à Lyon qu'il ira, appelé par son ami Albert Richard pour encourager les internationaux et les modérés à établir la Commune. La veille de son départ, il écrit au Comité fédéral jurassien une lettre qui n'a certainement pas été diffusée, puisqu'il semble qu'elle soit restée inédite jusqu'en 1926, lors de sa publication dans *le Réveil anarchiste* (Genève, 21 août):

Ce 13 septembre 1870, Genève.

Chers amis quoique représentants d'un pouvoir plus ou moins officiel.

J'ai enfin lu la fameuse proclamation ou *Manifeste de la Solidarité aux sections de l'Internationale*.

Si on m'avait consulté au moment de sa publication, peut-être aurais-je dit: Attendez encore un peu, l'heure n'est pas encore venue. Mais du moment qu'elle a été publiée par nos frères, alliés et amis, j'y adhère pleinement, hautement, de tout cœur et de tout mon être. Parler contre ou même seulement s'abstenir au moment où notre ami est livré à la persécution de tous les bourgeois et de tous les faux ouvriers, de tous les ouvriers-bourgeois de La Chaux-de-Fonds et de Genève, ce ne peut être que l'action soit d'un réactionnaire, soit d'un lâche. [...]

[Guillaume] a eu tort sans doute s'il a livré cette proclamation sans vous avoir consultés. S'il ne vous a pas consultés en le faisant, il a commis un délit très grave contre cette solidarité que je me tue de prêcher et que je prêche, hélas! trop souvent dans le désert. Cela admis et constaté, il faut reconnaître, et vous ne pouvez manquer de reconnaître sans manquer à tous vos devoirs et à votre dignité propre, qu'il n'a pas fait autre chose que de prendre l'initiative d'une parole qui devait être nécessairement prononcée et d'un acte qui devait absolument être accompli par une section, par toutes les sections de l'Internationale. [...]

Le congrès jurassien qui se réunit bientôt ne citera pas ce texte. C'est qu'entre temps d'autres événements se sont passés.

La méprise de Guillaume montre à quel point l'information passait difficilement et pouvait se déformer. Pendant tout l'hiver 1870-1871, les communications avec Paris vont être coupées, celles avec le reste de la France seront incertaines. L'interdiction de la *Solidarité* jointe à la mobilisation désorganise les sections du Jura; la cherté des denrées et le manque de travail ne permettent plus guère aux ouvriers de souscrire aux caisses de résistance.

Et pourtant cette saison morne est d'une grande importance: c'est à cette époque que la Fédération jurassienne prend corps, acquiert une existence autonome, même si pour la fonder formellement on attendra le mois de novembre 1871. Une fois de plus, les événements et les personnages extérieurs au Jura jouent un rôle décisif dans le

développement des idées et de l'organisation des sections internationales. Il y avait eu d'abord Bakounine, en 1869, et les premiers congrès de l'AIT. Il y avait maintenant la République française et les communes, jusqu'à l'expérience exemplaire de la Commune de Paris. Il y aura plus tard les premières manifestations de propagande par le fait, en Italie, en Russie.

La première ville à attirer l'attention, c'est Lyon. Nous ne nous allongerons pas ici sur cette malheureuse aventure, bien qu'elle ait dû être suivie de très près en Suisse; l'année précédente, Schwitzguébel et Guillaume s'étaient tour à tour rendus à Lyon, sans jamais bien s'entendre avec les *bakouninistes* du lieu, Gaspard Blanc et Albert Richard. Bakounine arrive à Lyon le 14 septembre 1870, appelé par le Comité de Salut de la France qui réunit internationaux et radicaux; le 28, la Commune est proclamée à l'Hôtel de ville, sur lequel flotte le drapeau rouge. Elle dure le temps d'une proclamation: à peine les gardes nationaux (qui sont bourgeois à Lyon, à la différence de Paris) pénètrent-ils dans l'Hôtel de ville que c'est la débandade. Commune sans mouvements de foule, sans organisation de base, sans relais entre ceux qui, à la tribune, déclarent l'État aboli et la masse du peuple: la tentative lyonnaise ne peut être considérée que comme une rodomontade.

On ne fait pas la révolution avec des mots. Et cette aventure prouve aussi qu'un climat de répression anti-ouvrière ne suffit pas à créer dans le prolétariat une conscience autonome, ou des facultés d'organisation suffisantes. Les esprits certes sont à la Commune, comme les chansons; l'idée est dans l'air depuis la prise de la Bastille, mais elle a été renouvelée par l'Internationale et en particulier depuis le début du déclin du Second Empire. La réalisation de l'Internationale, ce sera la fédération des communes, libres entités sans gouvernements ni délégation de pouvoirs. La commune peut aller du hameau jusqu'à une ville de la taille de Paris, c'est toujours un lieu de communications, vivant dans une certaine autarcie, sans séparer l'homme de son travail, les hommes les uns des autres, les hommes de leur histoire. La Commune est le lieu de la vie et de la

mort, c'est la cellule originelle, le lieu le plus propice à la réalisation du projet humain.

En bref, la Commune est la négation de l'État, de l'exploitation, du pouvoir des possédants.

La tentative avortée de Lyon a cependant valeur de symbole, puisqu'elle est la première d'une série de mouvements révolutionnaires communalistes dans plusieurs villes de France, Marseille, Brest, Rouen, Le Creusot. En mars 1871, enfin, c'est Paris qui proclame la Commune.

Les communications entre Paris et la Suisse avaient été rétablies dès le début de l'année, et Guillaume avait reçu en février une longue lettre de Varlin l'informant de la situation. C'est à lui, tout naturellement, que l'on envoie un émissaire dès le 19 mars, pour savoir ce qui en est, quelles dimensions a cette «révolution», si l'on peut l'étendre, quelle part y prennent les internationaux. La réponse de Varlin et les proclamations et documents de la Commune qui parviennent les jours suivants en Suisse sont clairs; c'est un événement local, limité, mais profondément inspiré – dans son fédéralisme, la nouvelle forme de gouvernement, les références et les moyens utilisés – de l'esprit de l'Internationale et des principes chers aux Jurassiens.

Aussi, lorsque dans les semaines qui suivent paraissent à Genève les premiers numéros de la nouvelle *Solidarité*, ils s'enthousiasment pour la Commune de Paris. Après neuf mois de guerre et d'obscurité, l'horizon révolutionnaire s'est éclairé d'un espoir fou; les Parisiens ont inventé une société nouvelle, des rapports humains nouveaux.

Les gouvernements d'Europe s'effraient, et poursuivent avec plus d'acharnement que jamais les internationaux, qu'ils tiennent pour les instigateurs de la Commune de Paris et donc de toutes les révolutions potentielles. Mais les internationaux n'ont joué qu'un petit rôle dans la Commune: celle-ci était le produit de forces historiques profondes, et la volonté d'un groupe d'individus – comme dans les tentatives communalistes de Lyon ou de Marseille – ne saurait devancer l'histoire. Or les rédacteurs de la *Solidarité*, s'ils reconnaissent le rôle secondaire joué par leurs compagnons

parisiens, ne savent cependant pas analyser l'événement autrement que selon leurs théories antérieures. Pour eux, la Commune de Paris correspond à l'image qu'ils se sont forgée de la société future, et il serait bon qu'à l'avenir les autres révolutions prennent les mêmes formes. Mais comment le phénomène s'est-il déclenché, quelles sont les forces en présence, comment la révolution peut-elle s'étendre, quelles ont été les erreurs, ces questions ne sont pas approfondies. La Révolution est presque un acte magique, qui se produit en période de crise sans que l'on puisse savoir comment.

Le rôle d'analyste, ce sera Marx qui l'aura et *l'Adresse* du Conseil général sur la Commune aurait été révélatrice pour les Jurassiens si elle n'avait paru dans une période de graves conflits entre ceux-ci et le Conseil général de Londres, qui les rendaient sourds les uns aux autres.

Bakounine de son côté, qui s'est rendu à Sonvilier à la fin du mois d'avril, met des limites à son enthousiasme: *Aussi longtemps qu'il ne se produira aucun mouvement sérieux en province*, écrit-il à un ami russe à Genève, *je ne vois pas de salut pour Paris. On est enfin sorti de la période de la phrase pour entrer dans celle de l'action. Quelle que soit l'issue, ils sont en train de créer un fait historique immense.* Comment un mouvement peut-il se créer en province? *Si les soulèvements populaires de Lyon, de Marseille et des autres villes de France ont échoué, c'est parce qu'il n'y avait aucune organisation, je puis en parler en pleine connaissance de cause, puisque j'y ai été et que j'en ai souffert. Et si la Commune de Paris se tient si vaillamment aujourd'hui, c'est que pendant tout le siège les ouvriers se sont sérieusement organisés. Ce n'est pas sans raison que les journaux bourgeois accusent l'Internationale d'avoir produit ce soulèvement magnifique de Paris.* Pendant son séjour dans le Vallon, il parle dans ce sens aux ouvriers, brossant un panorama de leur histoire. La Commune, si elle avait réussi, eût été l'aboutissement d'une longue lutte de libération et d'émancipation de la classe ouvrière, face aux princes, puis face aux bourgeois et aux capitalistes. Il faut connaître leurs armes, connaître les mécanismes de leur économie pour s'en défaire, grâce à l'organisation ouvrière,



au collectivisme, au fédéralisme. C'est le développement de la lutte ouvrière qui donnera son vrai sens à la Commune.

L'emphase de Bakounine était partagée par ses amis: c'est à plusieurs reprises que l'on complotait une insurrection à Lyon, mais généralement les compagnons suisses n'ont pas le temps de prendre le train pour leur prêter main forte que le mouvement est déjà anéanti. Une organisation qui ne repose pas sur une base populaire n'est rien.

Cependant, depuis l'aventure malheureuse du 4 septembre, l'idée d'une participation à l'insurrection depuis la Suisse s'est estompée. Elle s'éloignera encore plus – tout en restant une fin théorique – quand, le 27 mai, leur parvient la nouvelle de l'écrasement de la Commune de Paris. Les efforts se concentrent alors sur l'accueil des réfugiés, le soutien matériel aux emprisonnés et aux bagnards, et, au plan théorique, la critique des gouvernements.

L'arrivée, à Genève et dans le Jura, de ceux qu'on appellera les Communards – une cinquantaine de proscrits, dont un grand nombre d'internationaux, la plupart ayant joué un rôle dans les organes de la Commune, poursuivront leur activité en Suisse – sera importante pour l'avenir de l'Internationale en Suisse. Leur activité est dirigée en principe vers la France; mais comme elle prend surtout la forme de la propagande écrite, elle touche aussi les Jurassiens et leur donne un nouvel élan. Ils peuvent se rendre utiles aussi en faisant passer journaux ou passeports en France.

L'atmosphère des sections des Montagnes semblait aussi plaire aux Communards. Pour la plupart établis à Genève, ils n'aimèrent guère l'apparente inactivité de l'Internationale en cette ville, et lui préférèrent les discussions des Montagnes, les Cercles d'études sociales, les soirées de conférences, la propagande dans les bourgades. Toutefois, le premier groupe qu'ils formèrent à Genève, la Section de propagande et d'action révolutionnaire socialiste, évita de prendre parti pour l'une ou l'autre des fractions de l'AIT. Dans le Jura même, les Français sont peu nombreux. Le plus actif est Louis Pindy, qui travaille à l'atelier coopératif des graveurs du Locle, et qui fera à plusieurs reprises partie du comité fédéral jurassien. À Neuchâtel,

réside le vieux Charles Beslay, ami de Proudhon; à La Chaux-de-Fonds, deux blanquistes, H. Ferré et P. Jeallot; à Saint-Blaise, le vannier Gaffiot, proscrit de la commune du Creusot.

Les autorités suisses ont encore à cette époque une conception généreuse du droit d'asile; les proscrits peuvent non seulement s'établir en Suisse et y trouver du travail, mais encore y exercer une activité politique. C'est dans les années 1880 que la sévérité commence à se faire plus grande, lorsque les anarchistes se mettent à discourir sur la propagande par le fait et à la mettre, parfois, en pratique. Le thème des *agitateurs étrangers* venus semer le désordre en Suisse, d'un *complot international* pour faire s'écrouler les États date de ces années-là; il n'est toujours pas mort. Au tournant du siècle, il suffisait qu'une bombe explose en Italie pour que l'on expulse par dizaines les anarchistes italiens résidant en Suisse.

En 1871, la situation est plus favorable, et les rives du Léman accueillent des réfugiés politiques de toutes sortes. Ainsi les Communistes participèrent à la vie de l'Internationale et du mouvement ouvrier suisse; certains poursuivront leur voyage plus loin, la plupart rentreront en France lors de l'amnistie de 1880, quelques-uns enfin resteront en Suisse et y feront souche.

#### 4. LES REBELLES: LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

Les difficultés qu'avait créées la guerre de 1870 pour l'AIT et surtout la répression dont ses membres furent victimes dans toute l'Europe après la Commune de Paris n'empêchèrent pas, paradoxalement, son développement pendant cette période. Mais la répression ne fut pas cette fois-là le facteur d'unité qu'elle peut être: les conflits et les divisions s'aggravèrent, et l'été 1871 devait aussi marquer le début du déclin de l'Internationale.

Le congrès annuel de 1870 avait été fixé à Mayence, en septembre; mais en juillet c'était la guerre, et pendant tout l'hiver les sections allaient rester terrées chacune de leur côté, presque sans moyens de communication. Après la chute de la Commune, le Conseil général

reconnaît la nécessité de faire le point, de compter ses fidèles, de rappeler les principes de l'AIT.

En même temps, le conflit suisse romand n'est pas liquidé, et les deux parties ainsi que Marx désirent mettre les choses au clair.

On a dit trop souvent que les conflits dans l'Internationale, qui devaient aboutir à sa scission en 1872, étaient dus à l'animosité personnelle et à la concurrence qui régnaient entre Marx et Bakounine. Des questions personnelles ne suffisent pas à expliquer pourquoi les sections elles-mêmes suivirent l'un ou l'autre, ou plus précisément l'une ou l'autre ligne. À coup sûr, Marx et Bakounine jouissaient tous deux d'une grande popularité dans certaines fractions du mouvement ouvrier: le premier en Allemagne, à Genève, quelque peu en France et en Angleterre; le second dans le Jura, en Italie, en Espagne, un peu en Belgique. Chacun avait développé une pensée originale, lue et plus ou moins bien répétée parmi les internationaux. Mais leurs conceptions politiques comme leurs méthodes d'action différaient fondamentalement.

L'Internationale, à sa fondation, était un corps très hétérogène, auquel pouvait s'appliquer le vague qualificatif de «socialiste». Nous avons vu que les statuts avaient été acceptés de confiance, d'abord par les premiers fondateurs de 1864, puis au congrès de Genève de 1866. Mais ils ne représentaient pas pour toutes les sections un programme politique obligatoire, encore moins précis. Il est certain que, lorsqu'il les avait rédigés, Marx voyait plus loin et ne faisait là que poser des jalons pour la réalisation de son programme, tel qu'il l'avait exposé avec Engels dans le *Manifeste* et qu'il le préciserait dans *La guerre civile en France*. Quant à Bakounine, c'est lorsque son programme socialiste et anarchiste avait été refusé par la Ligue de la paix et de la liberté, à son congrès de Berne de 1868, qu'il était entré dans l'Internationale avec les siens et depuis lors qu'il cherchait à lui faire adopter ses principes.

Le parallèle serait trop facile, et fallacieux, même si l'on peut mettre en regard les insultes échangées – selon la meilleure tradition de la lutte politique – ou certaines manœuvres pour se gagner des voix ou des mandats aux congrès. S'ils combattent tous deux

pour l'avènement du socialisme dans une société sans classes, leur vision de cette société et les moyens mis en œuvre pour y arriver diffèrent profondément. Une des tragédies de la vie de l'AIT, c'est bien l'incompréhension réciproque dans laquelle se sont tenus Bakounine et Marx.

Le premier admirait la science de Marx, ses analyses économiques, et s'avouait bien incapable d'en faire autant. Il décelait très tôt les tendances centralisatrices de son adversaire et les dangers du « communisme d'État ». Mais les explications qu'il donnait de la pensée et de la conduite de Marx étaient pour le moins insatisfaisantes: *Allemand et Juif, c'est un autoritaire de la tête aux pieds*, déclarait-il, et il entreprenait de le démontrer sous les formes pseudo-scientifiques qu'il appréciait. Il ne cessait d'être persuadé que Marx était le chef d'une société secrète au sein de l'Internationale, projetant sur lui son propre goût pour les conspirations et les cryptogrammes. Mais le vrai projet théorique et stratégique de Marx, on ne le trouve étudié systématiquement dans aucune page de Bakounine.

Quant à Marx il ne ménageait pas non plus Bakounine, à qui il reprochait de ne rien comprendre ni à l'économie ni à la politique, et contre lequel s'acharnaient aussi ses préjugés: *Aussitôt qu'un Russe s'infiltré, le diable se déchaîne*. Mais aussi bien ses critiques et ses accusations contre l'action de Bakounine dans l'AIT tombent à côté de la cible: il y condamne la constitution de sociétés secrètes, mais sans se renseigner sérieusement sur elles; il se moque de l'abolition de l'héritage, mais c'est évidemment une question secondaire pour Bakounine, puisqu'il n'en reparle guère après le congrès de Bâle; il attaque plus sérieusement l'*abstentionnisme* et le refus de la *politique*, mais en donnant aux mots une signification différente. Enfin, c'est à peine s'il discute la notion de l'État, sans jamais sérieusement confronter sa destruction immédiate que veulent les anarchistes à la phase transitoire de dictature du prolétariat qu'il considère comme plus réaliste.

Témoin de l'ambiguïté de cette critique, le dernier paragraphe d'un pamphlet paru en mars 1872 (donc bien après que l'Alliance

s'était volontairement dissoute), *Les prétendues scissions dans l'Internationale*:

L'anarchie, voilà le grand cheval de bataille de leur maître Bakounine qui des systèmes socialistes n'a pris que les étiquettes. Tous les socialistes entendent par anarchie ceci: le but du mouvement prolétaire, l'abolition des classes, une fois atteint, le pouvoir de l'État, qui sert à maintenir la grande majorité productrice sous le joug d'une minorité exploitante peu nombreuse, disparaît, et les fonctions gouvernementales se transforment en de simples fonctions administratives. L'Alliance prend la chose à rebours. Elle proclame l'anarchie dans les rangs prolétaires comme le moyen le plus infaillible de briser la puissante concentration des forces sociales et politiques entre les mains des exploiters. Sous ce prétexte, elle demande à l'Internationale, au moment où le vieux monde cherche à l'écraser, de remplacer son organisation par l'anarchie. La police internationale ne demande rien de plus pour éterniser la république-Thiers en la couvrant du manteau impérial.

La conférence de Londres, tenue en septembre 1871, devait donner lieu à un grand règlement de comptes entre le Conseil général et le fantôme de Bakounine.

Au lieu de convoquer un Congrès général régulier, dans l'Europe encore troublée de 1871, le Conseil général décida en effet de réunir une conférence, comme six ans plus tôt alors que le premier congrès ne s'était pas encore tenu. La conférence, qui n'est mentionnée nulle part dans les statuts et règlements de l'AIT, n'a donc pas de compétences ni de représentativité bien définies; aussi délibérera-t-on sur le droit de vote des membres du Conseil général et des secrétaires-correspondants des pays non représentés. Finalement, il y aura 22 participants à la conférence, dont treize membres du Conseil général.

L'ordre du jour prévu comportait surtout des points administratifs (statistique ouvrière, organisation du Conseil général, des sections et des délégations, cotisations, formation de sections féminines et agricoles, etc.). Mais les discussions les plus importantes, celles qui avaient probablement donné lieu à la convocation même de la conférence, furent sans contredit celles concernant

l'Alliance et Bakounine, et qui devaient les *liquider* politiquement et idéologiquement.

Les participants à la conférence sont tous, à deux ou trois exceptions près, des adversaires de Bakounine, et soutiennent la Fédération romande de Genève. Mais savent-ils où la conférence veut en venir, ont-ils compris l'importance de certaine petite phrase glissée dans une résolution, connaissent-ils le plan de Marx ? Celui-ci indubitablement veut en finir avec les fractions, tant avec les proudhoniens français et les trade-unionistes anglais qu'avec les *bakouninistes* ; le moment est arrivé de faire de l'Internationale le grand parti de la classe ouvrière. Dans cette optique la condamnation de l'Alliance et de la scission suisse prend une signification qui dépasse le conflit personnel entre Marx et Bakounine ; et si la plupart des résolutions s'adressent à ce dernier, sans le nommer (interdiction des sectes et des sections à dénomination particulière, condamnation des manoeuvres de l'Alliance et des Jurassiens, prise de position sur l'affaire Netchaïev, exigence de l'action politique), c'est bien cette dernière qui est la plus importante pour l'Internationale dans son entier, qui dit que *le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes*.

Cette importance était-elle claire pour tout le monde ? Loin de là. Le conflit suisse et les positions des Jurassiens n'avaient pas encore donné lieu à de grandes discussions dans les sections ou les organes de l'Internationale ; prises à la lettre, certaines résolutions semblaient avoir une portée générale, et seuls les gens concernés savaient qu'ils étaient visés directement. Les minoritaires à la conférence s'opposent à telle ou telle résolution pour des raisons de procédure, généralement, contestant à la conférence son pouvoir décisionnaire, mais ils n'attaquent pas le fond. On en verra, plus tard, revenir sur leur position et refuser précisément cette obligation de l'action politique, ainsi que la faculté du Conseil général de faire la politique de l'Internationale.

Marx avait visé juste, avait-il su en finir avec les déviationnistes et assurer l'unité de l'Internationale ? Non pas: on allait lui répondre par une déclaration de guerre.

La rupture du Jura avec le Conseil général aurait pu se produire déjà en 1870, alors que le nombre d'adhérents était le plus élevé. Mais la force politique, la force qualitative ne tient pas nécessairement au nombre; il valait mieux rompre à un moment où l'on était sûr d'une part de pouvoir mener une vie autonome, d'autre part de nouer des contacts internationaux fructueux.

La constitution d'une Fédération jurassienne avait déjà été proposée par la section de Neuchâtel en été 1870 puis par la Conférence de Londres: et c'est bien par défi autant que par commodité que les dissidents adoptèrent ce nom; comme les anarchistes ont repris, tête haute, un nom d'abord insultant.

Le congrès qui s'ouvre le 12 novembre 1871, à l'Hôtel de la Balance à Sonvilier, n'a pas lieu toutefois pendant une période glorieuse ou florissante de l'Internationale dans le Jura. Schwitzguébel, qui lit le rapport du comité fédéral, ne cache pas la régression de la plupart des sections (sur vingt, huit seulement sont représentées), bien qu'il projette sur elles l'espoir qu'il conserve du développement de l'Association:

Compagnons, nous serions heureux d'avoir à vous présenter un rapport complètement satisfaisant sur l'état de notre fédération romande, mais nous serons donc rigoureusement vrais dans l'exposé des faits se rattachant à notre vie fédérative et qui se sont produits depuis que nous avons été appelés à prendre la direction de nos affaires fédérales.

Notre entrée en fonction, comme comité fédéral romand, a été faite en dehors des prescriptions du règlement fédéral; elle a été le résultat d'une situation tout à fait exceptionnelle faite à notre fédération par les événements dont l'Europe a été le théâtre depuis quinze mois. Il était naturel que le déchaînement des passions guerrières, telles qu'elles se manifestèrent dès le début de la guerre franco-allemande, produisit une réaction contre le développement du socialisme international. L'esprit se tournait avidement

vers les champs de bataille; les pensées exprimées dans les meetings socialistes, dans les réunions publiques, qu'on avait applaudies jadis étaient oubliées et l'on discutait avec passion des plans de batailles qui devaient emporter des milliers d'enfants du peuple.

Seuls, quelques groupes d'ouvriers restaient fidèles à leurs convictions humanitaires, protestaient contre la guerre et préparaient par un travail sérieux l'avènement d'une ère de paix fondée sur l'affranchissement du travail, la pratique de la liberté et le règne de l'égalité! [...]

Il est à noter que la phase d'existence de l'Internationale qui a précédé la guerre franco-allemande se distingue surtout par un grand enthousiasme populaire dont elle est l'objet; c'est le monde ouvrier qui naît à la vie intellectuelle et morale, qui aperçoit le phare qui doit le guider au port; on se réjouit, on s'enthousiasme; puis vient le commencement de la lutte gigantesque que le prolétariat est appelé à livrer à la bourgeoisie, alors la réflexion est imposée par les faits et selon les tempéraments, le degré d'éducation socialiste, la trempe des caractères, les uns s'en vont cacher leurs faiblesses, tandis que les autres s'attachent plus fermement que jamais au principe rénovateur que représente l'Internationale. C'est là le fait prédominant de l'histoire intérieure actuelle de l'Internationale, en général, et de notre fédération romande en particulier.

Pour beaucoup, cette situation est un signe de décrépitude; qu'on ne s'y trompe pas! C'est au contraire le résultat d'une situation propre à transformer complètement l'Internationale et à lui donner toute la valeur qu'elle doit acquérir pour être à même de remplir sa mission. Aux grandes assemblées, plus ou moins artificielles, succèdent l'organisation sérieuse, le groupement des caractères, l'étude aride mais qui produit les convictions fortes.

C'est pendant que s'opère ce travail lent, calme et profond que nos sections du val de Saint-Imier ont été appelées à choisir dans leur sein le Comité fédéral romand. [...] Nos efforts de ces quelques mois n'ont pas encore abouti à des résultats marquants, mais nous possédons aujourd'hui un état réel de la position de nos sections; nous croyons devoir le soumettre au Congrès, qui aura dès lors une base positive pour servir à la réorganisation de la fédération.<sup>7</sup>

Les sections centrales de la plupart des localités sont en déclin: à Moutier, à Cortébert, à Corgémont, ce sont les intrigues patronales et leur propagande trompeuse qui ont éloigné les ouvriers

<sup>7</sup> *La Révolution sociale*, 23 novembre 1871.



de l'Internationale; au Locle, à Saint-Blaise, à Granges, à Bienne, le départ des meilleurs militants a affaibli l'action socialiste; le courage ne manque pas, mais le recrutement est difficile. Dans le val de Saint-Imier se développent les sections de métiers (graveurs et guillocheurs, monteurs de boîtes, par exemple) et les sociétés de résistance, caisses de secours de grève; elles ont parfois obtenu que les patrons acceptent leurs conditions. Mais de telles organisations ne contribuent pas nécessairement à la construction du socialisme. Du fait qu'elles regroupent surtout des ouvriers de métiers qualifiés, sinon mieux payés, elles peuvent se borner à défendre des intérêts corporatifs sans chercher à abolir la propriété, vouloir l'amélioration du sort des travailleurs et non leur émancipation totale. C'est pourquoi il s'est fondé à leurs côtés, à Saint-Imier et à Sonvilier, des Cercles d'études sociales où sont débattues des questions d'ordre plus général, qui servent de lieux de réflexion et d'information, où les idées collectivistes et fédéralistes peuvent se répandre. Ces cercles connaissent un sort plus heureux que les sections de propagande, qui tant à La Chaux-de-Fonds qu'à Genève se heurtent à des résistances.

Il suffit qu'un compagnon donne des nouvelles d'une localité pour que l'espoir renaisse: tout semble se liguier contre nous, la malveillance des bourgeois et l'inertie des ouvriers? Eh! bien, sous peu nous aurons formé un noyau socialiste actif et vaillant, nous mènerons une lutte opiniâtre; et si nous devons à nouveau courber la tête, nous aurons laissé au moins *des germes que fécondera un jour le soleil de la justice sociale*.

Pour raffermir le mode d'organisation, Schwitzguébel propose alors la constitution, dans les localités, de sociétés de métiers fédérées localement ou par district, ceci pour combattre l'égoïsme corporatif. Il propose aussi la fondation de cercles d'études sociales, qui semblent réussir dans leur tâche de formation des compagnons et de développement de la propagande. Enfin il expose les relations du Comité fédéral du Jura avec le Conseil général, et stigmatise les abus de pouvoir et l'autoritarisme dont a fait preuve la conférence de Londres.

Compagnons! En présence de pareilles prétentions, qui peuvent être la ruine des principes rénovateurs de notre Association, il était de notre devoir de vous appeler à délibérer et à prendre des résolutions conformes aux intérêts de l'Internationale. Vous êtes appelés à prendre des dispositions desquelles dépendra peut-être l'avenir de la classe ouvrière. Pénétrons-nous de cette immense responsabilité. Maintenons haut et ferme la bannière de l'autonomie, de la libre Fédération des groupes contre toute autorité, toute dictature, mais évitons, dans l'intérêt de la cause du prolétariat, d'offrir à la bourgeoisie européenne le spectacle du déchirement du pacte international, au nom duquel nous avons commencé l'action d'affranchissement intégral du prolétariat.

Vive l'association internationale des travailleurs! <sup>8</sup>

Le rapport lu par Adhémar Schwitzguébel témoigne de l'honnêteté de son auteur. Il n'est pas facile, à travers les publications de la Fédération jurassienne, de se faire une idée de la vie quotidienne et de la physionomie de ses militants. Il semble néanmoins que Schwitzguébel (1844-1895) soit une figure caractéristique de l'ouvrier jurassien, dont il rassemble toutes les qualités et anathématise les défauts. C'est l'homme totalement dévoué, totalement fidèle à une idée, à un idéal. Ouvrier qualifié – il est graveur –, il se forme dans l'action syndicale, où il restera malgré son attachement aux programmes révolutionnaires de Bakounine et de l'Internationale; il se formera aussi par la plume, dans les journaux, publiant parfois sous forme de brochures des études économiques ou des saynètes didactiques. Organisateur infatigable, propagandiste sans relâche, il travaille dans son propre milieu, parmi les siens. Et c'est sérieusement qu'il mène chacune des tâches entreprises: entré dans l'armée à 20 ans, il parviendra au grade de lieutenant, ce qui ne l'empêchera pas de condamner énergiquement la répression qu'exerce l'armée contre les grévistes. De même, il est profondément suisse et jurassien, et à la fois fervent internationaliste.

Sa générosité n'est freinée que par sa morale rigoureuse: comme Guillaume, il critique l'alcool et le tabac, le jeu et la distraction; la vie du militant doit être sans reproche, et toute de dévouement

8. *Ibid.*

à la cause; lui aussi aime mieux s'appeler socialiste qu'anarchiste, il préfère parler de l'ordre nouveau plutôt que de la nécessaire destruction. Il se rapprochera pourtant de Brousse et de Kropotkine en 1877, et sera pendant quelque temps partisan de la propagande par le fait; mais lorsque le mouvement anarchiste suisse s'éteindra, au début des années 1880, il s'intégrera au mouvement syndical, dont il deviendra un permanent.

Le compte rendu des discussions du congrès laisse rêveur: accord unanime, enthousiasme général, congratulations et bonnes résolutions. Son importance historique ne tient cependant pas tant à la constitution de la nouvelle Fédération jurassienne – acte somme toute formel – qu'à la prise de position vis-à-vis des décisions de la conférence de Londres de l'été précédent, au sujet de la structure de l'AIT et de sa participation à la politique. Cette prise de position, due à James Guillaume, est rédigée sous la forme d'une *Circulaire à toutes les Fédérations de l'AIT*, appelant à la convocation rapide d'un congrès général. C'est une des premières analyses théoriques de l'autorité dans l'AIT qu'aient faites les Jurassiens; selon leur mot d'ordre: *Guerre aux choses, paix aux hommes!* ils ne se livrent à aucune attaque nominale, mais incriminent le principe d'autorité:

S'il est un fait incontestable, mille fois attesté par l'expérience, c'est l'effet corrompateur que produit l'autorité sur ceux entre les mains desquels elle est déposée. Il est absolument impossible qu'un homme qui a pouvoir sur ses semblables demeure un homme moral.

Le Conseil général ne pouvait pas échapper à cette loi fatale. Composé pendant cinq années de suite des mêmes hommes, toujours réélus, et revêtu par les résolutions de Bâle d'un pouvoir très grand sur les sections, il a fini par se regarder comme le chef légitime de l'Internationale. [...]

Nous n'incriminons pas les intentions du Conseil général. Les personnalités qui le composent se sont trouvées les victimes d'une nécessité fatale: elles ont voulu, de bonne foi et pour le triomphe de leur doctrine particulière, introduire dans l'Internationale le principe d'autorité; les circonstances ont paru favoriser cette tendance et il nous paraît tout naturel que cette école, dont l'idéal est la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, ait cru

que l'Internationale, à la suite des derniers événements, devait changer son organisation primitive et se transformer en une organisation hiérarchique, dirigée et gouvernée par un comité.<sup>9</sup>

Il n'en faut pas moins combattre cette autorité, au nom de l'autonomie des sections et de leur libre fédération. *La société future ne doit être rien d'autre que l'universalisation de l'organisation que l'Internationale se sera donnée* : éliminons donc l'autorité, les hiérarchies, dont ne peut naître l'égalité. Que ce soit aux fédérations de décider de leur avenir, en se rencontrant dans un congrès général, dont la convocation est urgente.

La *Circulaire de Sonvilier* mettait au grand jour la crise qui couvait dans l'Internationale. Si les discussions et les résolutions de la Conférence de Londres étaient restées incomplètement connues et rarement comprises dans toute leur portée, les fédérations étaient maintenant tenues de prendre position et de se définir.

Pendant quelques mois encore, la situation ne sera pas claire : les uns croient qu'il faut choisir de se ranger sous la bannière du Conseil de Londres ou sous celle d'un Conseil jurassien concurrent, d'autres publient des informations non vérifiées ou même, ingénument, les opinions de leurs adversaires. La plupart sont partagés entre le désir intense de l'unité de la classe ouvrière, de l'unicité de son organisation, et la nécessité de se détacher d'une tendance qu'ils n'acceptent pas. La théorie de l'autonomie conjugée au fédéralisme avait pu être adoptée par tous lors de la fondation de l'AIT, comme lien indispensable entre les groupements hétérogènes – sur les plans politique, économique, social – qui la constituaient. Maintenant que certains voulaient imposer leur organisation et leur programme, fallait-il essayer de sauvegarder ce lien fragile à l'intérieur de l'Internationale, ou bien fallait-il se mettre en dehors et créer une nouvelle organisation ? La discussion durera jusqu'après le Congrès de La Haye, l'automne suivant. Sur l'heure, toutes les réponses des fédérations nationales ou régionales sont affirmatives : oui, il faut convoquer un congrès général, ou du moins tout mettre en œuvre pour que celui de 1872 ne soit pas escamoté comme le précédent.

9. *La Révolution sociale*, 14 décembre 1871.

L'écho du congrès, la constitution de la Fédération jurassienne, l'autonomie des contacts internationaux ne furent pas non plus sans importance dans le pays. De la stimulation de ces événements naquit un regain d'activité, et dans les semaines qui suivirent le congrès quelques sections se reconstituèrent; d'autres apportèrent leur adhésion à la nouvelle Fédération. Les effectifs cependant n'atteignirent jamais ceux de 1870, année où les sections des Montagnes comptaient 726 membres: en 1873, l'époque la plus florissante, la Fédération jurassienne avait à peine 400 membres.

On ne peut cependant comparer simplement les chiffres, qui selon les situations peuvent avoir des significations diverses. À la fin des années soixante, les premières grèves et les premières victoires avaient rallié un grand nombre d'ouvriers qui voyaient dans l'Internationale un moyen de lutte pour obtenir des avantages matériels. Le Congrès de Bâle avait marqué la première rupture entre les partisans de Coullery et ceux de Bakounine, qui avait fait la connaissance des ouvriers des montagnes neuchâteloises quelques mois auparavant. Le programme commençait à se préciser: abolition de la propriété foncière, collectivisation des instruments de production, opposition à l'État. L'activité de l'Alliance à Genève et celle des *intimes* de Bakounine dans le Jura devait encore le radicaliser, appelant à la lutte contre toutes les formes d'autorité.

Les ouvriers horlogers du val de Saint-Imier et de Neuchâtel avaient bien senti la nécessité de s'organiser, en cette période de concentration industrielle, de crise de débouchés, de naissance du socialisme. Ils voulaient vivre mieux, recouvrer des libertés et une aisance dont ils avaient été spoliés; ils n'en étaient pas pour autant révolutionnaires. Quand une organisation passe d'une forme syndicale à l'activisme, à une plus grande conscience, à des exigences extrémistes, elle change de fonction, et son recrutement change en même temps. La Fédération jurassienne gardera tout au long un double caractère d'organisation de la classe ouvrière – avec ses fédérations de métiers et ses caisses de résistance – et de noyau révolutionnaire – avec ses sections de propagande, ses journaux et ses théoriciens.

Aussi son influence ne peut-elle être mesurée simplement en chiffres. Le *Bulletin de la Fédération jurassienne*, son nouvel organe fondé en février 1872, ne tirera jamais à plus de 600 exemplaires, mais il a une audience dans une dizaine de pays; les adhérents sont quelque 300, dans une quinzaine de sections, dont certaines ne se manifestent guère tandis que d'autres abritent fréquemment le comité fédéral jurassien, voire le Bureau fédéral international après 1872. Autour de la Fédération proprement dite existent d'autres organisations qui peuvent mobiliser quelques centaines de personnes, en particulier les fédérations de métiers et les cercles d'études.

Cette dualité de l'organisation n'a jamais, à ma connaissance, été discutée à l'époque; c'est plus tard, depuis la Deuxième Internationale, et tout au long de l'histoire de l'anarchisme et du syndicalisme, qu'elle sera ressentie comme un problème important. Que choisir, entre le nombre et la qualité des militants? Guillaume écrira, en 1875, qu'il préfère gagner à sa cause les hommes les plus actifs plutôt que de voir adhérer en bloc des sociétés ouvrières à l'Internationale. Pour d'autres en revanche, l'Association doit embrasser tous les ouvriers organisés. L'organisation de l'Internationale est donc une préoccupation constante: nous l'avons vu et le verrons à propos du débat sur la coopération en 1870, lors de la Commune de Paris, dans des textes de Bakounine, dans les questions de solidarité internationale, lors des premières expériences de propagande par le fait. L'idée, en particulier, de l'Internationale comme modèle de la société future donne lieu à de nombreuses controverses, jusque dans les congrès internationaux.

L'hiver 1871-1872 permet aux Jurassiens de reprendre haleine et d'assurer leurs positions. L'amélioration de la situation économique (c'est une période favorable pour l'horlogerie, le chômage n'est plus une crainte constante) est propice au développement et à l'implantation des sections, sans que leur activité soit très combative autrement que dans les discours. Les fédérations de métiers s'organisent, en particulier celle des graveurs et guillocheurs qui parvient à réunir Genevois et Jurassiens, réformistes, autoritaires, collectivistes et communistes. Son congrès tenu en mars à Genève

se borne toutefois à formuler des règles générales de la profession, et écarte la question de l'entrée dans l'Internationale; mais deux semaines plus tard une grève éclate à La Chaux-de-Fonds, et trois cents graveurs et guillocheurs se voient appuyés par les deux organes concurrents de l'Internationale en Suisse, *l'Égalité* d'Outine et le *Bulletin* de Guillaume.

La constitution définitive de la Fédération jurassienne donne à ses partisans les plus actifs l'occasion de débattre des grands thèmes politiques et économiques pour préciser leur pensée. Une période de calme relatif sur les lieux de travail permet de s'engager dans de telles discussions, et d'affiner les analyses présentées: que ce soit au sujet de la révision de la Constitution fédérale (que le peuple suisse repousse à une faible majorité en mai 1872), où le pseudofédéralisme helvétique est critiqué, ou au sujet de la situation économique du Jura, dont se préoccupe le congrès jurassien du Locle, le 19 mai. Les ouvriers de l'horlogerie sont privilégiés par rapport aux autres prolétaires, c'est donc à eux de s'organiser le mieux, de lutter le plus pour l'émancipation de la classe ouvrière, de se montrer le plus solidaires. Mais leur égoïsme corporatiste et leurs préventions petites-bourgeoises ne sont pas faciles à éliminer: il s'agit alors de trouver des modes d'action et des revendications qui ne favorisent pas la constitution d'une aristocratie ouvrière.

À l'hostilité et à l'indifférence des uns répondent l'enthousiasme et le dévouement durable de quelques autres. Ils ne sont pas nombreux, ceux que l'on voit régulièrement aux congrès, aux meetings de propagande, qui rédigent les journaux et les font vivre. Comme dans toute association ouvrière, ce sont les plus lettrés, les meilleurs orateurs dont on voit apparaître le nom; d'autres probablement travaillent dans l'ombre, mais leur adhésion est rarement de longue durée. La présence des proscrits de la Commune est un encouragement; ces derniers ont le prestige de leur passé, mais ce sont aussi des militants dévoués et constants.

D'autres contacts se nouent avec la Suisse allemande, malgré les divergences profondes avec Greulich, Bürkli et leurs amis qui ont pour but la constitution d'un parti socialiste et le développement

de la législation ouvrière. Ce sont eux pourtant qui proposent aux internationaux de Suisse romande la constitution d'une Fédération régionale suisse. Les Jurassiens, échaudés par les expériences récentes, refuseront; ils préféreront arguer – si paradoxal cela soit-il en Suisse – des particularismes et des dissemblances géographiques pour conserver leur organisation chèrement acquise, et encourageront la constitution d'une Fédération suisse allemande.

## 5. LA CONSÉCRATION DE LA RUPTURE

Les relations, tant personnelles que militantes, sont loin de s'arrêter à la Suisse. La Circulaire de Sonvilier a été envoyée à toutes les Fédérations de l'Internationale, et demande une réponse: celle-ci sera presque unanimement favorable.

En Espagne, les premières sections ont été fondées par Fanelli, un Italien émissaire de Bakounine qui y avait passé une partie de l'année 1868; des militants espagnols, Sentiñon, Albarracin, ont séjourné dans le Jura et s'y sont fait des amis. La crise qui paraît toucher la Fédération madrilène (le Conseil général y a envoyé Lafargue, gendre de Marx, pour contrer ce qu'il appelle les manœuvres des bakouninistes) n'est qu'une crise de gouvernement et reste limitée aux cercles dirigeants; la masse des adhérents (et s'il est un lieu où l'Internationale ait jamais été une organisation de masse, c'est bien l'Espagne) reste fidèle aux premiers programmes, à l'autonomie et à la décentralisation.

En Italie, il n'existe pas de fédération avant le mois d'août 1872, mais des sections ont commencé de se former et se détachent de l'influence de Mazzini, après la violente réponse que Bakounine a adressée à ses critiques contre la Commune de Paris. Là aussi les Jurassiens ont des amis sûrs en Cafiero, Costa, Pezza, même si leur ardeur juvénile leur fait un peu peur.

En Belgique et en Hollande, où des grèves très dures et des combats de longue haleine ont été menés, la situation est moins claire. César De Paepe, l'ami fidèle, se déclare en fin de compte du



côté du Conseil général; mais les siens rejeteront néanmoins les décisions de la Conférence de Londres et réclameront qu'un congrès révise les statuts et la politique de l'AIT.

En France enfin il n'y a que des sections clandestines, dont le nombre et la force sont difficiles à estimer. Celles avec lesquelles les communards de Suisse sont en relations sont bien à leurs côtés; en revanche, la grande section Ferré de Paris et les Bordelais sont avec le Conseil général, où siègent plusieurs blanquistes exilés à Londres.

Voilà pour les pays où l'Internationale est implantée. Quant à l'Allemagne, où elle est interdite et poursuivie, c'est le seul pays où commence à se former un parti ouvrier au sens que lui donne Marx.

Ainsi, quelques mois après la Conférence de Londres, lors de laquelle on avait cru en finir avec les menées autonomistes et les *prétendues scissions*, la majorité des Fédérations s'élèvent contre les tendances centralisatrices du Conseil général. Non pour faire sécession, ni même pour changer la structure de l'AIT: elles demandent simplement que les statuts originels soient respectés, qu'un congrès général soit convoqué, qu'une discussion ouverte et démocratique s'instaure.

Marx et Engels ne devaient pas trouver bien solide la majorité qui les avait suivis à la Conférence de Londres, puisqu'ils emploient ce même hiver 1871-1872 à développer leur critique du bakouninisme et leur dénonciation des prétendues manœuvres de l'Alliance. C'est d'une part en Espagne que l'on s'applique à découvrir les machinations des adhérents à la société secrète, volontairement confondue avec les autres Alliances publiques, ses sœurs jumelles il faut bien le dire. C'est ensuite par la rédaction d'une nouvelle communication, *Les prétendues scissions dans l'Internationale*, pamphlet de la même eau que les précédents. C'est enfin dans la préparation du Congrès général de 1872, avec le choix d'un lieu éloigné de Suisse – La Haye –, l'évaluation du rapport des forces et l'élaboration de l'ordre du jour.

On peut se demander pourquoi Marx et Engels accordaient tant d'importance à l'Alliance. Nous avons déjà relevé la mutuelle incompréhension dans laquelle se tenaient Marx et Bakounine, l'incapacité dans laquelle ils se trouvaient de discuter sérieusement

de leurs programmes et de leurs stratégies. Il est hors de doute que Bakounine se plaisait à organiser des sociétés secrètes – comme il voyait des complots dans le moindre mouvement de ses adversaires, qu’il cherchait à se rallier des militants dans les cercles d’intimes et les fraternités qu’il semait sur son passage. Qu’il ait voulu diriger l’Internationale, en devenir le maître incontestable, c’est fort improbable; mais comme tout théoricien, comme tout idéologue, il tenait à ce qu’elle fasse sien son programme.

À peine avait-il fait ses *adieux solennels et publics* à la bourgeoisie en démissionnant de la Ligue pour la paix et la liberté qu’il entra, en 1868, dans l’AIT, en y fondant une section un peu particulière, l’Alliance internationale de la démocratie socialiste. D’international, l’Alliance n’avait guère que quelques adhérents de par le monde, et un projet universel; mais elle existait surtout par sa section de Genève, forte d’une centaine de membres en 1868-1869, dont un grand nombre d’ouvriers du lieu et une minorité de «travailleurs de la pensée». La lecture des procès-verbaux des séances de l’Alliance en donne une image bien innocente: comment le Conseil général s’imagina-t-il qu’elle menaçait de mettre l’Europe à feu et à sang, de détourner les ouvriers de leur tâche première – la conquête du pouvoir politique, de faire dévier l’AIT de ses buts? L’eût-elle voulu qu’elle n’en aurait d’abord pas eu les moyens.

À la pâleur des procès-verbaux répondent cependant les témoignages des transfuges, comme Becker, à qui le programme athée et immoral de l’Alliance fait peur, qui l’accusent de semer la discorde parmi les travailleurs au lieu d’œuvrer à leur unité et à leur émancipation.

Mais lorsque Marx, Engels, Lafargue et Outine reprirent ces accusations à l’égard de l’Alliance, ils ne pouvaient ignorer qu’il s’agissait là de détails, et qu’ils n’atteignaient pas Bakounine dans le fond de son argumentation. Le problème politique est incomparablement plus important: pour les marxistes, le premier devoir du prolétariat est de former un parti, de participer aux organes politiques – Parlements – de la société bourgeoise pour les critiquer, les transformer, et finalement prendre le pouvoir. Bakounine

n'ignore pas l'importance de la politique, mais il lui donne un sens radicalement différent:

Les ouvriers [...] n'entrent dans l'Internationale et ne s'y organisent d'abord que dans un but éminemment pratique, celui de la revendication solidaire de la plénitude de leurs droits économiques contre l'exploitation oppressive de la bourgeoisie de tous les pays. Remarquez que par ce seul fait – inconscient, si vous voulez, d'abord – le prolétaire se place déjà, sous un double aspect, dans une situation très décisivement, mais aussi très négativement, politique. Il détruit d'un côté les frontières politiques et toute la politique internationale des États, en tant que fondée sur les sympathies, sur la coopération volontaire et sur le fanatisme patriotique des masses asservies; et, de l'autre, il creuse l'abîme entre la bourgeoisie et le prolétariat, et place ce dernier en dehors de l'action et du jeu politique de tous les partis de l'État; mais, en le mettant en dehors de toute la politique bourgeoise, il le tourne nécessairement contre elle. [...]

Nous voyons donc que ces deux mots, conscience politique, dès leur origine même et à travers tout le développement de l'histoire, ont deux sens absolument différents, opposés selon les deux points de vue également opposés auxquels on se plaît de les envisager. Du point de vue des classes privilégiées, ils signifient conquête, asservissement, et organisation telle quelle de l'État en vue de l'exploitation des masses asservies et conquises. Du point de vue des masses, au contraire, ils signifient révolte contre l'État et, dans leur dernière conséquence, destruction de l'État. Deux choses, comme on le voit, tellement différentes qu'elles sont diamétralement opposées.<sup>10</sup>

Pour qui veut voir la classe ouvrière s'organiser de manière unique, sous une direction chargée d'exprimer sa conscience encore confuse, suivre un programme préétabli – parce qu'historiquement déterminé – qui la fera d'étape en étape se rapprocher du pouvoir, de telles idées sont inadmissibles. Bakounine est, même si lui-même le nie, un concurrent et, comme tel, insupportable.

À première vue il est facile à attaquer, avec ses théories indémonstrables, son enthousiasme aveuglant, les faiblesses de son raisonnement; de plus, l'Alliance sous ses diverses formes peut être considérée comme une manœuvre objectivement fractionniste, et

10. *Œuvres*, t. IV, p. 436.

donc en désaccord avec les principes de l'AIT. Mais Marx et Engels ont beau mettre le doigt sur les faits, dénoncer les fractions, le cercle des partisans de Bakounine ne cesse de s'étendre et de mettre en cause la ligne que le Conseil général voudrait voir suivre à l'Internationale.

Il faut donc frapper plus fort, et bon gré mal gré utiliser ces moyens mêmes que l'on reproche aux bakouninistes: les amis fidèles envoyés en émissaires, l'interprétation extrémiste des Statuts, les explications fallacieuses, jusqu'à la calomnie. À Bâle Bakounine avait préparé le terrain, cherché à se rallier le plus grand nombre de mandats au congrès; Marx et Engels feront de même trois ans plus tard. En effet, ils fixent d'abord le lieu du congrès à La Haye, ville où Bakounine ne peut se rendre, empêché qu'il est de traverser la France et l'Allemagne. Ils font appel aux leurs, délégués du Conseil général, sociaux-démocrates allemands et Français obéissants qui fabriqueront pour l'occasion des mandats de sections inexistantes. Ils se font apporter suffisamment de mandats en blanc pour s'assurer une confortable majorité. Enfin, ils prévoient à l'ordre du jour d'abord la question politique – rendant obligatoire la participation à la politique parlementaire –, puis l'exclusion des *alliancistes*.

L'annonce du congrès provoque un tollé parmi la majorité des Fédérations. Les Jurassiens ne désirent pas à tout prix se détacher du Conseil général, ils veulent essayer encore une fois de sauvegarder l'unité de l'Internationale. En juin, ils ont envoyé leurs cotisations régulières à Londres, où elles ont été acceptées. Mais leurs efforts pour changer le lieu du congrès et son ordre du jour restent vains.

La réaction des Italiens, qui viennent de se constituer en fédération régionale, est plus vive: ils déclarent rompre tout lien avec le Conseil général, boycotter le congrès de La Haye et se rendre à Neuchâtel à la même date pour y rencontrer les fédérations « anti-autoritaires » et se réunir autour d'un programme commun. Malgré l'accord entre Bakounine et ses jeunes amis italiens, les Jurassiens s'opposent à ce plan: si vraiment l'entente est impossible à La Haye, alors nous songerons à nous regrouper; mais c'est au congrès même qu'il faut nous imposer, demander la révision des statuts et la réduction des pouvoirs du Conseil général. C'est surtout

Guillaume qui joue les conciliateurs. Toujours préoccupé d'unité, cherchant le champ d'action le plus large possible, repoussant (en public) les étiquettes, il ne veut pas de rupture brusque, surtout il ne veut pas être accusé d'avoir cherché cette rupture.

En fin de compte se trouveront réunis à la Haye quarante délégués formant la majorité, dont seize membres du Conseil général, et vingt-cinq formant la minorité autonomiste, dont cinq membres du Conseil général, où le conflit a aussi éclaté. D'emblée les Espagnols et les Jurassiens, qui contestent le mode de représentation, décident de participer à la discussion mais de s'abstenir systématiquement dans les votes. Guillaume, qui ridiculise à plaisir dans son compte-rendu les mandats et les mandants des délégués de la majorité, assure qu'il aurait été facile pour son propre camp aussi de se procurer quelques mandats factices et de renverser les votes. *Mais nous dédaignâmes l'emploi de ces moyens; ce n'était pas en grossissant de quelques unités le nombre de ses votes que la minorité devait chercher à prouver la légitimité de ses revendications. Que la « minorité » comptât plus ou moins de voix, il était certain qu'elle seule représentait les Fédérations régulièrement constituées, les Fédérations vivantes, la véritable Internationale; et le Congrès de La Haye, préparé pour étouffer la manifestation de l'opinion de ces Fédérations, ne pouvait être et ne fut en effet qu'un attentat contre l'Internationale.*

Les débats se passent dans une atmosphère équivoque, dans la semi-conscience d'un malheur, ou de la fin proche. Ainsi, après trois longues journées passées à vérifier les mandats, le premier point de l'ordre du jour traite des pouvoirs du Conseil général; le résultat paradoxal de la discussion est que d'une part ses pouvoirs vis-à-vis des fédérations sont élargis, mais que d'autre part son siège est transféré à New York, ce qui revient à lui ôter presque tout pouvoir. La minorité ne cache pas son plaisir à voir ses adversaires se quereller entre eux, blanquistes d'un côté, partisans de Marx de l'autre.

Le deuxième point de l'ordre du jour tend à introduire dans les statuts la fameuse résolution de la conférence de Londres rendant obligatoire l'action politique. Mais cette fois les internationaux visés, les *abstentionnistes* jurassiens, sont là pour plaider leur cause; et

Guillaume expose brièvement les idées collectivistes et fédéralistes, puis la distinction entre la politique positive préconisée par la conférence de Londres et la politique négative, destructrice du pouvoir politique, des autonomistes. Ce discours, maladroit et enchevêtré autant que les procès-verbaux aient pu le faire connaître, ne convainc guère ses adversaires et augmente encore la tension qui règne.

Dès le début du congrès, on avait mis en question l'Alliance et ses œuvres, et constitué une commission chargée d'enquêter à ce sujet. Le rapport de la commission n'est connu que sous une forme rédigée plus tard, et par d'autres; les conclusions émises à La Haye affirment que l'Alliance a existé, hésitent à dire si elle existe encore et si elle a eu une action nocive dans l'AIT, et proposent d'en exclure les meneurs présumés: Bakounine, Guillaume, Schwitzguébel, accompagnés de quelques comparses. Au vote tout formel qui s'ensuit, seuls Bakounine et Guillaume trouvent suffisamment d'adversaires pour être solennellement exclus de l'AIT. Mais on savait bien que les dés étaient pipés; et dès avant le vote les délégués restants de la minorité, qui se sont réunis les jours précédents à plusieurs reprises, donnent lecture d'une déclaration commune: ils ne désirent pas, disent-ils, la scission et continueront d'entretenir avec le Conseil général des rapports administratifs; mais les rapports entre les fédérations elles-mêmes seront directs et continus, la solidarité effective selon les principes de l'autonomie fédéraliste. Une telle prise de position ne pouvait que hâter la fin: l'exclusion de Bakounine et de Guillaume sera suivie, l'année d'après, de la suspension de la Fédération jurassienne puis de toutes celles qui se solidarisent avec elle, suspensions prononcées par le Conseil général fantôme de New York.

Adhémar Schwitzguébel seul avait trouvé grâce devant les délégués au congrès; en fait on était en droit de lui reprocher les mêmes manœuvres clandestines et fractionnistes qu'à Bakounine et Guillaume; il avait été, contrairement à ce dernier, membre de l'Alliance de la démocratie socialiste depuis 1869. Mais il est ouvrier, actif dans son métier et dans son village de Sonvilier; il s'est

moins affiché dans les polémiques ou les pamphlets que ses amis; c'est donc difficile de le déchoir de sa qualité de membre de l'AIT. On avait atteint les têtes; les comparses pouvaient survivre.





## CHAPITRE TROISIÈME

### I. LE PACTE DE SAINT-IMIER

La minorité du Congrès de La Haye ne se tenait pas pour battue, sachant qu'elle représentait un grand nombre de Fédérations de l'Internationale. Aussi décida-t-elle de tenir, sitôt après, le congrès anti-autoritaire que réclamaient les Italiens, et de se réunir à Saint-Imier le 15 septembre 1872.

Si l'on savait pouvoir compter sur les Jurassiens, il fallait néanmoins préparer le congrès avec quelques éléments sûrs; et c'est à cela que Bakounine et des intimes s'occupèrent en se réunissant secrètement à Zurich dans les jours précédant immédiatement le congrès. La section slave de Zurich était toute prête à recréer une organisation secrète; les Italiens, qui la rejoignirent, voulaient fonder une nouvelle Internationale proprement anarchiste et révolutionnaire. Enfin, revenant de La Haye, les délégués espagnols, Cafiero – qui avait assisté au congrès sans être délégué – et Schwitzguébel étaient depuis longtemps dans l'intimité de Bakounine et avaient participé à l'une ou à l'autre de ses sociétés secrètes.

Quant à Guillaume, prétextant des obligations professionnelles, il était rentré directement à Neuchâtel. Bien qu'il fût fondamentalement d'accord avec Bakounine, il n'aimait guère les complots, ni surtout le formalisme – statuts, rituels, codes – dont celui-ci entourait les réunions de ses amis. Il croyait à la possibilité d'une vaste organisation du mouvement ouvrier; un programme trop révolutionnaire, une rupture trop radicale avec l'ancienne Internationale changeraient le caractère même de l'association et lui aliéneraient, pensait-il, un grand nombre de travailleurs. C'était la *coterie marxiste* qu'il fallait isoler, et non les tenants des principes fédéralistes et autonomistes, seuls capables de faire revivre l'Internationale.

C'est dans cet esprit qu'il essaya d'influencer le congrès jurassien, qui se réunit à Saint-Imier quelques heures avant le congrès inter-

national. Le mandat qui déléguait Guillaume et Schwitzguébel à ce dernier congrès ne comportait que deux points: le premier rejetait les résolutions de La Haye et les pouvoirs autoritaires du Conseil général, et affirmait vouloir travailler à l'établissement d'un pacte fédératif et libre entre toutes les Fédérations qui voudraient y contribuer; le second reconnaissait en particulier *aux compagnons Bakounine et Guillaume leur qualité de membres de l'Internationale et d'adhérents à la Fédération jurassienne*.

Le congrès international de Saint-Imier ouvre la série des congrès de ce que l'on appellera l'« Internationale anti-autoritaire ». L'histoire n'en a guère gardé le souvenir, et ne connaît l'AIT que jusqu'en 1872. Or, si le congrès avait été le prélude à une longue agonie de l'« Internationale marxiste », une autre organisation, plus modeste, plus restreinte, mais qui vécut presque aussi longtemps que la précédente, était en train de naître, tissant des liens étroits entre les ouvriers de plusieurs pays d'Europe et du Nouveau Monde. À Saint-Imier se réunirent des délégués espagnols, italiens, français, jurassiens; le communard Lefrançais avait reçu un mandat des sections américaines. Le jeu était joué d'avance, soit par ceux qui constituaient la minorité à La Haye, soit par la réunion secrète de Zurich. À La Haye, Guillaume avait réussi déjà à faire admettre l'idée du libre choix et de l'autonomie sans que l'on parlât d'anarchisme; à Neuchâtel, il s'était finalement rallié Bakounine, en lui démontrant l'impossibilité de fonder une sorte d'« Internationale anarchiste »: les Espagnols ne pouvaient sans mandat prendre de décision, le mandat du congrès jurassien ne le permettait pas non plus, les Anglais et les Belges étaient absents et seraient sûrement en désaccord. Seuls les Italiens, et peut-être les jeunes Russes de Zurich, souhaitaient une autre tactique; mais ils participaient déjà à l'organisation secrète qui venait de se fonder, et se rallièrent finalement, en tant que délégués, à l'opinion des autres groupes du congrès. Le congrès italien de mars 1873 n'ira d'ailleurs pas plus loin, et il faudra attendre quelques années pour que le programme anarchiste de Costa, Cafiero, Malatesta et leurs amis soit plus largement accepté parmi les sections italiennes.

Le Congrès de Saint-Imier s'en tint donc généralement à la déclaration de la minorité, qui avait été contresignée à La Haye par les délégués d'Espagne, de Belgique, du Jura, par deux Hollandais et un Américain – les Anglais étaient déjà retournés à Londres et les Italiens n'étaient pas représentés, comme nous l'avons vu. Les quatre résolutions votées le 15 septembre font date; pendant très longtemps, elles seront des références constantes pour les anarchistes et certains syndicalistes révolutionnaires.

Si la première résolution ne fait que repousser les décisions du Congrès de La Haye, avec les mêmes arguments qu'auparavant; si la quatrième affirme une fois de plus la nécessité de la statistique du travail et de l'organisation universelle de la résistance, proposant de nommer une commission d'étude de ces problèmes, la deuxième résolution pose déjà les bases d'un pacte de solidarité entre les présents: *1. Les Fédérations et sections... auront entre elles des communications et une correspondance régulière et directe tout à fait indépendantes d'un contrôle gouvernemental quelconque. 2. Lorsqu'une de ces Fédérations ou sections se trouvera attaquée dans sa liberté, soit par la majorité d'un Congrès général, soit par le gouvernement ou Conseil général créé par cette majorité, toutes les autres Fédérations et sections se proclameront absolument solidaires avec elle. [Les délégués] proclament hautement que la conclusion de ce pacte a pour but principal le salut de cette grande unité de l'Internationale, que l'ambition du parti autoritaire a mise en danger*<sup>11</sup>. Le « contrôle gouvernemental » est bien évidemment celui du « gouvernement » de l'Internationale; l'obsession des rédacteurs leur aurait-elle fait oublier les possibilités de censure et de répression qu'ont leurs gouvernements nationaux ?

La troisième résolution pose en quelques lignes les principes fondamentaux sur lesquels se sont greffés les conflits dans l'Internationale: la nature de l'action politique du prolétariat. Il vaut la peine de la citer en entier, pour les raisons qu'elle donne et le parallèle qu'elle trace entre l'autorité dans l'Internationale et le pouvoir politique:

11. *Bulletin de la Fédération jurassienne*, 17-18, 15 sept. – 1<sup>er</sup> octobre 1872.

Considérant:

Que vouloir imposer au prolétariat une ligne de conduite ou un programme politique uniforme, comme la voie unique qui puisse le conduire à son émancipation sociale, est une prétention aussi absurde que réactionnaire;

Que nul n'a le droit de priver les sections et fédérations autonomes du droit incontestable de déterminer elles-mêmes et de suivre la ligne politique qu'elles croiront la meilleure, et que toute tentative semblable nous conduirait fatalement au plus révoltant dogmatisme;

Que les aspirations du prolétariat ne peuvent avoir d'autre objet que l'établissement d'une organisation et d'une fédération économique absolument libres, fondées sur le travail et l'égalité de tous et absolument indépendantes de tout gouvernement politique, et que cette organisation et cette fédération ne peuvent être que le résultat de l'action spontanée du prolétariat lui-même, des corps de métier et des communes autonomes;

Considérant que toute organisation politique ne peut rien être que l'organisation de la domination au profit d'une classe et au détriment des masses, et que le prolétariat, s'il voulait s'emparer du pouvoir, deviendrait lui-même une classe dominante et exploitante;

Le congrès réuni à Saint-Imier déclare:

1. Que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat;

2. Que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui;

3. Que, repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire.

Ce sont ces derniers paragraphes surtout qui resteront dans la mémoire des anarchistes.

Mais l'Internationale anti-autoritaire n'allait pas en faire, pendant les quelques années de son existence, un principe obligatoire. La position de Guillaume prévalut: c'est le pacte de solidarité et les relations autonomes entre les Fédérations qui comptent le plus, quelle que soit finalement leur attitude vis-à-vis du pouvoir

politique. Au Conseil fédéral anglais, qui leur écrit que les internationaux d'Angleterre croient à l'utilité de l'action politique et que par elle ils ont obtenu leurs meilleurs résultats, ajoutant que les compagnons jurassiens seraient arrivés à la même opinion s'ils vivaient dans le même milieu, le comité fédéral du Jura répond, en novembre 1871, que l'idée ne lui viendra jamais de blâmer ceux qui suivent une tactique différente, exigée par les conditions du milieu: *Si vous viviez dans les républiques suisses, sous nos institutions démocratiques dans la forme, institutions grâce auxquelles le peuple, qui se croit libre, ne s'aperçoit pas de sa servitude économique, et se laisse docilement embrigader par les charlatans politiques qui ont besoin de lui pour escalader le pouvoir; – si vous viviez dans ce milieu-là, vous éprouveriez sans doute comme nous le besoin de protester contre l'immorale comédie du suffrage universel, et de répéter aux ouvriers de notre pays que la première chose à faire, pour travailler à leur émancipation, est de se débarrasser des intrigants politiques qui cherchent à escamoter les questions sociales et que, pour se débarrasser d'eux, le moyen le plus simple est de leur refuser leurs votes.*

De même que le fédéralisme suisse n'est qu'une caricature, au service de l'État, du véritable fédéralisme basé sur les communes, de même, la démocratie directe suisse ne donne qu'un pouvoir illusoire à l'ouvrier, car l'État est aux mains des puissances d'argent, du patronat, les lois sont faites à son profit, et participer à ses institutions c'est faire le jeu de la bourgeoisie. Dépossédé du produit de son travail, de tout pouvoir sur son travail, l'ouvrier l'est aussi des affaires publiques; ses intérêts ne sauraient être représentés ni auprès du patron ni auprès de l'État; le seul moyen d'émancipation, c'est l'organisation et l'éducation du prolétariat, en dehors de tout cadre institutionnel de la société bourgeoise, et jusqu'à la révolution.

Mais il est des ouvriers chez qui règne encore l'illusion du parlementarisme, qui croient devoir lutter pour le suffrage universel et la représentation ouvrière dans les parlements. Que les prolétariats d'Allemagne et d'Angleterre fassent donc l'expérience; une fois ces prétendus avantages acquis, ils s'apercevront qu'ils ne leur servent à rien, et qu'il faut se battre sur un autre terrain. Ainsi même la

Suisse est démystifiée, qui avait servi si longtemps de modèle aux démocrates des autres pays européens: la démocratie bourgeoise n'est pas l'émancipation des travailleurs.

Les résolutions du congrès de Saint-Imier et la constitution d'un lien fédératif entre les Fédérations de l'Internationale – et les groupes nouveaux qui viendraient se joindre à elles – marquent la rupture cette fois-ci définitive avec le Conseil général. Celui-ci d'ailleurs n'est plus qu'un fantôme depuis qu'il a été transféré à New York, puisqu'aucune organisation réelle ne lui a fait allégeance, puisqu'il est manipulé de Londres, puis abandonné par Marx et Engels, puisque l'AIT sous sa forme orthodoxe cesse d'exister en 1876 mais qu'elle était moribonde depuis 1872. Il ne nous paraît donc pas nécessaire de nous arrêter aux derniers sursauts d'autorité de Sorge, le nouveau secrétaire – suspendant puis excluant la Fédération jurassienne et ceux qui soutiennent ses déclarations – ou aux ultimes conflits avec Outine à Genève, Lafargue en Espagne, ou enfin au dernier de la série des pamphlets anti-bakouninistes, *L'Alliance de la démocratie socialiste et l'AIT*.

Les conflits subsistent, en Suisse même, entre la Fédération jurassienne d'une part, les Zurichoïses et le *Schweizerischer Arbeiterbund*, comme nous le verrons plus loin, d'autre part; ils portent alors sur des questions de fond, sur la stratégie même de l'action ouvrière. Les relations internationales des Jurassiens, en revanche, sont moins alourdies de conflits, et les contacts se nouent plus nombreux et plus intenses avec les fédérations d'autres pays. En effet, les délégués italiens et espagnols à Saint-Imier vont faire ratifier par leurs fédérations, au courant de l'automne, le pacte de solidarité. Les Belges, peu après avoir reçu le texte des résolutions, l'approuvent formellement; plusieurs sections françaises, en relations personnelles avec des proscrits de la Commune en Suisse, et malgré les difficultés que leur impose la clandestinité, s'affilient directement à la Fédération jurassienne; les Hollandais lui envoient leur soutien fraternel à l'annonce de sa suspension par le Conseil général; enfin les Anglais, se séparant des autres sur la question politique, adhèrent eux aussi au pacte de solidarité.

Pendant cinq ans ces fédérations vont constituer une force réelle, si différentes soient-elles. Les Italiens et les Espagnols se disent ouvertement anarchistes, ils suscitent et soutiennent les insurrections populaires spontanées qui se produisent dans leur pays depuis 1873, ils représentent véritablement la classe ouvrière en formation à côté de groupes socialistes ou « marxistes » négligeables. En Belgique et en Hollande, ce sont les fédérations de métiers qui se développent, et bientôt les partis ouvriers ou socialistes nationaux prendront plus d'importance que l'Internationale. En Angleterre, les sections de l'AIT s'étiolent depuis 1873, moins à cause des divergences entre centralistes et fédéralistes qu'à cause de la nature même du mouvement ouvrier anglais.

Il faut éviter par ailleurs que se répète le quiproquo qui avait fait croire aux internationaux italiens, au printemps 1872, qu'il s'agissait de choisir entre le Conseil de Londres et celui de Sonvilier. Le Bureau fédéral international, organe de liaison renouvelé chaque année, sera choisi à plusieurs reprises dans les Montagnes, mais sans qu'il soit jamais permanent ni composé des mêmes personnes. La Fédération jurassienne gardera une réputation et une audience qui lui donneront dans l'Internationale une place plus importante que celle qu'elle aurait dû occuper par son nombre: c'est une des plus petites fédérations, avec 250 à 300 membres, tandis que les Espagnols seront jusqu'à 50 000. Que son importance ait tenu à la valeur de quelques militants ne veut pas dire qu'ils se soient posés en leaders, en concurrents du premier Conseil général: simplement, comme tout groupe politique, ils cherchaient à faire avaliser leurs idées par le plus grand nombre possible d'organisations.

## 2. LA REVOLUTION PAR LA STATISTIQUE

Le congrès annuel de la Fédération jurassienne a lieu à Neuchâtel, le 27 avril 1873. C'est le premier qui se tient depuis les congrès de La Haye et de Saint-Imier, le premier depuis que la Fédération jurassienne n'est plus victime d'ostracisme mais qu'elle a su au

contraire catalyser le mouvement d'une partie de la classe ouvrière européenne.

Elle n'en est pas devenue plus forte, ni plus menaçante pour l'ordre établi en Suisse. Sa propagande se fait par la parole: les journaux, les conférences, les cercles d'études sociales sont, à côté des caisses de résistance, les armes principales de ces doux révolutionnaires. Si quelque agitation se produit, c'est sur des sujets de politique générale, ou contre des élections; mais les mouvements ouvriers de revendication sont pratiquement inexistants. Aussi ne faut-il pas voir dans les sections du Jura le fer de lance de la lutte anti-capitaliste, la terreur des patrons horlogers du lieu. L'image de l'anarchiste *sans modération ni pitié* que donne d'eux le *Journal de Genève* ne correspond guère à la réalité. Au radicalisme, à la violence, à l'extrémisme de leur langage correspond une pratique sage, calme, organisatrice, joyeuse parfois. Les réunions de propagande ne manquent pas de commencer par des pique-niques et des promenades, et de finir en chansons. Quoi de plus naturel: les distractions ne sont pas fréquentes dans les bourgades des Montagnes, la nature y est belle. Et puis la révolution ne sera-t-elle pas une fête, ne transformera-t-elle pas les relations personnelles? Enfin, il faut proposer aux ouvriers des distractions plus saines que les cafés où l'on se ruine en buvant de l'absinthe et en jouant au billard, ou les sociétés patriotiques qui défilent au son du tambour.

En réalité, les réunions des sections de la Fédération ou des cercles d'études sociales se font plutôt remarquer par leur sérieux que par leurs bamboches. Le révolutionnaire modèle, pour Schwitzguébel, passe son temps libre en meetings et assemblées, consacre l'argent du café aux caisses de résistance, ses soirées à la lecture du *Bulletin*. On retrouve dans la plupart des mouvements révolutionnaires cette sorte de puritanisme, d'ascétisme: c'est pour les plus malheureux que nous voulons changer le monde, il faut donc partager leur sort et appliquer une stricte morale révolutionnaire.

L'importance de la Fédération jurassienne tient plus à la critique sociale et politique, à l'attention prêtée à tout ce qui concerne le mouvement ouvrier, qu'à la lutte ouverte contre le capital. C'est



là que réside, en fait, tout le poids historique de la Première Internationale: dans la rencontre de Marx avec le mouvement ouvrier, qui lui permit de vérifier ses hypothèses et de faire progresser sa théorie; dans l'échange d'informations international, qui donna lieu à la réflexion et à la comparaison; dans l'expérience de formes d'organisation, éphémères pour la plupart mais qui suscitèrent la discussion et les confrontations, la mise en forme de tendances jusque-là inexprimées.

Le rapport de Guillaume au congrès jurassien est à cet égard bien caractéristique. Depuis 1866, une grande importance a été donnée dans l'AIT à la statistique du travail. En février 1867, la section de Sonvilier avait publié les premiers résultats d'une «enquête ouvrière», qui détaillait les salaires des ouvriers horlogers et le coût de la vie, insistant sur la nécessité de l'organisation des *fabricants, patrons et ouvriers* afin de faire face à la crise et d'éviter la baisse des salaires par l'afflux de main-d'œuvre. Les congrès de l'Internationale devaient à plusieurs reprises charger le Conseil général d'une enquête statistique générale, qui devait être le moyen de connaître la situation des ouvriers dans ses moindres détails et, par là, de fonder scientifiquement la société égalitaire et l'organisation du travail par les travailleurs eux-mêmes. Mais l'ambition démesurée de cette enquête, le manque de moyens de recensement, la réticence de certains et, peut-être, la simple paresse des sections à répondre allaient laisser le tout à l'état de projet.

La statistique est considérée alors comme la science sociale par excellence. Si elle doit apporter des réponses objectives aux problèmes économiques et sociaux, il n'en est pas moins vrai que les questions posées reflètent les conceptions sociales de ceux qui les élaborent et que l'utilisation des résultats varie aussi selon les rapports sociaux que l'on veut voir s'établir. Marx le sait bien, quand il choisit les faits qu'il expose et analyse. Guillaume et Bakounine sont marqués par l'esprit positiviste de l'époque et de la science sociale naissante: une statistique juste et complète, irréfutable, sera la réponse aux problèmes du marché du travail, de la détermination de la valeur d'échange. *Ce sera*, dit Guillaume

dans son rapport, *la statistique qui deviendra la base de la science sociale; ce seront ses chiffres inexorables, et non pas telle ou telle théorie élaborée par des penseurs de cabinet, qui remplaceront dans l'avenir les chartes politiques et les catéchismes religieux; c'est elle enfin qui sera le fil d'Ariane au moyen duquel l'homme pourra marcher d'un pas sûr dans le gigantesque dédale de l'organisation du travail émancipé.* Dans la société capitaliste, les détenteurs du savoir sont peu nombreux, c'est la classe au pouvoir. Une fois chaque ouvrier en possession du savoir, le pouvoir sera à tous, l'exploitation ne sera plus possible; comme si, une fois le diagnostic posé, la guérison n'était plus qu'une affaire de persévérance.

Le rapport de Guillaume est applaudi; le thème de l'enquête statistique sera repris en automne 1873 dans les deux congrès de Genève, celui des anti-autoritaires et celui des centralistes. On ne connaît pas le rapport des premiers, mais le projet d'enquête élaboré par le nouveau Conseil général de New York, qui ne dispose d'aucun moyen pour la mener à bien, rivalise de précision et de détails avec les projets antérieurs. Aucune enquête ne connaîtra même un début de réalisation. Comme s'il suffisait d'avoir exprimé ses désirs pour qu'ils deviennent des réalités; comme s'il suffisait d'écrire certaines formules pour les désacraliser. Le discours une fois prononcé prend une existence autonome, abstraite, sans que plus personne ne soit impliqué dans sa concrétisation. Les espoirs de Guillaume ne furent même pas mis à l'épreuve de la réalité: on ne connaît aucune réponse aux enquêtes proposées, encore moins de synthèse. Quand on sait la pauvreté des renseignements statistiques et économiques de l'époque, c'est un fait à déplorer. Les statistiques officielles, les recensements qui commencèrent en Suisse avec la loi sur les fabriques de 1877 disent en effet autre chose que ce que les ouvriers auraient pu dire sur leur situation propre, avec leurs catégories et leurs classifications.

On a pu dire de la statistique – les enquêtes avortées et la foi que l'on met en elle – qu'elle était un « acte manqué » de l'AIT<sup>12</sup>. Nous

12. L. MYSYROWICZ, « Karl Marx, la première internationale et la statistique », *Le Mouvement social* N° 69, 1969.

avons vu par ailleurs qu'une grande partie de la vie de la Fédération jurassienne peut se résumer en des discussions, des projets non aboutis, des utopies: on ne peut cependant les assimiler à des actes manqués. Le décalage apparent entre la pratique quotidienne ou, si l'on veut, syndicale, et la pratique théorique tient à l'ensemble des conditions historiques qui déterminent, dans les années 1870, la situation des ouvriers jurassiens, à la structure de leur société, à leurs mentalités. Dans tout mouvement, tout processus révolutionnaire, la phase de la réflexion, reprise à chaque étape, est nécessaire. Qu'on ne la considère pas comme un vain ergotage, ni comme une compensation à la révolution trop lointaine; elle est nécessaire à préciser les concepts, à affiner la critique, à vérifier les jugements antérieurs. Les mots ne deviennent dangereux que lorsqu'on se laisse prendre à leur pure sonorité.

C'est bien le propre des anarchistes d'être avant tout des propagandistes. Les apports extérieurs leur seront surtout précieux à ce titre: Bakounine d'abord, puis les premiers exilés des Communes de Paris et de province, enfin d'autres Français qui s'intégreront véritablement à la Fédération jurassienne, comme Brousse ou Reclus.

Paul Brousse (1844-1912), qui jeune étudiant avait pris part à la vie de l'AIT à Montpellier et s'était réfugié à Barcelone en 1872, s'est établi en Suisse en 1873 et n'a pas tardé à s'affilier à la Fédération jurassienne, puis à fonder des sections à Berne. Par son enthousiasme, sa promptitude à l'action, la facilité de sa plume, il devient vite un collaborateur efficace et influent du *Bulletin* et des meetings. Sa profession de chimiste et son expérience des mouvements communalistes en France et en Espagne ne le poussent pas vers l'action ouvrière et syndicale, mais plutôt vers les sections de propagande et l'action directe: il ne s'agit pas seulement de faire la révolution pour les producteurs, organisant les fédérations de métiers, mais aussi pour les consommateurs par l'établissement de communes. Les sections bernoises se créent ainsi par quartiers et par langues plus que par corps de métiers, elles sont dirigées vers la propagande et l'agitation plus que vers la résistance et l'action syndicale: Berne n'est pas une ville de grande industrie, et l'*Arbeiterbund* y rassemble

depuis 1873 une grande partie des ouvriers modérés. Aidé par sa compagne et quelques jeunes Allemands, Brousse va publier pendant un an le premier journal anarchiste en langue allemande, *die Arbeiterzeitung*. Après cette expérience, Brousse relancera la propagande vers la France, avec la collaboration de Louis Pindy, publiant en 1878 un organe clandestin, *L'Avant-Garde*.

Elisée Reclus réside en Suisse depuis 1872. Savant et géographe, il avait été emprisonné lors de la Commune de Paris et avait dû sa libération à la protestation de confrères scientifiques européens. Après un séjour de deux ans au Tessin, où il a revu Bakounine – il avait été membre d'une Fraternité secrète à l'époque de la Ligue pour la paix et la liberté, qu'ils avaient quittée ensemble –, il s'établit au bord du Léman, dans la région veveysanne. Il y poursuit ses travaux scientifiques et, a-t-on dit, contribue à raviver l'Internationale vaudoise; en fait, membre central de la Fédération (sans être rattaché à aucune section), il apporte surtout une contribution de théoricien et de conférencier, une conception de la révolution «graduelle», évolutionniste. De formation protestante, il a une morale personnelle aussi stricte que les Jurassiens, mais il n'hésitera pas à soutenir, par solidarité et par conviction, les propagandistes par le fait ou les partisans de la reprise individuelle.

Parmi les proscrits de la Commune, plusieurs participent à la vie de la Fédération jurassienne et son journal, même s'ils n'en partagent pas complètement les idées. Le vieux Charles Beslay, qui est loin d'être anarchiste, donne des conférences aux Neuchâtelois; Gustave Lefrançais vient parfois de Genève pour prendre part à des meetings. Louis Pindy (1840-1917) s'intègre, lui, totalement à la vie des sections jurassiennes; ancien commandant de l'Hôtel de ville pendant la Commune de Paris, il est devenu modeste ouvrier à l'atelier coopératif des graveurs et guillocheurs du Locle; *frivole et léger, peut-être trop, ne sachant rien prendre au tragique* (ainsi qu'il se décrit lui-même dans une lettre à Guillaume en 1908), il n'a guère le caractère des ouvriers du lieu; il restera pourtant toute sa vie dans le Jura, où il sera un des fondateurs de la Libre-Pensée.

À Genève même il existe plusieurs groupes; l'un d'eux, composé en majeure partie de proscrits, publie en 1874 une revue éphémère, *La Commune, Revue socialiste* (dès le deuxième numéro, seul le sous-titre apparaît, surmonté d'un trait noir: le titre même a été jugé séditieux par les autorités genevoises, et censuré). La section de propagande et d'action révolutionnaire socialiste, fondée en été 1871, est flanquée de cercles d'études ou groupes de propagande socialistes. Les relations de leurs membres avec la Fédération jurassienne sont élastiques; sans en faire continuellement partie, ils se tiennent au courant de ses activités et soutiennent ses actions et ses prises de position. Certains d'entre eux ayant trouvé du travail à Lausanne, en 1872, ils y ont fondé une section qui ne leur survivra guère, malgré la venue de nouveaux membres (Auguste Reinsdorf, Rodolphe Kahn) qui y seront très actifs. De même la section veveysanne, disparue depuis 1872, ne renaît en 1874 que pour quelques mois, malgré son nom prometteur de « Rénovation des bords du Léman ». À Zurich, fief du déjà vétéran Greulich, l'AIT ne s'implantera jamais plus; une seule section composée d'étudiants slaves a existé en 1872-1873, une section française se formera en 1875.

### 3. UNIONS ET DÉUNIONS

La scission qui était devenue définitive dans l'Internationale était ressentie par les uns comme nécessaire et irrévocable, par les autres comme déplorable et surmontable. Pour réaliser le grand mouvement de la classe ouvrière, il fallait évidemment unir les travailleurs, dépasser les oppositions mineures ou conjoncturelles; mais souvent les partisans de l'unité la voient comme un conglomerat autour de leur propre organisation et non bâtie sur un accord commun.

C'est ce qui devait se démontrer au congrès d'Olten du 1<sup>er</sup> juin 1873, congrès convoqué par un comité en majorité de langue allemande, dont on peut citer Johann Philip Becker (de Genève) et Herman Greulich (de Zurich) parmi les acteurs principaux. Le comité avait pour projet de réunir toutes les sociétés ouvrières

de Suisse en une organisation centrale, qui sera en effet créée à Olten sous le nom de *Schweizerischer Arbeiterbund* (Union ouvrière suisse), précurseur de l'actuelle Union syndicale. Les délégués sont presque tous de langue allemande, se rattachant à la société du Grutli, au groupe formé autour de la *Tagwacht* de Zurich, aux sections de langue allemande de Genève. Le débat tourne autour de la neutralité politique et, avec les Jurassiens, autour des notions de centralisme et de fédéralisme. La Fédération jurassienne, en effet a envoyé cinq délégués à Olten, sans fonder guère d'espoir sur ce congrès: les tendances centralistes y sont trop fortement représentées. Mais il faut profiter d'une telle réunion pour exposer les idées collectivistes et fédéralistes; et c'est pourquoi Guillaume, Pindy, Léon Schwitzguébel, Henri Wenker et Gameter se rendent à Olten.

Le dialogue n'y est pratiquement pas possible: non seulement chacun reste sur ses positions, mais encore les traducteurs trahissent les discours. À la déception des délégués jurassiens, la notion de fédéralisme n'est pas comprise; l'histoire appelée à la rescousse, les conceptions ne font que diverger plus encore. Pourtant Guillaume et ses amis exposent le plus clairement possible leur schéma d'organisation: un réseau de fédérations de métiers, coordonnées sur le plan local par l'union ouvrière locale, dans la région par la fédération régionale. La Fédération jurassienne est un exemple de cette organisation, avec ses sections locales et ses sections de métiers, elles-mêmes fédérées entre elles. En aucun cas ils ne peuvent accepter de comité directeur, d'autorité centrale: si la classe ouvrière doit s'émanciper elle-même, qu'a-t-elle besoin de chefs?

Pour les alémaniques, une organisation décentralisée, sans autorité, n'est plus une organisation, c'est le chaos, l'anarchie. De plus, la majorité des délégués veulent aménager la condition ouvrière dans l'état de choses existant; le modèle jurassien, qui de la fédération de communes et de métiers passe à l'abolition de l'État, ne les concerne pas, ils ne sont pas à même de le comprendre. La neutralité politique qu'ils posent en principe signifie en fait la confiance dans les organes de la Confédération.

C'est la première fois qu'une rencontre de ce type a lieu, si l'on excepte les congrès des fédérations de métiers, qui réunissent aussi des adversaires. Les oppositions idéologiques peuvent empêcher une organisation unitaire, elles ne doivent pas diviser la classe ouvrière. C'est ainsi que les Jurassiens, en se retirant du congrès, donnent lecture de la déclaration suivante: [...] *Nous basant sur les déclarations formelles de nos mandats, nous déclarons être prêts à nous rallier aux autres sociétés ouvrières de la Suisse, pour la formation de fédérations ouvrières locales et de fédérations corporatives régionales; mais nous ne pouvons accepter l'idée d'une Association ouvrière suisse dirigée par un Comité central. Nous garderons notre organisation fédérative actuelle, tout en assurant les sociétés ouvrières de la Suisse de notre concours le plus dévoué dans la lutte contre la bourgeoisie et de notre entière solidarité morale et matérielle sur le terrain économique.* La solidarité, le soutien des grèves n'implique donc pas l'adhésion totale: on l'avait vu en 1870 déjà, lorsque les sections des Montagnes avaient envoyé un soutien financier aux plâtriers-peintres genevois en grève tout en critiquant leur tactique et leurs revendications.

L'union ouvrière fondée au congrès d'Olten se développa d'abord parmi les ouvriers de langue allemande; elle n'empiétait pas sur le terrain de la Fédération jurassienne. Des délégués de celle-ci assistèrent fréquemment aux congrès de l'Union, et la discussion ne devait cesser qu'à la disparition des deux organisations.

D'autres discussions ont lieu au sein même de l'Internationale. La tenue d'un congrès général annuel figure dans les statuts de l'AIT. Comme le Conseil général de New York ne semble pas s'en préoccuper encore, la Fédération jurassienne décide de prendre les devants et, depuis son congrès de printemps, de proposer à *toutes les fédérations de l'Internationale de réunir le Congrès général le lundi 1<sup>er</sup> septembre 1873 dans une ville de Suisse*, le doublant d'un congrès antiautoritaire qui devrait renouveler le pacte de solidarité signé l'année précédente et assurer *le triomphe du principe fédératif dans le congrès général.*

À peine les fédérations amies ont-elles donné leur accord et chargé les Jurassiens d'organiser la réunion que le Conseil général

new-yorkais convoque lui aussi un congrès, dans la seule ville de Suisse qui lui semble possible, Genève: les internationaux fidèles au Conseil général y ont pour eux *la masse des ouvriers et un local*, écrit Sorge, *et si ces messieurs de l'Alliance venaient s'y présenter, nous les flanquerions simplement à la porte*. La participation prévue est faible, la plupart des Fédérations régionales étant suspendues pour n'avoir pas accepté les décisions des derniers congrès, ou n'ayant pas donné de nouvelles, ou enfin manquant de moyens pour envoyer un délégué. Le comité fédéral jurassien décide alors de réunir un congrès avant les « centralistes », mais dans la même ville. Et le 1<sup>er</sup> septembre 1873 se trouvent rassemblés à Genève 24 délégués de sept fédérations: Anglais, Belges, Espagnols, Hollandais, Italiens, Jurassiens, ainsi qu'une section genevoise autonome; des États-Unis est venue une lettre d'adhésion. À l'ordre du jour figurent trois points: renouvellement du pacte de solidarité et révision des statuts généraux; grève générale; organisation de la résistance et statistique.

Depuis la Commune de Paris, la répression s'est acharnée sur l'Internationale dans toute l'Europe; la faiblesse des sections ne tient pas seulement aux conflits internes de l'Association. Il n'y a guère qu'en Espagne qu'elle se développe, qu'elle est véritablement une organisation de masse. Dans les autres pays, l'organisation subsiste, mais sans activités notables. Parfois c'est qu'elle est dans une période de transition, comme en Angleterre, en Belgique et en Hollande, où les sections s'opposent à la ligne autoritaire mais ne sont pas encore déterminées pour un autre type d'organisation. Les Anglais sont partisans de l'action politique traditionnelle; le délégué hollandais a pour mandat d'assister aux deux congrès de Genève dans un esprit conciliateur; les Belges enfin, après avoir été très proches de Bakounine, sont en train d'évoluer vers une conception de l'État-ouvrier, proche de celle de la social-démocratie. Parfois, c'est que l'organisation a changé sa nature même. En Italie, où l'AIT a été fondée après la Commune de Paris et l'achèvement de l'unité nationale, les leaders sont des anarchistes révolutionnaires, qui rejettent le travail peu glorieux de l'organisation des métiers,



du regroupement des ouvriers. Selon eux, *les ouvriers se soucient fort peu des théories: ce qu'ils désirent, c'est la lutte*. Mais celle-ci n'a pas encore pris de visage radical.

Malgré ces différences, on sent que les délégués tiennent à renouveler le pacte et à tenir bien haut le drapeau de l'Internationale face à leurs adversaires. On le remarque au ton des discussions: elles sont très franches, les oppositions s'y marquent parfois violemment – comme au sujet de l'admission des travailleurs intellectuels –, les conflits d'opinion semblent parfois irréductibles, et pourtant l'unité subsiste, les votes se font à une large majorité.

Le personnage de James Guillaume apparaît ici sous un nouveau jour. Lui qui avait été le favori de Bakounine, l'idéologue de la Fédération jurassienne, il avait toujours eu une position de conciliateur, de modérateur; en stratège averti, il avait cherché les champs de lutte les plus adéquats et les points faibles de ses adversaires du Conseil général; c'était les seuls avec lesquels il était inexorable. Maintenant que cette bataille-là était gagnée, il pouvait être plus exigeant, plus dur avec les siens, faire apparaître son goût pour un certain formalisme dans la rédaction des statuts, dans le respect de l'ordre du jour, intervenir à tout moment: on n'allait tout de même pas l'accuser de jouer les autoritaires, lui qui était un des artisans de l'idée fédéraliste!

Des Italiens qui avaient pour mandat de *défendre à outrance les idées de l'anarchie et du collectivisme* à l'Anglais Hales, ancien membre du Conseil général, pour qui anarchie est synonyme de dissolution et aux Belges qui censurent le mot « révolutionnaire », le souvenir de la scission et le désir d'organiser la classe ouvrière tout entière sont cependant suffisants pour qu'ils votent ensemble la suppression du Conseil général, une nouvelle version des statuts, enfin une déclaration de solidarité *envers tous les travailleurs du monde, quelle que soit l'organisation qu'ils se donnent*. Quant à la grève générale, la discussion aboutit de façon ambiguë. La grève générale, c'est la révolution, c'est l'arrêt du travail et la reprise en mains par les producteurs de l'appareil de production. Mais elle n'est possible que si l'organisation est très ferme, en particulier si l'organisation des

corps de métiers est très développée – pour éviter que la grève ne soit que partielle. Ainsi, il faut, suivant l'exemple des Espagnols et, dans une certaine mesure, des Jurassiens, développer les fédérations de métiers locales, puis régionales, enfin internationales, les pénétrant d'une intense propagande socialiste pour que la grève dépasse la simple revendication.

Les participants au congrès de Genève représentent incontestablement une force ouvrière organisée, d'importance variable selon les pays. La Fédération jurassienne est de loin la plus faible en effectifs, mais elle est la première à s'être rebellée, c'est elle qui a inventé la réunion des anti-autoritaires; son prestige historique s'en trouve grandi. On se garde d'en faire un leader: le bureau fédéral pour l'année suivante et l'organisation du congrès de 1874 seront confiés à la fédération belge. Le prestige théorique de la Fédération jurassienne n'est pas moins grand; mais pour éviter que le congrès soit une discussion entre têtes pensantes, qu'il soit accusé de donner la prééminence aux intellectuels sur les manuels, que l'unité devienne impossible, on avait décidé de ne pas voter sur les questions de principe.

C'est pourtant lors de ce congrès que la discussion sur l'anarchie est ouverte: entre ses partisans enthousiastes et les légalistes, plusieurs délégués reconnaissent les principes de l'anarchie comme les leurs mais repoussent le terme: c'est le cas de Guillaume, c'est le cas du délégué de Hollande Van den Abeele, qui va participer ensuite au congrès « centraliste », selon son mandat qui lui demande de tout mettre en œuvre pour la sauvegarde de l'unité de l'Internationale.

Le congrès des anti-autoritaires n'eut pas l'éclat de celui de 1866 dans la même ville de Genève, lors duquel le drapeau rouge avait flotté, on s'était promené en bateau, on avait banqueté. Mais le second congrès de 1873, celui des partisans du Conseil général, allait faire encore plus piètre figure, puisqu'il ne réunit que quelques Suisses et Allemands, sans même un mandataire du Conseil général.

La majeure partie des discussions concerne le développement des partis nationaux dans les pays et régions de langue allemande, et la nécessité d'étendre cette implantation; les délégués confirment le

Conseil général dans ses pouvoirs et les anti-autoritaires dans leur ostracisme. On s'aperçoit que même au sein de ce congrès l'harmonie ne règne pas: sans parler des nouveaux venus, qui tiennent des discours sans rapport avec l'ordre du jour, plusieurs Genevois, anciens militants comme Perret ou Duval, se détachent de Becker et vont jusqu'à demander la suppression du Conseil général, qui selon eux ne fait qu'aggraver les scissions introduites par des intellectuels dans les rangs de l'Association. Ils se manifestent timidement, par une brochure peu diffusée, par des circulaires individuelles; mais c'est vraiment là la fin de la Fédération romande, le comité genevois a aussi peu de sections avec lui que le Conseil général new-yorkais a de fédérations.

Le *Journal de Genève*, organe de la bourgeoisie éclairée, ne s'y trompe pas qui voit dans ces derniers, les internationaux orthodoxes, des bourgeois et des conservateurs (venant de sa part, ce sont des compliments) et dans les premiers *des révolutionnaires à tous crins qui veulent la ruine, des fanatiques du bouleversement social et des anarchistes... sans modération ni pitié* (19 septembre 1873).

#### 4. L'ORGANISATION

Le congrès fédéraliste de Genève avait recommandé aux internationaux de s'organiser par corps de métiers. Il existait déjà en Suisse romande plusieurs organisations de ce type, en particulier la fédération des graveurs et guillocheurs, et celle des monteurs de boîtes-or, constituée en 1869. Ces fédérations permettent de rassembler les ouvriers sur une base plus large que les sections de l'Internationale, d'éviter aussi les conflits du «sommet». Certes, elles perdent en radicalité ce qu'elles gagnent en nombre: elles sont généralement confinées à un type d'action corporative (contrôle de l'emploi, limite du nombre des apprentis, caisses de résistance et de secours mutuels), la grève y est utilisée dans des buts purement revendicatifs (augmentation des salaires, diminution des heures de travail) et la transformation de la société y est rarement envisagée.

Cependant c'est un lieu où la discussion est possible, où l'exposé des principes de l'Internationale a parfois de l'effet, où les techniques d'action peuvent être expérimentées après avoir été élaborées dans les cercles d'études sociales ou les sections de propagande. C'est enfin une réalisation proprement fédéraliste, et par conséquent une mise à l'épreuve.

Il arrive fréquemment que le comité de la fédération soit dépassé par ses sections, qui déclenchent une grève en prenant juste le temps de l'avertir, sans passer par la procédure de consultation des autres sections. Mais il arrive aussi que l'on renonce à une grève parce qu'une action plus urgente se produit dans une autre localité ou dans un autre métier. Ainsi le rapport du comité des graveurs et guillocheurs, en 1874, relate ce qui s'est passé les deux années précédentes: la section de Boudry déclenche une grève pour obtenir la journée de 10 heures, sans attendre l'approbation des autres sections. À peine obtient-elle satisfaction que les graveurs de Saint-Imier décident d'exiger une augmentation de salaires. Leur action n'a pas de suite, car au même moment les graveurs de Genève demandent la journée de 9 heures; à son tour cette grève est renvoyée en raison de celle des bijoutiers de Genève, *une des plus terribles et des plus longues que nous ayons vues*, qui épuise les ressources des Genevois.

Et le comité fédéral, par la voix de son secrétaire Louis Jeanrenaud, de La Chaux-de-Fonds, de proposer les considérations suivantes à la réflexion de ses compagnons: *Lorsqu'un mouvement se prépare dans une localité, s'il est bien appuyé par les membres, il devient irrésistible; une espèce de fièvre d'impatience s'empare de tous et les événements se précipitent. Si l'on réussit, tant mieux, les fautes sont effacées par le succès; mais si l'on ne réussit pas, c'est alors que ces mêmes fautes deviennent grosses aux yeux de tous, et que des arrière-pensées de reproche naissent dans les esprits.*

La fin de l'année 1873 sera essentiellement consacrée, dans le Jura, à l'organisation de fédérations de sociétés ouvrières dans chaque localité. Le modèle fédéraliste peut être appliqué de deux manières: dans un même métier, pour relier les groupes des différentes villes,

ou dans une même localité, pour relier les différentes sociétés de métiers. Il s'agit aussi de faire adhérer les sociétés ouvrières locales à l'Internationale; car on est à nouveau dans une époque de crise, après un début d'année prometteur. La crise vient des États-Unis, crise de liquidités provoquée par le boom de la construction ferroviaire, et l'on sait qu'une industrie comme la montre, presque entièrement destinée à l'exportation, est étroitement dépendante de la situation économique internationale, et d'une sensibilité extrême aux mouvements conjoncturels. En période de crise la production baisse, les ouvriers horlogers ne travaillent généralement plus que quelques jours par semaine, et leurs revenus s'en ressentent naturellement. La réaction vis-à-vis de l'Internationale peut être de deux sortes: ou bien l'on se rend compte de la nécessité d'une résistance organisée, d'une union des travailleurs, et certains groupes nouveaux adhèrent, au moins temporairement, à la Fédération jurassienne; ou bien le manque d'argent et le découragement poussent à la désaffection.

Les deux phénomènes se produisent à cette époque dans le Jura, où la Fédération atteint pourtant les effectifs les plus élevés qu'elle ait jamais connus. Les adhésions de crise sont parfois de courte durée, et les sociétés de métiers créées dans l'hiver 1873 ou qui entrent à la Fédération jurassienne ne subsisteront pas toutes longtemps. C'est parmi les ouvriers les plus qualifiés et les mieux lotis (graveurs et guillocheurs, monteurs de boîtes) que les adhésions sont les plus nombreuses; d'autre part, il n'y a aucune section de métier qui ne soit dans l'horlogerie: un James Guillaume, publiciste, un Gustave Jeanneret, peintre, un Fritz Robert, architecte, sont des exceptions, et ne font partie que des sections centrales ou de propagande, comme plusieurs Communards à Genève ou au bord du Léman.

En décembre 1873, les monteurs de boîte de La Chaux-de-Fonds se mettent en grève pour s'opposer à la baisse des salaires. Le *Bulletin* relève alors que par temps de crise une grève locale risque d'échouer, tandis que s'il y a une organisation internationale de solidarité elle aura plus de chances de réussir. Il faudrait donc que les horlogers du Jura soient alliés aux ouvriers des États-Unis, puisque c'est de là que vient la crise.

L'étude des crises et de leurs causes, qui fait à cette époque l'objet d'une brochure de Schwitzguébel, aura-t-elle des résultats concrets? Au congrès de La Chaux-de-Fonds en avril 1874, Pindy au nom du comité fédéral déclare que *notre fédération n'a cessé de prospérer depuis un an [...] L'idée vraiment révolutionnaire socialiste fait des progrès sérieux et rapides parmi le prolétariat des deux continents*; mais il relève aussi que la nécessité d'une révolution économique n'est comprise en Suisse que d'un nombre restreint de travailleurs. Aussi les actions internationales coordonnées resteront-elles à l'état de projet; ce n'est que dans les années 1890 que la lutte pour la journée de huit heures prendra, avec les grèves et les manifestations du Premier Mai, un caractère international réel.

Mais entre 1873 et 1875 se développe dans le Jura un type d'action que l'on peut qualifier de syndicale: grèves, meetings, constitution de sociétés de résistance. La solidarité se développe en paroles et en actes. *Nous l'avons dit souvent*, écrit Guillaume (*Bulletin*, 20.12.74), *l'utilité de la grève n'est pas tant dans les petits avantages matériels obtenus aujourd'hui et reperdus le lendemain; elle est avant tout dans l'agitation qu'elle crée et qui facilite le groupement des ouvriers, dans le sentiment de solidarité qu'elle éveille, enfin dans la conscience qu'elle fait naître, chez des ouvriers restés jusque-là indifférents, de l'opposition de leurs intérêts avec ceux du patron*. Et même si ce n'est qu'une minorité qui prend conscience et qui agit, cette minorité pourra à l'occasion jouer le rôle de détonateur, déclencher un mouvement général, à condition bien sûr qu'elle ne se pose pas en élite, qu'elle ne cherche pas à prendre le pouvoir et à exercer une domination quelconque sur la masse des travailleurs.

À cet égard, toutes les expériences et tous les problèmes du monde ouvrier sont intéressants, et ils revêtent une grande importance dans les colonnes du *Bulletin de la Fédération jurassienne*; c'est une des qualités qui lui confèrent, et à la Fédération par contre-coup, une telle audience internationale. La polémique avec les « autoritaires », qui prenait une grande place depuis deux ans, cède le pas à une information plus généreuse, d'où la critique n'est jamais absente; mais aussi, l'on est plus tolérant à l'égard des Belges, des Anglais et

surtout des Allemands, dont le parlementarisme n'encourt plus les foudres hebdomadaires des collectivistes. Ce qui compte, c'est que l'on se garde des solutions légales, de la collaboration aux institutions de l'État, à la législation, à la justice, où les bourgeois seront toujours gagnants et qu'ils utiliseront toujours de manière répressive. Mais la situation de la classe ouvrière par rapport à la politique peut varier d'un pays à l'autre: les Belges élaborent une conception de l'État populaire mais ne se posent même pas la question du vote, n'ayant pas le suffrage universel et ne cherchant pas à l'acquiescer. Les Allemands envoient les leurs dans les Parlements, mais c'est pour dénoncer publiquement la futilité de ces derniers et contredire sans cesse les députés bourgeois; les représentants ouvriers se font fréquemment emprisonner, et leur prétendue immunité bafouée est un argument de plus pour les socialistes.

C'est en Espagne que les luttes sont les plus authentiques, les internationaux les plus nombreux – des dizaines de mille –, la répression la plus violente et la clandestinité la mieux observée: l'interdiction de l'Internationale a renforcé la solidarité, suscité des réseaux parallèles de résistance et d'information, et les congrès se tiennent sans défordre. Réaction inverse en Italie: déjà au congrès de Genève les positions «outrancières» avaient pris le dessus; avec la répression qui s'accroît, les jeunes Italiens, Caffero, Costa, Malatesta, Pezza, ne songent plus qu'à des insurrections populaires, à des communes et à des barricades. Malheureusement, relève Bakounine avec mélancolie, nous avons oublié de compter avec les masses, qui n'ont pas voulu se soulever... Et les coups de force se terminent invariablement par l'arrestation ou l'exil des meilleurs.

Plus que tout autre journal international de l'époque, le *Bulletin de la Fédération jurassienne* informe, traduit, commente; d'où une grande part, vraisemblablement, de sa popularité. Il est bien dommage que l'on ne connaisse rien de sa distribution, car les archives administratives n'existent plus; mais on sait qu'il tirait au plus à 600 exemplaires, pour trois à quatre cents membres de la Fédération; on peut estimer ainsi que près de la moitié du tirage allait à l'étranger. Rappelons que *La Solidarité* diffusait aussi près

de 600 exemplaires en 1870, dont 477 en Suisse. On verra même, en 1875, le *Bulletin* agrandir son format, alors que la crise approche; jusqu'au dernier moment, il observera une périodicité et un nombre de pages réguliers (quitte à publier, à l'occasion et de plus en plus fréquemment, des extraits d'ouvrages, des écrits de la Révolution française et de la Commune, des feuilletons), pour s'arrêter d'un seul coup lors du retrait de Guillaume, en mars 1878.

Autant les événements internationaux ont de l'importance pour les Jurassiens, autant les Espagnols, les Italiens, les Français, les Belges attendent les commentaires et les jugements du *Bulletin*. Si la Fédération jurassienne n'existait pas, la fragile unité de l'Internationale « anti-autoritaire » serait probablement condamnée; mais, entre ceux qui regrettent le parlementarisme et ceux qui rêvent de plaies et de bosses, elle fait entendre la voix d'une raison anarchiste, d'une modération révolutionnaire, et plus l'unité est menacée plus elle appelle à la tolérance et au respect du pluralisme. Une fois les pires adversaires – Marx et consorts – écartés, il n'y a plus d'ennemis mortels au sein de la classe ouvrière, même les sociaux-démocrates allemands sont jugés avec bienveillance.

C'est en Suisse que la polémique continue, en particulier avec l'*Arbeiterbund* suisse allemand, soutenu par les anciennes sections allemandes de l'AIT, et son organe, la *Tagwacht*. Car ceux-ci se sont laissés prendre au pire des pièges, celui de la pseudo-démocratie helvétique. Lorsqu'il s'agit de réviser la Constitution suisse, lorsqu'il s'agit de limiter la journée de travail ou de réglementer le travail dans les fabriques, les socialistes de l'*Arbeiterbund* préconisent toujours la solution de la législation, du bulletin de vote. Les bafouages et les humiliations que les gouvernements cantonaux ou fédéral leur font subir – échecs électoraux, refus de leur prêter la salle d'un Grand Conseil, application malveillante des lois sociales – n'ébranlent pas leur foi dans la démocratie à la mode helvétique, valeur plus élevée pour eux que le socialisme. Pour les internationaux, les membres de l'*Arbeiterbund* sont définitivement compromis avec les bourgeois; pour les syndicalistes, la fédération fait fausse route et vit dans l'utopie. Une évolution se fait jour cependant, traduite par le



passage de toute une fraction de la société du Grutli au socialisme, et aussi par le salut fraternel envoyé de plus en plus fréquemment aux internationaux en congrès. Les Jurassiens ne les repoussent pas, qui attirent à leurs côtés des sociétés de résistance et des fédérations ouvrières nombreuses – dans un rayon géographique limité – qu’il s’agit d’amener aux idées collectivistes et fédéralistes, à l’anarchie.

L’équivoque entre d’une part la théorie d’une organisation révolutionnaire destinée seulement à détruire l’État et à établir les grands principes du collectivisme et du fédéralisme, et celle d’autre part d’une organisation formant dès à présent le cadre et le moteur de la société future, cette équivoque ne sera jamais résolue. La tentation persiste de voir, comme l’écrivaient les internationaux belges en 1869, *les institutions actuelles de l’Internationale au point de vue de l’avenir : L’Internationale offre déjà le type de la société à venir, et [...] ses diverses institutions, avec les modifications voulues, formeront l’ordre social futur. [...] Que dans chaque commune il s’établisse une section de l’Internationale, et la société nouvelle sera formée, et l’ancienne s’écroulera d’un souffle*. Et pourtant l’on ne cesse de répéter que, lorsque l’État sera aboli, tout recommencera à neuf, aucune institution du passé ne devra garder une autorité quelconque.

Voir dans l’organisation de l’AIT – en sections et fédérations, locales et régionales ou par métiers – le schéma de la société future, c’est oublier d’abord qu’elle est née comme un organe de lutte, d’autodéfense, comme instrument de la classe ouvrière à un moment de son évolution (si disparate fût-elle), et sans avoir prétendu à une vocation universelle et permanente. Mais les organes inventés ont des aspects séduisants, et il est tentant, surtout dans la propagande, de les présenter comme autant d’embryons de la société future. Le syndicalisme révolutionnaire ne fera pas autre chose, dans les années 1896-1910, quand il présentera le syndicat comme la cellule de base de la société après la révolution.

À d’autres occasions, lorsqu’ils sont interrogés sur la société future, les anarchistes répondent: elle sera ce que vous en ferez, de toutes les manières que vous la voudrez; une fois l’autorité abolie, les rapports entre les hommes seront simples et limpides,

le produit de son travail reviendra au producteur qui en disposera à sa guise, vous inventerez de nouvelles formes de vie en commun. Les interlocuteurs ne sont guère satisfaits ni de l'une ni de l'autre réponse: si la subsistance d'institutions de l'ancien monde fait craindre la bureaucratie et la sclérose, tout laisser à l'imagination et à la spontanéité paraît éluder la question de l'organisation future. Une autre issue consiste à construire une utopie, qui représenterait une des multiples possibilités d'une société affranchie: c'est ce qui s'est fait dans des articles des *Almanachs du peuple*, parus de 1870 à 1873 à Saint-Imier. Enfin, reste la solution de compromis, celle qui pose quelques traits généraux auxquels il faudra se tenir, mais reconnaît que tout n'est pas prévisible: c'est ce que fera Guillaume dans les *Idées sur l'organisation sociale*, brochure écrite à la demande des compagnons italiens en 1874 et éditée dans le Jura en 1876.

Pour les plus orthodoxes, toute prévision de l'avenir, toute qualification de l'anarchie est une atteinte au principe anti-autoritaire; d'aucuns pourront les accuser de dogmatisme parce qu'ils refusent de voir évoluer des principes fondamentaux posés une fois pour toutes. Vers 1876 se dégage un nouveau concept, celui du communisme anarchiste: rejetant le collectivisme (au producteur le produit intégral de son travail), trop imprécis et matériellement inapplicable, les anarcho-communistes déclarent la nécessité de la mise en commun du produit du travail aussi bien que des instruments de production: c'est à *chacun selon ses besoins*, ce sera la prise au tas. Ceux qui sont restés fidèles au collectivisme leur reprochent d'apporter là une précision superflue, et surtout prématurée: il faut une longue éducation, une longue expérience de la collectivité pour que la mise en commun des produits du travail soit possible, pour qu'elle ne risque pas de faire renaître le goût du profit et de l'accumulation. L'idée collectiviste est la plus simple possible, ce sera aux travailleurs après la révolution de décider, en situation, comment elle sera appliquée; les collectivistes ne s'occupent pas de la répartition: *Une fois le travailleur en possession de l'instrument de travail, tout le reste devient d'une importance secondaire; les moyens*

*pratiques d'arriver à une répartition équitable sont laissés à l'appréciation de chaque groupe.*

Pour les collectivistes, le « communisme anarchiste » vient se greffer comme une adjonction superflue et se pose en adversaire d'autres solutions: tant et si bien qu'il conduira à des actions individuelles de prise au tas, et jusqu'au terrorisme, considéré comme de bonne guerre. Ce n'est pas dans le Jura en premier lieu que ces tendances divergentes apparaissent: en Italie, les tentatives d'insurrection, les incendies d'archives villageoises devant permettre la répartition des biens *hic et nunc*, sont inspirés des principes du communisme anarchiste. En Espagne, la tolérance entre les tenants des deux lignes subsiste, si différentes soient-elles; mais elles seront la cause du déclin de l'Internationale.

Cette double tentation – la construction a priori de la société future, et le refus de prévoir le lendemain de la révolution – sera exprimée au congrès international de Bruxelles, en septembre 1874, lors de la discussion de la première question de l'ordre du jour: *Par qui et comment seront faits les services publics dans la nouvelle organisation sociale?* Le délégué belge César De Paepe, qui a été proche de Bakounine un certain temps, mais qui déjà au congrès de Bâle disait avec les « marxistes » que la propriété collective devait revenir à l'État, présente un long rapport circonstancié dans lequel, après avoir énuméré les différents services publics actuels, il expose à quels organismes ils devront revenir dans la société future: Commune ou État, vantant les avantages de la centralisation, admettant la nécessité d'une période transitoire de dictature pour forcer les corps de métiers à s'organiser et à se fédérer; mais si la propriété individuelle est abolie, le salaire reste individuel dans le système proposé par De Paepe.

L'État donc subsiste, investi certes de nouvelles tâches et en perdant d'autres – l'armée, les cultes, et surtout la domination capitaliste – mais conservant son caractère d'autorité dernière, de coordination des communes fédérées. Pour les collectivistes anarchistes – à Bruxelles, les délégués français, espagnol, jurassien –, cette proposition est inacceptable à double titre: d'une part, parce

que le nom d'État ne peut subsister, d'autre part et surtout parce que la question même des services publics est mal posée.

S'agit-il d'une simple querelle de mots ? Ce que De Paepe attribue à l'État, les Jurassiens l'attribuent volontiers à la fédération des communes. Mais le terme *État* recouvre tout ce que les anarchistes honnissent, l'autorité, la domination d'une classe, l'exploitation des masses, l'organisation politique. De même, écrit Guillaume, qu'à la philosophie rationaliste de la nouvelle société on ne donnera plus le nom de religion, de même ne reconstituez pas l'État pour l'avoir aboli. Et Schwitzguébel répondant à De Paepe : *quelle différence entre votre ordre futur et l'ordre actuel ? Ce seront tout simplement les ouvriers qui seront au pouvoir et non plus les bourgeois. On aura fait ce que la bourgeoisie a fait de la noblesse. Or, une fois la propriété collective établie, il faut que les relations entre hommes soient déterminées par des libres contrats, et non par une autorité centrale; ce que le rapport belge nomme État, même s'il ne détient pas à l'origine cette autorité, il se l'appropriera et s'imposera à ses sujets.*

L'objection fondamentale de certains anarchistes à De Paepe réside dans le refus de la question même. Comment déterminer au préalable ce qui sera et ce qui ne sera pas service public, et de quelle manière ces services seront organisés ? Pour Faust, un des délégués allemands de l'*Allgemeiner Arbeiterverein*, il n'y a pas de différence entre un cordonnier et un terrassier, tous deux fournissent un service à la communauté. Pour Schwitzguébel, les deux principes de la propriété collective des instruments de production et de l'autonomie des individus et des groupes sont nécessaires et suffisants, il n'y a pas lieu de se préoccuper plus avant de l'organisation de certains aspects de la vie future.

Après les tentatives révolutionnaires de 1873, la répression s'est aggravée en Espagne contre les internationaux. Il en a été de même en Italie après les insurrections manquées de Bologne et des Pouilles, en août 1874. À tel point que les fédérations des deux pays demandent que l'AIT ne tienne pas de congrès en 1875. Cette proposition rencontre aisément l'accord des autres fédérations, qui ne pourraient décemment parler de la croissance de l'AIT et du

développement des idées anarchistes à travers le monde. Déjà le congrès de Bruxelles, en septembre 1874, avait réuni à peine seize délégués, dont dix Belges, et malgré le désir intense, qui subsistait depuis le congrès de 1873, de sauvegarder l'unité d'une importante partie du mouvement ouvrier, les discussions avaient commencé à montrer de profondes divergences dans la théorie et dans l'action.

L'Internationale est toujours interdite en France, et les rares sections clandestines qui sont en relation avec quelques-uns des leurs en Suisse – en particulier avec Paul Brousse et Louis Pindy – ne sont pas représentatives du mouvement ouvrier français. Celui-ci est pratiquement désorganisé, et il faudra attendre l'amnistie pour voir se réformer des associations qui regroupent plus qu'une poignée d'individus. En Belgique, le mouvement ouvrier se renforce, mais il est pris entre des tendances divergentes (sans toutefois qu'il y ait conflit): César De Paepe se rapproche d'un socialisme à l'allemande, avec un État providence coiffant les travailleurs organisés; il a avec lui la majorité des Flamands, tandis que la puissante Fédération de la Vallée de la Vesdre défend les thèses anarchistes et fonde sur elles sa propagande.

En Allemagne règne aussi un désir de rapprochement. Les deux partis socialistes, lassallien et eisenachien, qui vont s'unifier au congrès de Gotha en 1875, font tous deux des ouvertures aux ouvriers organisés d'Europe. On avait vu Faust et Frohme, deux lassalliens, au congrès de Bruxelles de l'AIT en 1874; les manifestations et congrès importants reçoivent généralement les saluts amicaux des Allemands, qui vont jusqu'à admettre qu'on puisse avoir de l'action politique une conception différente de la leur. Enfin le programme de Bebel et de Liebknecht, lorsqu'ils sont élus au Reichstag en 1874 et qu'ils se proposent de critiquer le parlementarisme et la légalité bourgeoise dans leurs sanctuaires mêmes, est applaudi par les Jurassiens et leurs amis.

Le congrès général de 1875, projeté à Barcelone, mais auquel les Espagnols doivent renoncer, est donc renvoyé d'une année, et le Bureau fédéral international reste dans le Jura après consultation des fédérations affiliées. Les Jurassiens ont d'autres préoccupations,

en cet été 1875. Depuis 25 ans, le réseau des chemins de fer en Suisse s'est implanté, et on se met à l'élargir; mais il s'agit alors de passer les montagnes et le tunnel du Gothard va être le premier des grands tunnels de Suisse. C'est une entreprise genevoise, dirigée par l'ingénieur Louis Favre, qui s'est chargée des travaux. La plupart des ouvriers sont italiens, ce qui à l'époque est un fait rare: les travailleurs étrangers en Suisse sont 150 000, chiffre déjà élevé, mais la plupart sont allemands, autrichiens, français; les Italiens ne viendront en masse dans les professions du bâtiment et des travaux publics qu'après 1888.

Les conditions de travail au Gothard, comme dans tout chantier de haute montagne, sont pénibles: travail continu en équipes dans un tunnel où la poussière et les gaz asphyxient, vie en baraques d'hommes entassés, cherté de la vie, manque d'installations d'hygiène, de loisirs, de vie sociale, isolement. Et les ouvriers qui ont accepté de faire ce travail ont bien entendu l'intention d'économiser autant que possible pour envoyer de l'argent à leurs familles. Les salaires sont décents pour l'époque, et le temps de travail – 8 heures – moins long qu'ailleurs. Mais les conditions sont dures, l'aéragé du tunnel en particulier est insuffisant et les mesures de précaution rarement observées. Aussi les ouvriers de Goeschenen se mettent-ils en grève, le 27 juillet, pour demander que les équipes travaillent six heures au lieu de huit. Une entreprise de travaux publics de ce type ne supporte guère de s'interrompre; dans l'agitation de la journée du 27, probablement pris de peur, l'ingénieur Favre demande au gouvernement uranais d'envoyer la troupe pour rétablir l'ordre; selon la coutume, il lui paie les frais. Le canton d'Uri n'a pas de miliciens en service, il n'a pas une armée bien nombreuse ni un corps de police suffisant; on trouve cependant une trentaine d'hommes que l'on habilte, arme et envoie sur le lieu de la grève. Ils y sont évidemment mal reçus; et comme ils ne sont forts que de leur inexpérience et de leurs fusils, c'est ces derniers qu'ils brandissent contre les ouvriers groupés à l'entrée du tunnel. Ceux-ci leur répondant à coups de pierres, les soldats ouvrent le feu – délibérément? par mégarde? – ce qui stoppe l'agitation. On

ramassera quatre morts et dix blessés sur ce triste champ d'honneur, et la police emmènera treize prisonniers. Les ouvriers qui n'ont pas d'organisation mûre ni aucune directive extérieure abandonnent le combat, certains quittent le pays.

Triste bilan: c'est la première fois, en Suisse, que l'armée tire sur des grévistes. Elle avait déjà été appelée à intervenir précédemment, mais on n'avait pas eu à déplorer de morts ni de blessés. La bourgeoisie bat des mains; quant aux sociétés ouvrières, elles gardent pour la plupart un respect craintif envers l'armée et, si elles critiquent les excès, la simple idée d'une tactique antimilitariste ne les effleure pas. Pourtant, déjà en 1869, lorsque le conseil d'État vaudois avait appelé l'armée pour faire cesser la grève du bâtiment à Lausanne, Samuel Rossier et ses compagnons de la section internationale de Vevey avaient décidé de refuser de servir en pareil cas; ils aimaient mieux, disaient-ils alors, faire quelques jours de prison à Chillon que d'aller porter le fusil dans une armée qu'on fait servir à maintenir l'exploitation de la bourgeoisie. Ils avaient demandé à l'Internationale d'organiser ce refus dans toutes les sections de Suisse, mais on n'entend plus parler de ce projet jusqu'en 1875.

Après les événements de Goeschenen, c'est le comité de la fédération des graveurs et guillocheurs qui cherche à organiser la lutte antimilitariste, s'opposant à l'armée en tant que gardienne de l'ordre intérieur: *Paysans et ouvriers, vous formez l'immense majorité de l'armée suisse, mais vous représentez aussi le travail du peuple. Lorsque, dans une de nos cités, dans l'un de nos vallons, les ouvriers réclameront une augmentation de salaires, une réduction d'heures de travail, une amélioration quelconque dans les conditions de leur existence, si la grève présente quelque caractère d'agitation, c'est le travailleur que l'autorité appellera pour loger du plomb dans le ventre de son frère en souffrance. [...] Si la République est encore autre chose qu'un mot, le peuple s'organisera pour s'opposer à la transformation de nos milices en mercenaires du capital.*

*Compagnons des différentes organisations ouvrières! Nous vous proposons une entente formelle sur l'attitude générale à prendre en cas d'intervention militaire dans les cas de grève (Bulletin, 31 oct. 1875).*

Le comité allait immédiatement se faire désavouer par les sections de graveurs et de guillocheurs, à tel point qu'il dut démissionner. Ainsi l'armée pouvait, impunément, continuer de fusiller les grévistes. Seule la voix du *Bulletin* s'élevait de temps à autre pour dénoncer les mensonges du militarisme et la fausse gloire de l'armée.

## 5. BAKOUNINE, LES DERNIÈRES ANNÉES

Bakounine avait participé au congrès de Saint-Imier, en septembre 1872, comme délégué de la fédération italienne: c'est la dernière fois qu'il devait participer publiquement à une réunion de l'AIT. Il avait espéré un temps, avec ses amis italiens, que le congrès de Saint-Imier saurait constituer une nouvelle Internationale vraiment anarchiste, avec un programme rigoureusement collectiviste; c'est de cela qu'il avait été question à la réunion secrète tenue à Zurich entre intimes, quelques jours avant le 15 septembre. Mais, de retour à Neuchâtel, il avait retrouvé Guillaume qui avait su le gagner à son point de vue: il fallait confirmer l'union entre les fédérations opposées aux pouvoirs et aux abus du Conseil général, si disparates fussent-elles, en retrouvant l'esprit qui avait présidé à la fondation de l'Association internationale des travailleurs.

Ce sont ces termes que Bakounine défendra au premier congrès des anti-autoritaires, et qui finalement rallieront toutes les fédérations importantes de l'Internationale.

En Suisse, il ne fallait guère s'attendre à un mouvement révolutionnaire; et puis les Jurassiens étaient là, sur qui l'on pouvait compter pour défendre les principes collectivistes et dénoncer les déviations politiques ou centralistes du mouvement ouvrier. Seulement, Bakounine ne pouvait pas s'établir ailleurs; il lui fallait un point fixe où l'on pût venir le voir et d'où il serait tenu au courant des événements importants dans le Jura, en Italie et en Russie. C'est ainsi que le 22 octobre 1872, il retourne à Locarno, où il passera presque entièrement les quatre dernières années de sa vie.



À peine est-il rendu qu'il apprend la nouvelle de l'extradition de Netchaïev, arrêté à Zurich par la police suisse. Triste fin d'une triste histoire: la Suisse livre donc des réfugiés politiques? Cette affaire n'est pas sans conséquences pour les socialistes russes en exil. La section slave de Zurich est loin d'être homogène, mais ses membres – Ross, Oelsnitz, Holstein, Ralli – sont des amis de Bakounine à l'époque. Pour essayer d'unifier l'opposition russe, ils entrent en contact avec Pierre Lavrov, qui rédige alors à Paris un journal radical. Lavrov et Bakounine se sont opposés longtemps; mais on peut peut-être trouver un terrain d'entente, et lors de son passage en Suisse, Lavrov rencontre les jeunes internationaux de Zurich. Bakounine prévoyait la rencontre d'un œil critique, et son échec le confirmera dans ses prévisions. Mais cela l'encouragera aussi à se remettre au travail et à écrire des études sur la situation en Russie et le mouvement révolutionnaire. Ce sont ses amis mêmes qui le lui demandent; ils ont acheté un matériel d'imprimerie et se mettent à publier brochures et ouvrages au prix d'efforts démesurés, puisqu'aucun d'eux n'est typographe. Malgré des déboires, c'est grâce à eux que Bakounine publiera le seul ouvrage complet de sa vie: *Étatisme et anarchie*, paru à Genève et Zurich en 1873, en russe. Il y examine l'histoire récente de l'Allemagne et de la Russie, critique les politiques des divers pays européens et les tentatives d'organisation ou d'insurrection ouvrières, trace enfin les grandes lignes de ce que devrait être la Russie et l'action des Slaves pour y parvenir.

Entre temps, le groupe de Zurich a connu des difficultés intérieures, tant matérielles (autour de la presse et du projet de constituer une bibliothèque révolutionnaire) qu'idéologiques. Ross, un des plus proches amis de Bakounine et le propriétaire de l'imprimerie, se rend en consultation à Locarno; en septembre, Bakounine rencontre les autres à Berne, avec lesquels il rompt définitivement. C'est la fin de son activité visible pour la cause slave; il reverra Ross, il recevra la visite de révolutionnaires russes dans les années qui suivent, il aura jusqu'aux derniers moments ses confidentes russes Alexandra Weber, Marie Reichel, mais il ne publiera plus rien.

Depuis un an, il ne s'était pas occupé que de la Russie: s'il résidait à Locarno, c'était entre autres pour être en relations étroites avec les internationaux italiens. Après son évasion de Sibérie, en 1862, et ses aventures picaresques au service de la cause polonaise, il s'était établi en Italie de 1864 à 1868, où il avait collaboré à l'édification d'une doctrine socialiste italienne. L'admiration que Garibaldi lui portait, ses critiques clairvoyantes à Mazzini avaient commencé de lui donner une audience. En 1871, lorsque l'Internationale se structure enfin en Italie et que Mazzini adresse ses basses critiques à la Commune de Paris, Bakounine compose le pamphlet fracassant, réédité à de nombreuses reprises: *La théologie politique de Mazzini et l'Internationale*. Il emportera l'adhésion de la majorité des internationaux italiens, qui depuis lors n'auront de cesse qu'ils ne l'aient vu, ne lui aient demandé conseil, ne se soient assuré sa collaboration, voire sa présence, dans leur lutte pour le triomphe de l'anarchie et du collectivisme.

L'un d'entre eux, Fanelli, est un vieux compagnon, puisqu'il était de la première Fraternité et que c'est lui qui a propagé les idées de l'Internationale et de l'Alliance en Espagne. D'autres sont aussi depuis longtemps dans la lutte: Gambuzzi, Pezza... Mais les plus ardents, les plus enthousiastes, les plus fidèles à l'avenir sont des nouveaux venus, parfois très jeunes: ils ont nom Andrea Costa, Carlo Cafiero, Errico Malatesta. Les trois jeunes gens sont parmi les artisans du renouveau de l'Internationale en Italie et les porte-parole de ses tendances les plus révolutionnaires. Au contraire des Jurassiens, ils n'hésitent pas à se proclamer anarchistes. Ce sont eux qui se sont prononcés le plus violemment contre toute reconstitution d'une Internationale bureaucratique, qui ont voulu avec le plus d'enthousiasme qu'à Saint-Imier ne signent le pacte de solidarité que les fédérations résolument antiautoritaires; Cafiero en particulier, qui avait été le contact privilégié d'Engels en Italie, jusqu'à la conférence de Londres, est devenu un des « intimes » de Bakounine et se dévoue corps et biens à la cause de la Révolution.

Mais l'heure n'est plus en Italie aux efforts d'organisation syndicale ou aux meetings de propagande. La répression frappe dur, et

les congrès doivent se tenir au fond des bois. Il ne reste plus que la clandestinité, l'insurrection – la Commune de Paris n'a-t-elle pas failli réussir? Pour cela il faut des hommes sûrs, et des secrets bien gardés. Aussi est-ce un étonnement pour tous ceux qui ne sont pas initiés, jusqu'à James Guillaume lui-même, lorsque en septembre 1873 Bakounine envoie une lettre déconcertante au *Journal de Genève* – dernière ironie! – annonçant son retrait de l'arène politique. Déjà, il n'avait pas participé au congrès de 1873, le premier congrès des anti-autoritaires, ni même à ses préparatifs. La publication, en juin, d'un pamphlet signé par Engels, Lafargue et Outine, *L'Alliance de la démocratie socialiste et l'AIT*, avait été la dernière marque de l'animosité que lui témoignaient les amis de Marx, le dernier recueil de calomnies et de fausse information, sous prétexte de constituer le rapport sur l'Alliance que le Congrès de La Haye avait voulu voir compléter; et Bakounine, qui souhaitait en finir avec *la coterie marxiste*, en avait intimement souffert.

*Vous l'avouerez-vous? écrit-il au journal genevois, tout cela m'a profondément dégoûté de la vie publique. J'en ai assez, et après avoir passé toute ma vie dans la lutte, j'en suis las. J'ai soixante ans passés; et une maladie de cœur, qui empire avec l'âge, me rend l'existence de plus en plus difficile. Que d'autres plus jeunes se mettent à l'œuvre; quant à moi, je ne me sens plus ni la force, ni peut-être aussi la confiance nécessaire pour rouler plus longtemps la pierre de Sisyphe contre la réaction partout triomphante. Je me retire donc de la lice, et je ne demande à mes chers contemporains qu'une seule chose, l'oubli.*

*Désormais, je ne troublerai plus le repos de personne; qu'on me laisse tranquille à mon tour.*

La presse bourgeoise n'allait pas avoir l'exclusivité de cette prétendue confession; quelques jours plus tard, Bakounine écrit une lettre formelle de démission au Comité fédéral jurassien, qui l'insère dans le *Bulletin*, le 12 octobre 1873.

*Par ma naissance et ma position personnelle, non sans doute par mes sympathies et mes tendances, je ne suis qu'un bourgeois, et, comme tel, je ne saurais faire autre chose parmi vous que de la propagande. Eh bien, j'ai cette conviction que le temps des grands discours théoriques, imprimés*

*ou parlés, est passé. Dans les neuf dernières années, on a développé au sein de l'Internationale plus d'idées qu'il n'en faudrait pour sauver le monde, si les idées seules pouvaient le sauver; et je défie qui que ce soit d'en inventer une nouvelle.*

*Le temps n'est plus aux idées, il est aux faits et aux actes. Ce qui importe avant tout aujourd'hui, c'est l'organisation des forces du prolétariat. Mais cette organisation doit être l'œuvre du prolétariat lui-même. Si j'étais jeune, je me serais transporté dans un milieu ouvrier, et, partageant la vie laborieuse de mes frères, j'aurais également participé avec eux au grand travail de cette organisation nécessaire.*

*Mais ni mon âge ni ma santé ne me permettent de le faire. Ils me commandent au contraire la solitude et le repos.*

Cette dernière phrase allait être démentie bientôt. Mais ce n'est pas toute la lettre qui est fictive: Bakounine est bien certain – quoiqu'il se contredise souvent, et passe par des périodes d'hypocondrie où il est difficile de reconnaître sa pensée propre – que le temps est *aux faits et aux actes*; il est profondément partagé entre le désir d'avoir enfin une maison à lui et de cultiver son jardin, et celui de prendre une part active à ce qui se passe en Italie, aux soulèvements qui ne sauraient avoir lieu sans lui. La maison que lui offre Cafiero doit servir autant de havre que de refuge clandestin aux activistes: il fait reconstruire l'étable et aménager le potager d'une main, de l'autre installer une sortie secrète sur le Lac Majeur pour faciliter le passage en Italie. Les visiteurs sont fréquents, Russes, Italiens, amis de passage – trop nombreux parfois, car ils entraînent des dépenses démesurées. Cafiero, à qui l'héritage de son père a permis de financer l'achat de la maison et les travaux d'aménagement, voit ses ressources fondre; même Bakounine, au milieu de ses projets extravagants, craint de se laisser envahir par les parasites.

En automne 1873, l'atelier coopératif des graveurs et guillocheurs du Locle, où travaillent, entre autres internationaux, Auguste Spichiger et Louis Pindy, avait décidé de s'agrandir et, pour ce faire, de se transporter à La Chaux-de-Fonds, où les possibilités de travail et de commercialisation étaient meilleures que dans la petite ville du Locle. Il fallait construire d'abord; la bonne fortune

s'était trouvée en la personne de Cafiero, qui pour aider à l'achat du terrain avait fait don à l'atelier d'une malle d'argenterie et de bijoux de famille. Mais les fonds réunis n'étaient pas suffisants, et l'on songeait à faire appel une fois de plus au donateur. C'est dans ce but qu'au mois de décembre Pindy se rend à la villa de Locarno, La Baronata. Il y passe quelques jours avec les autres hôtes de la maison, heureux de renouer avec Bakounine qui, lui, est séduit par son *talent destructeur* – n'était-ce pas Pindy qui, lors de la Commune de Paris, avait pris l'initiative de mettre le feu à l'Hôtel de ville ? Mais peu après son départ, Cafiero renonce à avancer la somme promise; et Guillaume et Pindy, essayant de retourner à La Baronata peu après, sont arrêtés à Locarno par un ami de la maison qui leur annonce qu'ils trouveront porte close et leur conseille de rentrer chez eux sans aller plus loin. La déception est grande pour eux qui ne connaissent rien aux problèmes de la villa, peu à ceux de l'Italie.

La déception devait être grande pour Cafiero aussi, qui voyait son héritage se dilapider sans qu'aucune action d'envergure n'aboutisse. Aux graveurs jurassiens, il écrit qu'il leur a refusé de l'argent pour ne pas contribuer à *créer de nouveaux bourgeois*. Certes, le mouvement en Italie ne s'arrête pas, bien au contraire: des sections se fondent, et des journaux; la Commission de correspondance, qui était jusque-là le porte-voix de la Fédération, ne peut plus avoir d'activité publique et cède sa place à un organe clandestin, le Comité italien pour la révolution sociale, qui se met dès janvier 1874 à publier manifeste sur manifeste, pour préparer psychologiquement aux insurrections projetées. Les préparatifs, la récolte d'armes et d'explosifs demandent de l'argent, et c'est à cela que Cafiero désire consacrer son patrimoine. La Baronata doit servir à cacher les instruments et, éventuellement, les hommes.

En juin 1874, c'est la fête à la villa, pour le retour de Russie d'Antonie Bakounine, accompagnée de son vieux père et de ses trois enfants. Mais Bakounine s'inquiète des bruits qui courent: la maison coûterait trop cher, l'argent serait gaspillé. Cafiero ne tardera pas à le confirmer dans ses inquiétudes: il n'a plus de quoi financer son grand projet, il faut renoncer aux espoirs et à vivre

à la Baronata. Bakounine alors n'a plus que le désir d'en finir; et pour que ce soit au moins une belle fin, il décide avec l'accord de ses amis de se joindre à l'insurrection prévue pour le début de juillet à Bologne, où il espère mourir en héros.

La suite est plus triste encore: obligé à mille détours pour entrer clandestinement en Italie, le vieux révolutionnaire écrit pendant une étape forcée un *Mémoire justificatif* où il se dévoile mieux que partout ailleurs, destiné à sa compagne; arrivé déguisé à Bologne, il attend dans une chambre d'hôtel qu'on vienne le chercher au moment crucial; mais le coup échoue lamentablement, quelques porteurs de fusils sont arrêtés, d'autres s'enfuient; et quand on vient chercher Bakounine tout est déjà fini; il ne lui reste plus qu'à regagner la Suisse.

Une dernière fois, il se reprend; du col du Splügen où il s'est à nouveau arrêté, il écrit à ses amis à Locarno pour faire le point et trouver une solution. Ce n'est qu'au début de septembre qu'il peut voir Cafiero, à Sierre, avec lequel il rompt, définitivement dit-il. Cafiero consulte encore une fois Guillaume, Spichiger et Schwitzguébel pour leur expliquer enfin les discrétions et les retournements apparents de ces derniers mois; ceux-ci convoquent solennellement une réunion à Neuchâtel, où les griefs envers Bakounine – sur sa vie privée plutôt que sur son inactivité révolutionnaire – sont exposés, et où il est décidé qu'il n'a plus rien à faire avec l'Internationale. Mais on ne peut pas laisser le vieil homme sans un sou en poche, et on lui propose une pension de 300 francs par mois; Bakounine à son habitude refuse l'aumône, et demande un dernier prêt à Cafiero, qui lui permette de se remettre sur pied et d'assurer la subsistance de sa famille. Il a toujours l'espoir de recevoir une grosse somme des siens en Russie; enfin, infatigable, il forge le projet d'écrire ses mémoires et de gagner sa vie grâce à la culture maraîchère.

Vœux pies plus que véritables projets. Avec l'argent de Cafiero, il achète une nouvelle maison, qui le ruine vite; la somme venant de Russie est infime par rapport aux dettes accumulées; et les derniers mois de sa vie sont assombris par la maladie qui entrave ses entreprises bucoliques et freine sa pensée. En été 1875 encore,

il reçoit de nombreuses visites, Malatesta et Cafiero réconciliés, puis un révolutionnaire venant tout droit de Russie, Kraftchinsky, avec le fidèle Ross; il se tient ainsi au courant des mouvements révolutionnaires et de la répression qui se fait de plus en plus dure. Pendant l'hiver 1875-1876, il s'entoure de nouveaux auditeurs, ouvriers italiens pour la plupart, qui rêvaient de l'approcher et l'écoutent maintenant avec attention et admiration, ne mesurant pas leur dévouement pour lui.

En juin 1876, les créanciers se font si pressants que Bakounine envisage de fuir le Tessin pour s'établir à nouveau à Naples; il y envoie sa famille, tandis que lui-même profite d'aller une dernière fois consulter son ami, le docteur Adolph Vogt, à Berne. C'est là qu'il meurt, le 1<sup>er</sup> juillet 1876, alors que ses amis avaient à peine connaissance de son voyage.

## 6. PROPAGANDE ET AGITATION

Les funérailles de Bakounine sont sans grande pompe; mais elles réunissent à Berne un petit groupe de socialistes représentant des tendances très diverses. Des amis proches – Schwitzguébel, Joukovsky, Guillaume, Reclus – ou éloignés – Salvioni, Betsien, Brousse – prononcent les discours funèbres. Des amis russes sont présents aussi. Après la brève cérémonie, de quoi pouvait-on parler, sinon de l'Internationale? L'occasion est rare de rencontres pacifiques; sur la tombe de celui que presque tous considèrent comme un authentique révolutionnaire, un lutteur infatigable, les dissensions doivent s'effacer. Et la résolution votée en réunion n'est pas simplement due à l'émotion, elle retrouve les principes communs au-delà des conflits: *Les travailleurs réunis à Berne à l'occasion de la mort de Michel Bakounine et appartenant à cinq nations différentes, les uns partisans de l'État ouvrier, les autres partisans de la libre fédération des groupes de producteurs, pensent qu'une réconciliation est non seulement très utile, très désirable, mais encore très facile, sur le terrain des principes de l'Internationale...*

Le désir d'unité est permanent parmi la majorité des socialistes, en particulier depuis les deux congrès de Genève de 1873. Aussi, toutes les rencontres communes sont-elles d'abord saluées, même s'il faut s'apercevoir par la suite qu'elles cherchent à renforcer une seule tendance. Le congrès jurassien d'août 1876 envoie un message fraternel aux socialistes allemands réunis à Gotha, et reçoit une réponse cordiale de Liebknecht; désormais le *Bulletin* fera l'échange avec le *Volksstaat* de Leipzig, avec lequel il n'a eu auparavant que des rapports hostiles. On applaudit à la proposition de la fraction flamande de la Fédération belge de convoquer un congrès général de tous les socialistes pour 1877; nous verrons par la suite que les anarchistes n'avaient pas lieu de s'en féliciter. Des représentants de diverses associations ouvrières assistent, enfin au congrès de l'Internationale en 1876.

Pendant l'année 1875-1876, de nouvelles sections de la Fédération jurassienne se créent de-ci de-là; les sections de métiers se font plus nombreuses, au détriment des sections centrales; peut-être un hiatus commence-t-il à se créer entre l'action syndicale et le travail de critique politique et théorique, qui représente toujours une bonne part du *Bulletin*. Mais le tirage de celui-ci se maintient, c'est donc qu'il règne un intérêt, parmi les sections de la Fédération, pour l'information ouvrière régionale et internationale, et aussi pour la réflexion politique.

Après le vote de la Constitution fédérale révisée, ont lieu, en octobre 1875, les élections au Conseil national. L'*Arbeiterbund* légaliste soutient des candidats favorables à la législation du travail, et compte sur les nouvelles chambres pour élaborer une « bonne » loi sur les fabriques. Une fois de plus le *Bulletin* – vraisemblablement par la voix de Guillaume – a l'occasion d'expliquer son abstention de la politique électorale et d'exposer son programme:

Nous n'attendons rien des prétendues réformes que daignerait nous octroyer une assemblée législative bourgeoise; nous attendons tout du mouvement révolutionnaire qui, dans un avenir plus ou moins prochain, soulèvera l'Europe et balaiera ses vieilles institutions. Nous ne pensons pas toutefois,



comme nous le font dire ceux qui diffèrent d'opinion avec nous sur ce sujet, que les révolutions s'improvisent; nous savons qu'elles veulent être préparées, et qu'il faut que le peuple soit disposé à les comprendre et à les accepter. Mais c'est justement parce que nous voulons préparer la révolution que, dès à présent, nous cherchons à éclairer le peuple sur le vide et le charlatanisme des institutions parlementaires, et que nous disons aux ouvriers: Groupez-vous pour devenir une force. Ne formez pas des associations destinées à faire de la politique électorale; elles ne peuvent servir qu'à élever au pouvoir quelques ambitieux. Formez des sociétés de métier, des sociétés de résistance, associez ensemble vos intérêts de travailleurs; en vous organisant ainsi pour la lutte économique, vous créerez l'armée de la future révolution.<sup>13</sup>

Infatigable, le *Bulletin* ne craint pas les redites; il ne suffit certes pas de dire une fois aux ouvriers de s'organiser pour qu'ils le fassent. D'autres moyens sont prévus, par les plus enthousiastes: on connaît un projet de résolution, de la main de Schwitzguébel et de Brousse, sur la question *De l'agitation socialiste dans la région jurassienne pendant l'année 1875-1876*<sup>14</sup>.

Le texte reconnaît d'abord que *dans la période de réaction que nous subissons, le maintien des sections (est) déjà en lui-même un progrès*; il s'agit de persévérer dans les meetings, la diffusion des brochures et du journal. Il est aussi proposé que, pour fonder des sections dans de nouvelles localités, l'un ou l'autre compagnon aille y trouver du travail et constitue un premier noyau, soutenu personnellement et financièrement par les sections voisines. Enfin, l'on rappelle la solidarité internationale, *la propagande des principes devant être appuyée par des faits*.

Même si ce programme ne semble pas plus dangereux que les précédents, il est évident que parmi les nouveaux venus à l'Internationale – Paul Brousse et Kachelhofer à Berne, Kahn et Reinsdorf à Lausanne – les moyens pacifiques et exemplaires utilisés jusqu'alors dans les Montagnes ne jouissent pas d'une grande faveur, l'agitation a une autre signification. Les Jurassiens ont toujours témoigné certains égards à leurs adversaires; au contraire, dit-on en 1876,

13. *Bulletin*, 3 octobre 1875.

14. conservé à l'IISG, Amsterdam.

il faut interrompre les assemblées, brandir le drapeau rouge, donner libre cours à ses impulsions. Les grèves devraient être décidées démocratiquement par les ouvriers; mais, dit-on, on peut leur envoyer des agitateurs du dehors, les déranger dans leurs ateliers, dénoncer les patrons. La propagande en faveur de l'Internationale, somme toute, avait été généralement légale; les nouveaux venus inaugurent le « collage militant » nocturne en apposant sur les murs des maisons de Fribourg des affichettes appelant à adhérer à l'AIT.

C'est, véritablement, le passage de la propagande à l'agitation, deux moyens qu'ont bien distingués les anarchistes par la suite. La propagande est conforme aux idées de la société future: elle informe, pousse à la critique, propose des schèmes d'action – à court ou à long terme – ou des modèles pour l'avenir, tant dans le comportement personnel et les rapports humains que dans les rapports économiques. L'agitation est foncièrement dénonciatrice, elle cherche à dévoiler – par des actes légaux ou non – les injustices et les crimes de la société actuelle. C'est un type d'action rapide, frappante, provocatrice; elle exige que ceux à qui elle s'adresse y soient vite sensibles, y répondent en l'amplifiant et en la reprenant à leur compte. La propagande, ce sont les journaux, les conférences, les coopératives; l'agitation, ce sont les manifestations, les « tracts », les meetings éclairs, l'interruption des réunions d'adversaires. On l'appellera bientôt la « propagande par le fait », et ce terme sera utilisé fréquemment par les anarchistes lorsqu'ils mèneront des actions plus dures, lorsqu'ils useront en particulier de violence contre les objets, contre les institutions ou contre les personnes. Nous y reviendrons.

Depuis cette époque, la vie des sections est parsemée d'incidents. Auparavant, les contacts avec la police avaient été très rares: le 5 septembre 1870, *La Solidarité* avait été saisie, qui appelait à soutenir l'insurrection en France; quelques Communards avaient frôlé l'expulsion, mais sans suite; parfois des meneurs de grèves avaient eu à répondre de leur conduite devant un officier de police; mais aucun international n'avait, en Suisse, connu la prison. On peut s'en étonner; on louera, certes, la liberté d'expression dont jouissaient

les étrangers, même réfugiés politiques. On relèvera surtout cette droiture, cet ascétisme jusqu'au puritanisme qui régnaient chez les Jurassiens, pour qui une vie sans écarts et une honnêteté sans tache étaient des conditions premières de l'authenticité de leur message révolutionnaire. Si nous ne voulons pas de lois, il faut les ignorer et nous en passer; si nous les bafouons et les violons, nous subirons leur dure réalité.

L'attitude change dans les dernières années de l'AIT. Non pas que tous deviennent des malfaiteurs, des dynamiteurs, jettent leurs scrupules aux orties; mais il peut être utile parfois de s'opposer à une loi et d'en supporter les conséquences. Les procès et les emprisonnements des internationaux en Italie ne leur ont-ils pas valu le soutien des masses, une popularité jusque dans les chansons? Les tribunaux et les prisons sont aussi des forums où les idées peuvent être débattues. Avec le même enthousiasme qu'avaient été saluées la Commune de Paris et celles moins exemplaires de province, les tentatives d'insurrection en Italie et les meetings illégaux et réprimés en Russie ou en Espagne vont être applaudis, leurs auteurs loués, bientôt imités.

Dans la même période, le mouvement ouvrier se dirige, selon des forces historiques profondes, vers les types mêmes d'organisation qu'abhorrent les anarchistes: syndicats légalistes, partis sociaux-démocrates. L'organisation unitaire et lâche qu'avait tentée l'AIT a échoué, il faut bien le dire; l'exemple de l'Allemagne démontre que les socialistes peuvent entrer aux parlements, celui de l'Angleterre que des syndicats peuvent devenir des interlocuteurs reconnus. Ces tendances apparaissent non seulement chez les marxistes mais maintenant dans les rangs mêmes de l'Internationale anti-autoritaire; les oppositions vont se révéler au congrès de 1876.

On se rappelle qu'il n'y avait pas eu de congrès général en 1875, en raison de la répression en Italie et en Espagne. L'année suivante, la police lassée ou la clandestinité mieux apprise, les deux pays envoient des délégués au congrès qui s'ouvre en octobre à Berne. Sont aussi représentés les fédérations belge et hollandaise (par César De Paepe), française (par Brousse, Gross et Pindy), jurassienne (par

une quinzaine de délégués) et les groupes de Genève décidés à l'isolement. Pour la première fois le congrès s'ouvre à des délégués non membres de l'AIT: un socialiste de Genève, Gutschmann, un député au Reichstag allemand, Vahlteich, deux membres de l'*Arbeiterbund*, Franz et Greulich. C'est avec ce dernier seul que des disputes éclateront, lorsqu'il montera à la tribune en annonçant que *l'Internationale est morte*. Les autres, même s'ils sont partisans de l'action politique, sont en faveur de l'unité des socialistes; il y a donc un terrain d'entente possible.

Au sein même des fédérations anti-autoritaires, l'unanimité n'est pas plus grande: De Paeppe reprend les positions qu'il avait exprimées à Bruxelles deux ans auparavant, mettant un peu d'eau dans son vin lorsqu'il accepte d'abandonner le mot honni, État, pour celui d'administration publique; mais il est en même temps délégué de la fédération hollandaise, qui se dirige vers une forme partisane et électoraliste. La discussion qui reprend sur les formes transitoires de la société après la révolution montre bien les positions divergentes. Les Italiens, qui en 1874 avaient refusé d'envoyer des délégués à Bruxelles, écrivant que *le temps n'est plus aux congrès, mais à l'action*, sont cette fois venus en nombre: il leur faut défendre les actions menées en Italie d'une part, soutenir les positions anarchistes contre les tendances centralistes dans l'Internationale, d'autre part. Le débat est en effet posé entre État et anarchie. Malatesta, après avoir rejeté le qualificatif de bakouninistes adressé aux anarchistes, définit clairement leur position:

*Pour nous, l'État est l'organisation de l'autorité, c'est un pouvoir qui, quelle que soit son origine, existe en dehors du peuple et, par suite, nécessairement contre le peuple... Pour nous, l'État ne dépend pas de l'extension géographique d'un organisme social donné, mais de son essence; nous croyons qu'il peut y avoir un État aussi dans une commune ou dans une association. Toute idée d'un gouvernement démocratique, élu de bas en haut et révocable, d'un stade de transition conservant les institutions anciennes, est rejetée: Les formes tendent à se perpétuer; le devoir du révolutionnaire est de faire tous ses efforts pour que ces formes*

*se transforment continuellement et se maintiennent toujours au niveau des progrès moraux et intellectuels de l'humanité.*

*La guerre continue aux institutions établies, voilà ce que nous appelons la révolution en permanence. S'il en est d'autres qui éprouvent le besoin d'enrayer et de ralentir le mouvement social, à nous la marche en avant de l'humanité ne nous paraît pas plus semée de périls que ne l'est le cours des astres.*

Comment fonctionnera la société, nous ne pouvons ni ne voulons le savoir; il s'agit dans l'étape actuelle de détruire ce qui existe, de libérer les hommes pour qu'ils puissent s'organiser à leur guise. À ce titre, pour plusieurs, l'Internationale est le corps unique où devraient se rencontrer les socialistes; les Belges ont proposé la convocation, l'année suivante, d'un congrès socialiste universel qui exprimerait la solidarité des différentes organisations; est-il bien nécessaire, se demande-t-on, de créer quelque chose de nouveau? Les socialistes n'ont qu'à entrer à l'Internationale, dont les statuts sont clairs et offrent un large champ; si les uns ou les autres en sont empêchés par les lois de leur pays, qu'ils forment des sections clandestines. Mais, répond-on, les syndicats anglais ou le parti social-démocrate allemand ne peuvent ni ne veulent adhérer à l'Internationale, que plusieurs des leurs ont quittée il y a quelques années; au lieu de nous méconnaître et de polémiquer dans nos journaux, nous verrons si un accord – un *pacte de solidarité* – est possible. Seuls les Italiens et les Espagnols, finalement, refuseront de se rallier à ce projet.

Ces deux fédérations ont d'autres projets, et ne croient plus guère aux congrès. Le temps de l'action est venu, et puisque la patience et la douceur n'ont pas été reconnues, il s'agit d'employer des moyens durs, à l'occasion des armes mêmes de la bourgeoisie. Mais les actions isolées ne sont pas payantes, et l'on risque de considérer leurs auteurs comme des malfaiteurs, non comme des révolutionnaires, s'ils ne sont pas reconnus par une organisation à large audience. L'Internationale est-elle prête à les soutenir? Elle ne peut le faire ouvertement sans s'exposer, peut-être, à disparaître; aussi la résolution votée finalement à l'unanimité, à Berne, est-elle à mots couverts, disant notamment: *Le Congrès déclare que les ouvriers*

*de chaque pays sont les meilleurs juges des moyens les plus convenables à employer pour faire de la propagande socialiste. L'Internationale sympathise avec ces ouvriers en tout cas, pour autant qu'ils n'ont pas d'attache avec les partis bourgeois quels qu'ils soient.*

De telles résolutions mitigées sont nécessaires alors pour que l'Internationale réponde à la réputation qui lui est faite. En 1876, ses effectifs sont assez nombreux, mais certainement gonflés: les sections espagnoles changent d'une année à l'autre, celles d'Italie sont fort disparates, celles de France fantomatiques et sans cesse à nouveau écrasées; en Belgique, hormis la vallée de la Vesdre fidèle à l'anarchisme, la majorité de la fédération opte pour des moyens politiques légaux, comme en Hollande; en Suisse enfin, les sections sont promises à un avenir éphémère. Il n'empêche qu'à Berne se réunit le huitième congrès d'une association qui, depuis dix ans, a ses journaux, ses sections, ses réunions; une association qui dès les premiers jours a salué et soutenu la glorieuse Commune de Paris, et dont font partie encore plusieurs de ses protagonistes; une association qui a survécu malgré les conflits internes et la répression des États, dont les membres ne craignent ni la prison ni la diffamation. C'est cette association que saluent des socialistes aux quatre coins du monde, envoyant des adresses au congrès: lettres et télégrammes sont parvenus de Paris, de Londres et d'Angleterre, du Danemark, du Portugal, de Grèce, d'Uruguay. Ainsi est reconnue l'importance historique d'une telle réunion, qui à cause de la mauvaise volonté des tenanciers d'auberges et les consignes policières est obligée de se tenir au Schwellen-Mätteli, sur la rive droite de l'Aar que l'on passe sur un bac. Mais le drapeau rouge flotte courageusement sur l'hôtel.

Il ne fait pas toujours bon arborer le drapeau rouge dans les rues de Berne. Le 18 mars 1876, ceux des anarchistes qui voulaient commémorer l'anniversaire de la Commune de Paris s'étaient fait attaquer par des nervis, frapper à coups de bâtons, et leur beau drapeau rouge (on l'avait confectionné pour l'occasion, en achetant 20 mètres de calicot à 55 centimes le mètre chez un fournisseur de la ville) lacérer. Au même moment, une cérémonie réunit des proscrits de la Commune et un grand nombre d'ouvriers à Lausanne;

le meeting projeté a été interdit par le syndic, mais s'improvise cependant en raison du nombreux public. Les autorités interdiraient d'un côté des réunions paisibles, toléreraient de l'autre les méfaits des hommes de main de la bourgeoisie ? Il fallait que l'Internationale réponde vigoureusement.

Aussi, le 18 mars de l'année suivante, tous les membres de la Fédération jurassienne ont-ils été appelés à se rendre à Berne. Cette fois-ci, on n'a pas l'âme pacifique; l'atelier coopératif des graveurs a quelque peu négligé son travail pour fabriquer des coups de poing américains; les cannes sont solides, et le cœur en place. Quelques poignées de jeunes gens se trouvent le jour du 18 mars 1877, un dimanche, à Berne; le cortège est autorisé par le préfet, et tout semble devoir se passer paisiblement; c'est à Schwitzguébel qu'échoit l'insigne honneur de porter le drapeau rouge. À l'arrivée d'un groupe de Zurichois arborant un second étendard, l'enthousiasme est à son comble; et le cortège s'ébranle. Mais à peine sur la place de la gare, il rencontre un barrage de police, et deux gendarmes s'emparent du drapeau de Schwitzguébel; c'est la bagarre, brève et sanglante, les gendarmes sabre au clair, les ouvriers brandissant leurs cannes.

Anecdote peut-être, incident mineur; mais c'est la première fois dans l'histoire de l'Internationale en Suisse qu'un heurt se produit avec la police; l'échauffourée sera considérée comme une des premières manifestations de la propagande par le fait, ses protagonistes seront des héros.

La tactique de lutte a été inventée spontanément, sans expérience précédente; seuls les Communards avaient connu de vraies barricades. Après la bagarre, le cortège se dissout et l'on se retrouve, par des chemins différents, dans une auberge proche. Brousse et ses amis, qui ont réussi à sauver un drapeau, le brandissent sur leur chemin sans être inquiétés. On essaie de libérer deux compagnons emprisonnés, puis le meeting se déroule normalement. Hormis les socialistes de Berne, que la police a pu reconnaître, aucun étranger ne sera signalé: la présence de Kropotkine, de Pindy, de Plekhanoff sera ignorée de la police, qui aura tout de même trente prévenus à

juger; ils devront subir des peines de dix à soixante jours de prison et verser une indemnité à un gendarme malmené.

Le procès n'a lieu qu'en septembre, sous les regards d'une assistance nombreuse. Le prétoire est un magnifique lieu de propagande: c'est presque devenu une tradition chez les anarchistes, au cours de leur histoire, de se faire d'accusés accusateurs, de s'adresser au public plus qu'aux juges. Certes les délits sont reconnus – les internationaux impliqués dans la bagarre se sont d'ailleurs pour la plupart dénoncés volontairement dès l'inculpation de quelques-uns de leurs camarades – et les condamnations acceptées de grand cœur, fussent-elles être lourdes. Mais c'est le tribunal même qui est répréhensible, la police même qui a agi illégalement; le délit de droit commun n'est que le prétexte à un jugement politique, et les accusés veulent forcer leurs juges à le reconnaître. La preuve que leurs critiques à l'État liberticide sont justes, c'est que celui-ci permet à quelques-uns ce qu'il interdit à d'autres; il vante les faits des trois Suisses du Grutli qui s'élevaient contre la domination des Habsbourg, mais n'admet pas que l'on conteste la sienne propre. L'agression des gendarmes, il en fait porter la responsabilité aux manifestants: criminels, parce que socialistes et anarchistes. Ceux-ci n'ont pas voulu d'avocat: ils savent bien se défendre eux-mêmes, puisqu'il s'agit d'exposer les idées de l'anarchie et de critiquer l'État; qu'importe la condamnation, pourvu que le public soit sensible à leurs idées!

Ne croyez pas du reste, dit Guillaume, qu'en nous intentant ce procès vous avez réussi à nous intimider ou à nous déconsidérer; vous aurez beau refuser de vous occuper du côté politique de la question, vous aurez beau vous entêter à nous poursuivre uniquement pour rixe accompagnée de coups et blessures: l'opinion publique ne s'y trompe pas, elle sait qu'il s'agit ici d'un procès politique, et que les hommes qui sont sur ces bancs ne sont point des prévenus correctionnels ordinaires, mais sont les représentants d'un grand parti qui, en Suisse aussi, est devenu assez fort pour mériter d'attirer sur lui la rigueur des gouvernements... Dans tous les pays, tous les partis sont poussés à leur tour sur les bancs de la police correctionnelle, et ne s'en sont pas plus mal



portés; et si vous nous condamnez, si votre conscience vous permet d'affirmer que la police et le gouvernement ont eu raison contre nous, vous pouvez être certains que votre sentence n'aura fait que servir notre propagande.

Les Jurassiens feront leur temps de prison à Courtelary, en automne, par groupes successifs pour ne pas encombrer les cellules; c'est à eux de se constituer prisonniers, et il ne semble pas que le régime soit trop dur puisque l'un a apporté son tour à guillocher, l'autre une malle de livres, et que les journées se passent ainsi activement. Malgré cela, le manque à gagner pendant ces quelques semaines et le désagrément que représente un séjour en prison sont péniblement ressentis par les condamnés.

Ils n'étaient pas les seuls; ils n'avaient pas inventé, sans référence, leur attitude devant le tribunal. En France, en Espagne, en Italie, la répression avait déjà frappé, et on connaissait des exemples d'admirable courage devant les juges et dans les geôles.

Un mois à peine après la rixe de Berne, un groupe d'internationaux italiens met enfin à exécution un plan concerté depuis longtemps: la levée d'un mouvement insurrectionnel dans les villages du Bénévent, région montagneuse à l'est de Naples. Une petite bande armée, conduite par Cafiero et Malatesta, débarque à l'improviste dans un des villages, annonçant que le monde va changer, qu'il s'agit d'abolir l'État et la propriété dans la commune pour arriver ensuite à les abolir complètement. Bien accueillis par la population, curé en tête, les internationaux s'emparent alors de la mairie, portent sur la place publique les archives et les titres de propriété auxquels ils boutent le feu, détruisent enfin l'impôt sur le blé au moulin communal. Après quelques discours, ils continuent leur route, agissant de même au village voisin qui leur réserve le même accueil, favorable sans enthousiasme, le curé toujours en tête.

Mais l'armée a repéré dès leur départ les allées et venues d'inconnus armés, et elle ne tarde pas à les talonner. Or, il neige en ce début d'avril, la montagne n'est pas familière, les harnachements sont lourds et la poudre des fusils mouillée. Réfugiée dans une étable, la bande épuisée et transie se laisse cueillir par quelques soldats. L'épopée n'est toutefois pas finie, puisque le procès n'aura

lieu que dix mois plus tard: en prison, les internationaux réunis reconstituent une section, la *Banda del Matese* (du nom du massif montagneux où ils ont opéré), qui mandatera dûment Costa pour la représenter au congrès de 1877.

Les Italiens ont en effet comparu à plusieurs reprises devant les tribunaux, et y ont chaque fois défendu, sans crainte de la peine (qui n'est généralement pas comparable à celles infligées par le tribunal bernois), les théories de l'Internationale et l'insurrection comme moyen d'action. Le terrorisme contre les institutions, qui dévia plus tard en terrorisme contre les hommes, il semble qu'il soit mieux accueilli par le public italien qu'en France ou en Suisse: non pas en vertu d'un « caractère national » indéfinissable, mais parce qu'il s'inscrit dans une tradition politique gravée dans les mémoires.

Les exploits de leurs compagnons italiens impressionnent plusieurs internationaux en Suisse, Brousse, Kropotkine, Werner... Mais ceux de l'ancienne garde, en particulier James Guillaume, se méfient: non pas tant de la moralité des moyens que de leur impact sur la population ouvrière suisse. On retrouve l'argument invoqué fréquemment: chez nous, ce n'est pas comme chez vous. Il est vrai que depuis 1876 le découragement atteint plusieurs sections, qui n'arrivent pas malgré leurs efforts et leur imagination à se gagner les ouvriers; une implantation ancienne subsiste, dans le val de Saint-Imier et les Montagnes neuchâtelaises surtout; ailleurs, à peine sont-elles reconstituées que les sections sont moribondes. Ce ne sont pas quelques individus déterminés et dévoués qui font une section; ils peuvent avoir une activité importante, créer une agitation et un débat permanents, mais ils restent toujours marginaux. On ne peut pas plaquer de dehors une identité et une conscience à la population ouvrière; trompée par de faux prophètes, elle en est encore à croire que ses intérêts convergent avec ceux de la bourgeoisie. Donc la valeur du travail d'organisation et de formation, tel que les Jurassiens l'ont pratiqué depuis dix ans, n'est pas mise en cause par ses échecs. Dans une période de croissance, la manifestation de Berne et ses suites auraient eu probablement un effet positif pour l'Internationale; mais dans une période de

régression, de division de la classe ouvrière, les mesures répressives de la bourgeoisie – car, si elle sait qu'il faut désormais compter avec l'agitation socialiste, elle a très vite compris comment la réprimer – influencent l'opinion publique et augmentent la méfiance des ouvriers à l'égard de l'Internationale ou leur réticence, au moins, à s'y joindre.

## 7. LA FIN DE L'AIT

L'été et l'automne 1877 verront un dernier regain d'activité en Suisse et un renouveau des discussions. En janvier déjà, un homme était venu se joindre au cercle des intimes: Pierre Kropotkine.

Kropotkine (1842-1921), comme Bakounine, était de famille russe noble; il avait été à l'école des pages, puis dans l'armée; il s'était ensuite consacré à la géographie, tout en fréquentant à Moscou des cercles d'opposition. Un premier voyage en Europe occidentale en 1872 lui avait fait rencontrer des internationaux, à Genève et dans le Jura. Quand il avait fait part à James Guillaume de son désir de rester pour se consacrer à la diffusion des idées collectivistes, celui-ci lui avait répondu qu'il serait plus utile en Russie; il était alors rentré, mais quelques années plus tard il avait été pris dans les filets de la police, et emprisonné. Une évasion osée l'avait rendu à la liberté en été 1876; établi à Londres, il avait repris ses travaux géographiques, attendant l'occasion de retourner dans le Jura. À la fin de l'année, il avait enfin pu réaliser son rêve; chargé d'un travail pour un dictionnaire géographique, il s'établit à La Chaux-de-Fonds où il participe à la vie de la section, avec Spichiger, Pindy et plusieurs réfugiés de la Commune qui s'y trouvent. Très vite il est parmi les plus actifs: par ses correspondances dans le *Bulletin*, par sa participation aux meetings, à la manifestation du 18 mars à Berne. En été, lorsque James Guillaume s'accorde un mois de vacances, c'est lui et Brousse qui reprennent la rédaction du *Bulletin*, auquel ils donnent un tour nouveau: c'est alors que paraît le premier article vantant *la propagande par le fait*, le 5 août 1877.

*Les socialistes révolutionnaires cherchent, par des émeutes dont ils prévoient parfaitement l'issue, à remuer la conscience populaire, et ils y arrivent. Les socialistes opportunistes blâment ces émeutes, ils les appellent des Putsch; ils en rient, les tournent en ridicule à la grande joie de la bourgeoisie qui les craint, au moment même où ceux qui y ont pris part partent pour la Sibérie ou passent devant les tribunaux pour s'entendre condamner parfois à la prison perpétuelle. [...] Demandons-nous le sens qu'il faut attribuer à ces actes: Kazan<sup>15</sup>, Bénévent, Berne. Les hommes qui ont pris part à ces mouvements espéraient-ils faire une révolution? Avaient-ils assez d'illusions pour croire à la réussite? Non, évidemment. Dire que telle était leur pensée serait mal les connaître, ou, les connaissant, les calomnier. Les faits de Kazan, de Bénévent, de Berne sont des actes de propagande tout simplement.*

Kropotkine souhaite toujours être aux premiers rangs du combat; lorsqu'il demande une nouvelle fois conseil à Guillaume, lui disant vouloir partir pour l'Espagne où la révolution semble si proche, Guillaume une nouvelle fois lui répond sagement: *En Espagne vous ne serez utile qu'à vous battre, et ils n'ont pas besoin d'un fusil de plus*<sup>16</sup>. L'enthousiasme qui avait décidé Kropotkine à venir en Suisse décline à mesure que décline la vie des sections jurassiennes; lorsqu'il sera délégué aux congrès de 1877 et qu'il lui faudra quitter rapidement la Belgique de peur d'être reconnu sous son pseudonyme, c'est sans trop de nostalgie qu'il retournera en Angleterre. Il reviendra peu après à Genève, où il fondera un nouveau journal, *Le Révolté*, en février 1879.

C'est le dernier congrès de l'Internationale qui se tient à Verviers en septembre 1877. Aucun des délégués, cependant, n'y songe, les Jurassiens moins que personne. Ils avaient tenu leur congrès annuel en août, à Saint-Imier, et c'avait été un beau succès: 21 sections représentées sur 29 membres de la Fédération, la musique municipale pour animer cortèges et tombola, un auditoire nombreux et réceptif,

15. Les faits de Kazan: en décembre 1876, des manifestants avaient brandi un drapeau rouge et tenu un discours révolutionnaire devant l'église N.-D. de Kazan, à Saint-Pétersbourg; quelques-uns réussirent à s'échapper, mais une vingtaine de personnes furent lourdement condamnées.

16. Lettre du 3 juin 1877, AEN.

le drapeau rouge haut tenu: il était dit que l'affront de Berne serait lavé. Mais parmi ces sections beaucoup sont nouvelles et s'orientent différemment des anciennes, celle du district de Courtelary, celles du canton de Neuchâtel. Il se fait une évolution qui se produit dans presque toutes les fédérations de l'Internationale anti-autoritaire: d'une part, le retour à des formes syndicales, allant parfois jusqu'aux compromis de l'électoratisme et de la législation ouvrière; d'autre part, une direction purement anarchiste, intransigeante, allant parfois jusqu'à l'action violente.

Cette évolution était en germe depuis le congrès de La Haye; mais certains, et qui furent les porte-parole de l'Internationale, voulaient l'ignorer et conserver à la grande Association son caractère universel, sa qualité d'organisation de la classe ouvrière dans son ensemble, si disparates que fussent les situations et les modes de lutte. Ainsi, à la lecture des souvenirs de Guillaume, on s'explique mal ce brusque déclin: il en donne des raisons, la crise horlogère, les emprisonnements de l'automne 1877, la fatigue des militants les plus dévoués, son propre départ au premier printemps de 1878. Que l'unité internationale soit dissoute par l'éclatement de la Fédération jurassienne, ces raisons ne suffisent cependant pas à l'expliquer.

À Verviers, les pays représentés sont nombreux; mais quels délégués sont des militants de la première heure, et toujours fidèles? Guillaume, à lui seul, et les Espagnols peut-être qui représentent un mouvement vivace. Costa a rejoint l'Internationale en 1871, et il s'est jeté tout entier dans l'action et la propagande anarchistes, comme peu après il se vouera tout entier à la social-démocratie; Brousse et Montels, les deux délégués de la Fédération française récemment reconstituée, tous deux réfugiés en Suisse, sont deux frères ennemis, le premier révolté et boute-feu, le second plus systématique dans sa réflexion et sa propagande. Les autres délégués venus de Suisse sont les Allemands Werner et Rinke, entrés plus dans le mouvement anarchiste que dans l'Internationale de 1864, voire de 1872; Kropotkine enfin représente des groupes russes socialistes qui n'ont pas adhéré à l'AIT.

Quant aux sections représentées indirectement, la Grèce, Alexandrie, Montevideo, elles ont donné des mandats de confiance à des délégués déjà présents et on ne les connaît que par des correspondances irrégulières; leur entrée à l'Internationale signifie pour elles un lien avec les ouvriers organisés d'Europe plus qu'une reconnaissance ou une adhésion à leurs principes et à leur pratique.

Les Verviétois qui accueillent le congrès sont à n'en pas douter de fidèles compagnons de route; mais la fédération belge a connu des scissions – De Paepe, qui organise le congrès socialiste qui va se tenir à Gand les jours suivants, n'est pas venu au congrès général –, la tentation électorale est grande, les tensions partisans ne permettent pas aux sections de se développer harmonieusement.

Les discussions du congrès de Verviers sont mal connues, faute d'un compte rendu officiel comme il en avait été fait pour tous les congrès précédents. La discussion ne progresse guère par rapport à ce qui avait été dit à Berne; pendant l'année écoulée, la correspondance ne s'est pas faite régulièrement entre le Bureau fédéral international et les bureaux régionaux, certains frais sont restés en suspens, la statistique est toujours inexistante; on ne fait rien pour y remédier que d'en appeler à la responsabilité et à la conscience des fédérations. Il avait été créé à Berne une caisse spéciale de propagande; les fédérations sont libres d'y verser les cotisations qu'elles veulent; dans l'état actuel de l'Internationale, on peut imaginer que cette caisse est restée à l'état de projet.

La discussion théorique porte sur les questions du congrès de Gand, où toutes les tendances du mouvement ouvrier sont invitées à convenir d'un pacte de solidarité: questions de la propriété, des relations avec les partis politiques, de l'organisation des corps de métiers. Le congrès de l'Internationale prend fort au sérieux cette invitation; ce sera une déception pour ses délégués de se trouver à Gand en face seulement de nombreux Flamands, de quelques Allemands, Français et Anglais qui sont pour la plupart peu représentatifs d'organisations ouvrières. Le Congrès se trouve immédiatement divisé en deux camps: les internationaux défendent la propriété communale, l'abolition du pouvoir politique, la lutte

sur le terrain économique; les autres, socialistes réformistes ou marxistes, la nationalisation du sol et des moyens de production, la constitution de partis ouvriers, la participation aux Parlements. Ces divergences sont surtout tactiques: les deux groupes de socialistes sont d'accord sur l'abolition de la propriété individuelle, l'autonomie de la classe ouvrière en dehors de toute alliance avec la bourgeoisie, la nécessité de la solidarité, l'insuffisance du réformisme. Mais l'action commune n'est pas possible; et le pacte de solidarité prévu ne sera signé qu'entre les délégués qui ne sont pas de l'Internationale. C'est un pacte de principe, qui n'aura guère d'existence réelle; il préfigure peut-être la constitution de l'Internationale socialiste, la « Deuxième Internationale ».

On ne pouvait en effet fonder déjà une nouvelle Internationale; l'AIT se survivait, et les groupes qui s'en étaient détachés depuis 1873 n'avaient pas encore trouvé leur voie spécifique. Marx et Engels le savaient bien, qui disaient que le temps était au développement des partis nationaux afin de constituer un fondement solide à une nouvelle organisation internationale. Il n'est pas sûr que cette phase de repliement ait été indispensable; mais il est vrai que pendant une dizaine d'années les rencontres internationales seront réduites à la portion congrue.

Guillaume avait mauvais jeu de reprocher aux autres délégués à Gand leur manque de représentativité: des sept internationaux venus de Suisse, seuls deux allaient rentrer, les autres continuaient leur route vers de nouveaux horizons. Qu'un délégué ne retourne pas auprès de ses mandants pour leur faire un rapport, cela signifie ou bien qu'il fait mal son devoir, ou bien qu'il a été élu à la sauvette et que son mandat ne vaut rien. Seul Guillaume, toujours méticuleux, rédige un numéro spécial du *Bulletin* avec un compte rendu des deux congrès.

Leurs travaux auront peu d'écho, puisque la plupart des membres actifs de la Fédération jurassienne entrent en prison pour quelques semaines, en ce début d'automne 1877; le chômage persiste, l'Internationale stagne, et les condamnations seront le coup de grâce. Les ressources s'épuisent, et le courage des militants; Guillaume le

premier est attiré par Paris, où ses qualités intellectuelles trouveront mieux à s'épanouir et où le mouvement socialiste lui paraît plus prestigieux; les divergences avec les partisans de l'insurrection et de la propagande par le fait ont aussi contribué à le lasser. Il quitte Neuchâtel en mai 1878; le *Bulletin* avait publié son dernier numéro à la fin mars, un nouveau comité fédéral avait été choisi à Saint-Imier et *l'Avant-Garde*, devenant publique, prenait la relève du *Bulletin*. Mais ce n'était qu'une survivance.

Non pas que l'on manquât de courage: inlassablement on formulait des programmes, on tâchait de mener les grèves au-delà des revendications salariales, on soutenait les compagnons victimes de la répression gouvernementale ou professionnelle. Mais les groupes se transformaient d'eux-mêmes: le mouvement qui avait existé jusque-là, avec ses sections de métiers et son importance locale, s'éparpillait et ne pouvait plus faire face à la désaffection dans ses propres rangs; les groupes proprement anarchistes, d'agitation et de propagande, subsistent et se renforcent dans leurs convictions, sinon dans leur nombre. Les congrès se réduisent à des réunions de militants, qui arrivent parfois à attirer un public nombreux à leurs soirées; significativement, on y parle bien plus de révolution et bien moins des moyens pour y parvenir à partir d'une situation économique et politique donnée. Les sections composées d'ouvriers suisses n'existent presque plus, et les congrès de la Fédération jurassienne sont de petits congrès internationaux, avec des Russes, des Français, des Italiens; les orateurs parlent en termes généraux, sans concerner particulièrement la Suisse et de façon trop théorique pour être un encouragement à l'organisation. D'ailleurs ce n'est plus tant l'organisation qui compte que l'agitation; pour Kropotkine, *les anarchistes cherchent de plus en plus à éveiller dans le peuple – par la propagande théorique et surtout par les faits insurrectionnels – l'esprit, le sentiment et l'initiative populaire au double point de vue de l'expropriation violente de la propriété et de la désorganisation de l'état* (*L'Avant-Garde*, 12 août 1878).

Au congrès de 1880, Schwitzguébel essaya de sauver l'organisation ouvrière en présentant en 32 pages un *Programme socialiste* où il



exposait systématiquement comment parvenir à la société sans lois et sans autorité. Par souci de réalisme, comme Brousse et Costa à la même époque il se mettait à défendre la participation aux élections et la constitution d'un parti d'opposition, considérant l'abstention comme une théorie juste mais inutilisable. Un tel compromis avec la politique traditionnelle, c'est le chant du cygne de l'anarchisme ouvrier du Jura.

Dans ces années-là les attentats anarchistes se multiplient; et c'est pour avoir donné leur approbation aux tentatives de régicide que Brousse et la rédaction de l'*Avant-Garde* passeront devant les tribunaux. Le journal disparu, un autre le remplace: *Le Révolté* de Genève reprend la propagande, ce sera un des plus importants journaux anarchistes jusqu'à la guerre de 1914. En 1878 il ne s'était pas tenu de congrès international, *la crise qui existe dans tous les pays rendant en ce moment la fréquentation nombreuse de ce congrès... incertaine*. En 1881, un congrès anarchiste international se réunit à Londres sur l'initiative de Kropotkine; le mandat de la Fédération jurassienne que détient un délégué n'est que nominal. Depuis lors, il n'y aura plus en Suisse que des réunions de groupes anarchistes; ce qui est une autre histoire.



## LA CONSTITUTION D'UNE IDÉOLOGIE

Le pacte de Saint-Imier de 1872, qui disait que *la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat*, reste une référence constante pour les anarchistes. Peut-on dire que ceux qui le signèrent étaient les représentants d'un mouvement anarchiste ?

Bakounine, quatre ans auparavant, avait quitté le congrès de la Paix en proclamant aux bourgeois effarés: *Je suis anarchiste*, reprenant l'affirmation provocante de Proudhon. Dans son compte rendu du congrès de Bâle de l'AIT, en 1869, James Guillaume parle de *collectivisme anarchiste*, mais il n'aimera jamais le mot anarchiste utilisé isolément, à cause de sa couleur négative. Dans les programmes de l'Alliance, des sections ou même des cercles les plus révolutionnaires, ce terme n'apparaît jamais au cours des premières années de l'AIT. Les fondements de l'idéologie anarchiste existent bien: collectivisme, abstention politique, solidarité, et ses moyens de propagande se précisent. Mais parmi les anti-autoritaires, les partisans de l'unité d'action sont en majorité: il faut sauver l'Internationale, collaborer avec les Anglais et les Belges, les socialistes et les réformistes qui acceptent le dialogue, sans masquer le grand but final, l'émancipation de la classe ouvrière par la destruction de l'État et de la propriété. Au congrès de Saint-Imier, contre l'avis des Italiens et de quelques Espagnols, la méthode prudente prime encore.

Cependant, pour se distinguer des socialistes «politiques», le terme d'anarchistes est repris de plus en plus souvent par ceux mêmes auxquels il était appliqué par dérision.

Un mouvement politique existe au moment où ses partisans ont conscience de faire partie d'un ensemble organisé et où il acquiert une pratique propre. Quand et où ces conditions sont-elles remplies pour le mouvement anarchiste ? En premier lieu, à n'en

pas douter, dans les sociétés secrètes (*discrètes*, disait-il) fondées par Bakounine; mais leur nature est bien particulière et leur existence surtout formelle. Ainsi les *Frères internationaux*, constitués à Zurich en septembre 1872, auraient eu pour tâche d'insuffler un esprit d'anarchie dans les rangs des sections de l'Internationale anti-autoritaire: mais était-il vraiment besoin de ces titres et de ces formalismes, et la volonté de faire progresser les idées anarchistes n'était-elle pas présente même chez eux qui, comme Guillaume, jouaient les modérés? Bakounine devait l'admettre, puisqu'il abandonna l'idée de construire une « Internationale anarchiste » et suivit la tactique proposée par son jeune compagnon.

Les insurrections et les tentatives communalistes d'Espagne en 1873 sont évidemment inspirées par des anarchistes; elles veulent aussi imiter explicitement la Commune de Paris. L'année suivante, c'est en Italie que les anarchistes font parler d'eux, par des insurrections manquées. Entre-temps, au congrès de Genève de 1873, avait eu lieu la première discussion générale sur le mot anarchie; pour beaucoup, il signifiait encore le chaos, rien d'autre. En Suisse, on se raccroche au terme de collectiviste, pour montrer l'appartenance au camp socialiste.

Mais les conflits, de plume et d'action, avec les autres fractions socialistes sont de plus en plus criants, et la nécessité de l'action autonome se fait jour peu à peu pour la plupart des porte-parole, malgré la réticence de Guillaume. Ceux qui tiennent à une dénomination plus radicale seront surtout des étrangers qui participent au mouvement en Suisse: le Français Paul Brousse et les Lyonnais établis à Genève, Perrare, Dumartheray, puis l'Italien Costa et le Russe Kropotkine. En décembre 1876, Brousse écrit à son ami Jacques Gross, un jeune militant jurassien:

Le Congrès de Berne vient de changer à mes yeux le pivot même de notre action politique. Depuis 1873, les socialistes, nos amis, pensaient que la question du programme, celles de l'« anarchie » et de l'« abstention » surtout étaient définitivement acquises. Et nous faisons à Berne la conquête d'éléments allemands. Mais voici que le congrès de Berne a remis l'« anarchie »

en question. Hé bien, j'ai l'intention en ce qui me concerne de faire tant que je serai en Suisse des conférences partout où je pourrai et toujours sur le même sujet l'« anarchie ». C'est le seul moyen de forcer une direction nette en faveur du congrès de 1877<sup>17</sup>.

À cette époque le mouvement anarchiste est indubitablement constitué, il se nomme tel et se pose comme tel dans l'Internationale. Paradoxalement, au moment où se précisent des concepts comme celui de propagande par le fait et de communisme anarchiste, c'est aussi dans ces années-là qu'il se met à décliner, se retranchant de la lutte ouvrière pour mener des actions isolées. Auparavant il y avait certes des anarchistes et une idée de l'anarchie qui n'était pas que négative. Il est intéressant de voir que le terme générique d'anarchisme n'est pas usité, ce qui montre que les *anarchistes* ne considèrent pas qu'ils adhèrent à un système. On ne peut donc pas, comme certains l'ont fait, parler de camp anarchiste et de camp socialiste dans l'Internationale suisse romande de 1870: c'est en tout cas prématuré, sinon inadéquat.

Ces remarques ne sont pas là simplement pour mettre en garde contre les dénominations anachroniques: elles veulent surtout souligner combien les *anarchistes* de l'AIT se considéraient avant tout comme une branche du socialisme. Ils utiliseront différentes nuances par la suite, communistes anarchistes, socialistes libertaires par exemple. Et pourtant la qualité de socialistes devait leur être contestée par les partis membres de la « Deuxième Internationale », parce qu'ils refusaient la politique parlementaire.

La vie de la Fédération jurassienne est contemporaine d'une période de transition dans l'industrie horlogère suisse. Des transformations économiques profondes se produisent dans tous les pays industrialisés, et le mouvement ouvrier vit presque partout cette période de transition, avec quelques années de décalage, qui lui donne ses premières institutions, qui mène à la constitution de partis socialistes et de syndicats reconnus. La contemporanéité est rigoureuse: c'est en Angleterre que l'industrialisation est la plus précoce, c'est là que les trade-unions seront le plus tôt constituées,

17. Archives Gross, IISG.

reconnues et finalement intégrées au système économique et politique. Mais la formation d'organisations ouvrières spécifiques passera dans tous les pays par de longs tâtonnements.

En Suisse, dans la région jurassienne en particulier, il existe autour de 1860 une pluralité d'organisations ouvrières, de soutien et de défense, la plupart ne remettant pas en question le système social; les sociétés philanthropiques, les mutuelles, les associations religieuses, les sections du Grutli sont nombreuses dans tous les bourgs industriels. Mais ce sont des organisations émiettées, et qui n'ont pas de caractère de classe.

C'est entre 1865 et 1880, qu'on en verra naître de plus spécifiques, d'abord avec les sections de l'Internationale, avec les tentatives de fonder un parti social-démocrate à Zurich (déjà en 1867) et à Bâle, puis avec l'Union ouvrière de 1873. Mais ces organisations étaient généralement limitées à un groupe linguistique, à une région, voire une ville. Dans la décennie suivante se créent définitivement les deux organisations qui existent encore aujourd'hui: l'Union syndicale suisse en 1880 et le Parti socialiste suisse en 1888. Faibles à l'origine, l'une regroupant quelques syndicats et quelques sections de métiers, l'autre reposant sur des petites cellules dans les villes principales, elles étaient enfin des formes adéquates tant à la situation économique et politique qu'à la conscience ouvrière.

Or, cette période voit aussi des transformations définitives s'opérer dans l'industrie, en particulier dans l'horlogerie. On sait l'importance qu'avait, vers le milieu du siècle, le travail à domicile et dans les petits ateliers corporatifs. Les crises successives dues en particulier à la concurrence américaine exigent une modernisation des formes de production; au retour de l'Exposition universelle de Philadelphie, en 1876, les patrons de l'horlogerie développent la production en fabrique et la concentration industrielle, limitant le travail à domicile à quelques opérations isolées. Depuis lors, le nombre des ouvriers de fabrique ira croissant au détriment des travailleurs à domicile, et la condition ouvrière en sera évidemment radicalement transformée.

Marx voit dans le développement des forces productives et la concentration économique une étape nécessaire à la constitution de la conscience ouvrière, et donc d'une organisation prolétarienne spécifique; comme il voit dans le renforcement de l'État un préalable indispensable à son dépérissement. Les anarchistes repoussent cette théorie de l'État, car pour eux il ne peut y avoir de différence qualitative, tout État tend à se perpétuer; de même ils ont refusé la grande industrie, parce qu'ils détestent le travail morcelé, réglementé, les contraintes de l'usine; ils tiennent à tout prix à leur indépendance et à un travail autonome où peuvent s'exprimer les qualités personnelles, où la perfection peut être recherchée. Auraient-ils dû se sacrifier, entrer dans les fabriques pour constituer une masse de prolétaires, et attendre que leurs fils commencent la révolution? Ils préfèrent vivre quotidiennement en harmonie avec eux-mêmes, selon l'image qu'ils se font de la société future. Socialistes, ils restent individualistes et ne veulent pas se couper les ailes; on retrouve à travers tout le mouvement cette préférence pour les métiers artisanaux, indépendants, combinant travail intellectuel et travail manuel; aujourd'hui encore des anarchistes sont cordonniers, typographes, correcteurs d'imprimerie. N'affirmons pas trop tôt que l'idéologie naît de leur situation professionnelle: c'est plutôt un même esprit de révolte qui leur fait rejeter les contraintes de l'usine et adopter ou réinventer les thèses libertaires.





## BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie a été complétée depuis la première édition de ce livre. Les titres parus après 1971 n'ont évidemment pas été utilisés alors; ils apportent des éléments importants, proposent des synthèses, complètent mais ne remettent pas en question mon récit ni ne le contredisent.

Plusieurs ouvrages et périodiques existent désormais sous forme électronique, accessibles sur la Toile ou en bibliothèques. Les adresses internet sont souvent instables; les sites les plus aisés à trouver sont Gallica (Bibliothèque nationale de France), les archives d'internet ([www.archive.org](http://www.archive.org)) et GoogleBooks. Qu'on me permette de recommander le catalogue du Centre international de recherches sur l'anarchisme de Lausanne, [www.cira.ch](http://www.cira.ch).

Des notices biographiques sur la plupart des acteurs cités ont été rédigées pour le Chantier biographique des anarchistes en Suisse ([www.anarca-bolo.ch/cbach](http://www.anarca-bolo.ch/cbach)). On en trouve aussi dans le Dictionnaire international des militants anarchistes ([www.militants-anarchistes.info](http://www.militants-anarchistes.info)) et dans le Dictionnaire biographique des militants libertaires de langue française, à paraître aux éditions de l'Atelier, Paris, dans la série des « Dictionnaires Maitron ».

### ARCHIVES

Archives de la Fédération jurassienne, Archives Max Nettlau et Archives Jacques Gross, Amsterdam, Institut international d'histoire sociale (IISG)  
– [www.iisg.nl](http://www.iisg.nl)

Archives James Guillaume, Neuchâtel, Archives d'Etat (AEN).

Actes de la police politique, notamment: E21 14005 Fédération jurassienne (ab 1873), Berne, Archives fédérales (AFS).

Archives de la Préfecture de Police, Paris, notamment: BA 438: L'Internationale en Suisse, 1870-1883 environ.

Mémoires d'ici et Centre jurassien d'archives et de recherches économiques (CEJARE), Saint-Imier.

#### SOURCES IMPRIMÉES

BAKOUNINE Michel: *Œuvres*, éd. par James Guillaume et Max Nettlau; Paris, 1895-1910

– *Œuvres complètes* (Archives Bakounine), publiées par Arthur Lehning, Leyde puis Paris, 1963-1979.

«Fédération des ouvriers graveurs et guillocheurs», Compte rendu du 5<sup>e</sup> congrès..., Saint-Imier, 1874.

GUILLAUME James: *L'Internationale, documents et souvenirs*, Paris, 1905-1910; rééd. avec une préface de Marc Vuilleumier, Paris, 1985.

*La Première Internationale*, recueil de documents, sous la dir. de Jacques Freymond, Genève, 1962-1971.

LEFRANÇAIS Gustave et ARNOULD Arthur, *Souvenirs de deux Communards réfugiés à Genève, 1871-1873*, Genève, 1987.

«Mémoire présenté par la Fédération jurassienne de l'Association internationale des travailleurs à toutes les fédérations de l'Internationale», Sonvilier, 1873.

*The General Council of the First International*, Minutes, 1864-1872, Moscou, 1964.

SCHWITZGUÉBEL Adhémar: *Programme socialiste*; mémoire présenté au congrès jurassien de 1880 par la Fédération ouvrière du district de Courtelary, Genève, 1880.

– *Quelques écrits*, Paris, 1908.

## PÉRIODIQUES

*L'Égalité*, journal de l'Association internationale des travailleurs de la Suisse romande, Genève, 1868-1872.

*Le Progrès*, Le Locle, 1868-1870.

*La Solidarité*, Neuchâtel puis Genève, 1870-1871.

*La Révolution sociale*, Genève, 1871-1872.

*Bulletin de la Fédération jurassienne*, Sonvilier etc., 1872-1878.

*L'Avant-Garde*, organe collectiviste et anarchiste, La Chaux-de-Fonds, 1877-1878.

*Le Révolté*, organe socialiste-anarchiste, Genève, 1879-1885.

## TRAVAUX ET AUTRES TEXTES

BIGLER Rolf: *Der libertäre Sozialismus in der Westschweiz*, Cologne, 1963.

BINAGHI Maurizio: *Addio, Lugano bella: gli esuli politici nella Svizzera italiana di fine Ottocento, 1866-1895*, Locarno, 2002.

BRUPBACHER Fritz: *Marx und Bakunin, ein Beitrag zur Geschichte der Internationalen Arbeiterassoziation*, Munich, 1922.

Elisée Reclus - Paul Vidal de la Blache : *Le géographe, la cité et le monde, hier et aujourd'hui*, colloque tenu à Montpellier en juillet 2005, Paris, 2009.

FÉLALIME Robert: *Saint-Imier et le Vallon de nos ancêtres*, Bienne, 1999.

GAFFIOT Jeanne-Marie: *Michel Bakounine, une vie d'homme*, Genève, 1976.

– *Netchaïeff*, Lausanne, 1989.

GRAWITZ Madeleine: *Bakounine*, Paris, 1990.

« La Première Internationale et le Jura », colloque du cercle d'études historiques de la Société jurassienne d'émulation, Porrentruy, 1973.

LEHNING Arthur: *Bakounine et les autres: esquisses et portraits contemporains d'un révolutionnaire*, Paris, 1976.

- LINDER Patrick: *De l'atelier à l'usine: l'horlogerie à Saint-Imier, 1865-1918*, Neuchâtel, 2008.
- LÖRTSCHER Christoph, *Vereinigt euch! Adhémar Schwitzguébels Leben für die Arbeiterbewegung, eine Annäherung*, Bienne, 2007.
- MIÉVILLE Ariane et al., *Elisée Reclus, écrire la terre en libertaire*, Orthez, 2005.
- MOLNAR Miklos, *Le Déclin de la Première internationale: la conférence de Londres de 1871*, Genève, 1963.
- MYSYROWICZ Ladislav, « Karl Marx, la Première Internationale et la statistique », in *Le Mouvement social*, N° 69, 1969.
- NETTLAU Max: *Michael Bakunin, eine Biographie*, London, 1896-1900.  
– *Geschichte der Anarchie*, vol. 1-3, Berlin, 1925-1931 (rééd. Münster 1993).  
– *Geschichte der Anarchie*, vol. 4-5, Vaduz, 1981-1984.
- RACINE Charles-Edouard: *Jean d'Enbaut, Mémoires d'un ouvrier graveur, membre de la Fédération jurassienne*, roman, Lausanne, 1998.
- ROSKOPF Liliane: *Une histoire de famille*, roman, Genève, 2002.
- SCHRUPP Antje: *Virginie Barbet, Une Lyonnaise dans l'Internationale*, Lyon, 2009.
- THOMANN Charles: *Les hauts lieux de l'anarchisme jurassien, Le Locle, Sonvilier et Saint-Imier; La Chaux-de-Fonds, 1866-1880*, La Chaux-de-Fonds, 2002.  
– *Le Mouvement anarchiste dans les Montagnes neuchâteloises et le Jura bernois*, La Chaux-de-Fonds, 1947 (accessible en ligne sur doc.rero.ch).
- VUILLEUMIER Marc: *Histoire et combats, mouvement ouvrier et socialisme en Suisse, 1864-1960*, Lausanne, 2012.  
– « Les Archives de James Guillaume », in *Le Mouvement social*, N° 48, 1964.  
– « La Première Internationale en Suisse », in *La Première Internationale: l'institution, l'implantation, le rayonnement*, colloque du CNRS, Paris, 1968.  
– « Les proscrits de la Commune en Suisse », in *Revue suisse d'histoire*, N° 4, 1962.
- VUILLEUMIER Mario: *Horlogers de l'anarchisme, émergence d'un mouvement: la Fédération jurassienne*, Lausanne, 1988.

## TABLE

I	Préface	7
<i>Chapitre premier</i>		
1	L'association Internationale des Travailleurs	9
2	La situation économique	12
3	La situation politique et sociale	15
<i>Chapitre deuxième</i>		
1	Les premières années	19
2	Les conflits dans la fédération romande	28
3	La recherche d'une identité	41
4	Les rebelles: la fédération jurassienne	50
5	La consécration de la rupture	64
<i>Chapitre troisième</i>		
1	Le pacte de Saint-Imier	73
2	La révolution par la statistique	79
3	Unions et désunions	85
4	L'organisation	91
5	Bakounine, les dernières années	104
6	Propagande et agitation	111
7	La fin de l'AIT	123
<i>Chapitre quatrième</i>		
	La constitution d'une idéologie	131
	Bibliographie	137

DANS LA MÊME COLLECTION

Gianpiero Bottinelli

*Luigi Bertoni*

Léon de Mattis

*Crises*

Nanni Balestrini

*La violence illustrée*

Paul Mattick

*Marxisme, dernier refuge de la bourgeoisie?*

Nanni Balestrini

*Blackout*

Otto Rühle

*Karl Marx*

Yann Collonges, Pierre Georges Randal

*Les autoréductions*

Nanni Balestrini

*Nous voulons tout*

Voline

*La révolution inconnue (3 vol.)*

Jean Wintsch, Charles Heimberg

*L'École Ferrer de Lausanne*

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

Karl Marx

*La Guerre civile en France*

Maximilien Rubel

*Marx théoricien de l'anarchisme*

Michel Bakounine

*Considérations philosophiques sur le fantôme divin,  
le monde réel et l'Homme*

Karl Marx

*Contribution à la critique  
de la philosophie du droit de Hegel*

Alfredo M. Bonanno

*La joie armée*

Otto Rühle

*La révolution n'est pas une affaire de parti*

Karl Marx

*Salaires, prix et profits*

Réalisé par les éditions Entremonde  
Genève-Paris, 2012  
ISBN 978-2-940426-16-4 / ISSN 1662-3231  
IMPRIMÉ EN BULGARIE